

Envoyé en préfecture le 28/02/2023

Reçu en préfecture le 28/02/2023

Affiché le

ID : 035-213502511-20230227-2023\_010-DE



MAIRIE  
de  
SAINT AUBIN D'AUBIGNÉ

# **Rapport d'Orientation Budgétaire 2023**

## **Budget Principal**

## **Budget annexe SPIC**

## **Budget annexe Assainissement**

## Synthèse introductive du Rapport d'Orientations Budgétaires 2023

### L'année 2022 a vu se succéder les crises

La crise sanitaire a été progressivement remplacée par une envolée de l'inflation et une explosion du coût des énergies.

Le budget communal est directement impacté par tout cela.

**Les dépenses de fonctionnement** ont continué à augmenter fortement (proche de 6% après 9.5% en 2021) :

- Les charges à caractère général sont les plus touchées par le plein effet des coûts sur les locaux communaux supplémentaires, des contrats d'entretien nouveaux, du coût des fluides et des énergies, et de factures de 2021 arrivées décalées.
- Les charges de personnel arrivent en second sur la période 2020-2022, la variation étant due à une meilleure couverture des postes aux services techniques, en enfance-jeunesse, à la restauration pour l'essentiel.

**Les recettes de fonctionnement** compensent largement ces points négatifs (+13%)

- les recettes périscolaires sont en augmentation. La fréquentation est plus importante et devient proche de la situation d'avant covid,
- les impôts et taxes progressent fortement par l'effet combiné des bases, du nombre d'assujettis et du taux TFB augmenté,
- enfin les dotations et subventions augmentent également.

L'épargne de gestion résultante en 2022 retrouve son niveau de 2018.

### Perspectives 2023-2026

La dynamique d'augmentation de la population va se poursuivre sur cette période, et le décalage des valeurs de référence de la population DGF garantie une évolution des dotations continue au-delà du mandat.

**Les dépenses de fonctionnement** intègrent le plein effet inflation en 2023, puis une évolution plus modérée ensuite. Il a été considéré que le coût des énergies va se stabiliser sur les valeurs fortes de 2023 (hypothèse de baisse du coût de KWh compensée par l'arrêt des aides de l'état).

**Les recettes de fonctionnement** devraient rester dynamiques. Une évolution favorable de la DGF de 2% est retenue pour moitié liée à la population de référence et pour moitié à la prise en compte de l'inflation. Les contributions directes vont augmenter (forte revalorisation des bases en 2023 et nouvelles constructions). Les recettes périscolaires devraient croître avec plus de fréquentation. Les éventuelles augmentations des tarifs sur la période ne sont pas intégrées.

**L'épargne de gestion** va diminuer en 2023, d'une valeur correspondant essentiellement aux surcoûts en année pleine des énergies, puis se stabiliser. Les valeurs résultantes permettent de continuer à investir sur les projets dans la continuité des orientations des années précédentes et emprunter sans compromettre la stabilité financière communale.

## Rapport d'Orientation Budgétaire 2023

Envoyé en préfecture le 28/02/2023

Reçu en préfecture le 28/02/2023

Affiché le

ID : 035-213502511-20230227-2023\_010-DE

### Les engagements suivants restent inchangés :

- maintien d'un haut niveau de qualité des services à la population,
- maintien des aides au monde associatif et sportif,
- consolidation de rituels culturels annuels,
- poursuite des investissements utiles au plus grand nombre.

### Les principaux investissements sur le mandat sont :

- fin de l'extension de l'école élémentaire,
- équipements sportifs complémentaires,
- extension de la bibliothèque,
- sécurisation voiries et rénovation de l'éclairage public,
- aménagement du centre-bourg – phase 1

# Séance du conseil municipal du 27 février 2023

<b>INTRODUCTION AU RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE .....</b>	<b>6</b>
<b>PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE GENERAL ET LOCAL .....</b>	<b>7</b>
<b>I. LE CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL .....</b>	<b>7</b>
<b>II. LFI 2023 ET DISPOSITIONS POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES .....</b>	<b>7</b>
<i>A - Principales dispositions pour les communes .....</i>	<i>8</i>
1-La DGF .....	8
2-Les dotations de péréquation.....	8
3- Compensation intégrale pendant 10 ans de la perte de recettes liée à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB).....	8
4-Les dotations d'investissement .....	8
5- Partage de la taxe d'aménagement entre l'EPCI et ses communes membres .....	8
<i>B - La réforme fiscale, quelques éléments de rappel.....</i>	<i>9</i>
<b>III CONTEXTE LOCAL DE SAINT-AUBIN-D'AUBIGNE.....</b>	<b>10</b>
<i>A – Une démographie dynamique.....</i>	<i>10</i>
<i>B – L'EPCI : La communauté de communes du Val d'Ille-Aubigné : .....</i>	<i>10</i>
<b>SECONDE PARTIE : ANALYSE RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE .....</b>	<b>11</b>
<b>I ANALYSE RETROSPECTIVE 2018-2022 .....</b>	<b>11</b>
<i>A – Le budget principal.....</i>	<i>11</i>
1-Les recettes de fonctionnement.....	11
a-Les produits des services stables depuis 2019 .....	11
b-Les impôts et taxes en forte augmentation.....	11
c-Dotations, subventions et participations portées par le dynamisme de la démographie. ....	12
d-Les autres produits de gestion courante en baisse .....	12
e-Produits exceptionnels et financiers.....	13
f-Des atténuations de charges en forte hausse .....	13
2-Les dépenses de fonctionnement .....	13
a-Une augmentation des charges générales importante .....	13
b-Des charges de personnel impactées par la crise sanitaire et les arrêts.....	13
c-Les autres charges de gestion courante atténuées par les transferts de compétences ....	14
d-Des charges financières en baisse .....	14
e-Charges exceptionnelles, atténuations de produits et provisions .....	14
3-Bilan de la section de fonctionnement.....	15
4-Les recettes d'investissement .....	15
5-Les dépenses d'investissement .....	15
<i>B – Les budgets annexes :.....</i>	<i>15</i>
1-Le budget assainissement.....	15
a-Les recettes de fonctionnement .....	15
b-Les dépenses de fonctionnement .....	16
c-Les recettes d'investissement.....	16
d-Les dépenses d'investissement .....	16

2-Le budget énergies renouvelables.....	16
<b>a-Des recettes de fonctionnement en augmentation .....</b>	<b>16</b>
<b>b-Des dépenses de fonctionnement modérées .....</b>	<b>16</b>
<b>c-Des recettes réelles d'investissements nulles.....</b>	<b>16</b>
<b>d-Dépenses d'investissements : l'installation des panneaux photovoltaïques.....</b>	<b>16</b>
<i>C – Les résultats financiers consolidés 2022 .....</i>	<i>17</i>
<i>D – L'état de la dette .....</i>	<i>17</i>
1-L'encours de de la dette .....	17
2-L'annuité de la dette.....	18
3-Structure et échéances de la dette .....	18
4-La capacité dynamique de désendettement .....	19
5-Bilan .....	19
<i>E – Les lignes de trésorerie .....</i>	<i>20</i>
<b>II ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023 ET PROSPECTIVE 2024-2026 .....</b>	<b>20</b>
<i>A – Le budget principal :.....</i>	<i>20</i>
1-Recettes de fonctionnement .....	20
<b>a-Produits des services du domaine .....</b>	<b>20</b>
<b>b-Contributions directes (impôts locaux).....</b>	<b>20</b>
<b>c-Autres impôts et taxes .....</b>	<b>21</b>
<b>d-DGF.....</b>	<b>21</b>
<b>e-Autres dotations.....</b>	<b>21</b>
<b>f-Atténuations de charges.....</b>	<b>21</b>
<b>g-Autres produits de gestion .....</b>	<b>21</b>
2-Dépenses de fonctionnement .....	22
<b>a-Charges à caractère général .....</b>	<b>22</b>
<b>b-Charges de personnel .....</b>	<b>22</b>
<b>c-Autres charges de gestion courante.....</b>	<b>22</b>
<b>d-Intérêts des emprunts .....</b>	<b>22</b>
3-Investissement.....	23
<b>a-2023 : Projets engagés avant le budget.....</b>	<b>23</b>
<b>b-2023-2026 : de nombreux projets structurants .....</b>	<b>23</b>
4-Focus dette .....	23
<b>a-Méthode et hypothèses retenues .....</b>	<b>23</b>
<b>b-Evolution de l'encours de la dette .....</b>	<b>24</b>
<b>c-Evolution des annuités.....</b>	<b>24</b>
5-Analyse financière .....	24
<i>B – Le budget SPIC énergies renouvelables .....</i>	<i>25</i>
<i>C – Le budget assainissement .....</i>	<i>26</i>
<b>ANNEXE N°1 : ANALYSE FINANCIERE RETROSPECTIVE 2018-2022 .....</b>	<b>27</b>
<b>ANNEXE N°2 : ANALYSE FINANCIERE PROSPECTIVE 2023-2026 .....</b>	<b>45</b>
<b>ANNEXE N°3 : PROSPECTIVE DETTE 2022-2026 .....</b>	<b>53</b>

## Introduction au rapport d'orientation budgétaire

L'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales précise que « *dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.* ». Ce rapport servira de base au Débat d'Orientation Budgétaire.

La loi du 6 février 1992 (articles 11 et 12) et l'article L.2312-1 du code général des collectivités locales (CGCT) indiquent que pour les communes de 3 500 habitants et plus, le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) est obligatoire, même s'il n'a pas de caractère décisionnel. Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire, en cas d'absence, toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

Le Débat d'Orientation Budgétaire permet au Conseil Municipal d'être informé du contexte national dans lequel s'inscrit le budget et de l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Il a pour objectif de présenter et interpréter les résultats de l'exercice écoulé et de discuter des principales orientations budgétaires pour les exercices à venir, en fonction des résultats antérieurs et de la capacité d'autofinancement. Il doit permettre de dégager les principales évolutions des finances communales et les priorités qui seront affichées dans le budget primitif.

La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 pose de nouvelles règles relatives au Rapport d'Orientation Budgétaire. Ces règles sont d'effet immédiat. L'article II de son article 13 dispose qu'à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

- l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ; Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget primitif.

- l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette. Des informations relatives à la structure et à la gestion de la dette doivent être également intégrées dans ce rapport :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.

3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

## Première partie : le contexte général et local

### I. Le contexte économique général

L'année 2022 a vu croître le PIB de la France de 2.6% après une augmentation de 7% en 2021 (chute de 8.3% en 2020).

La croissance dans la zone euro a été de 3.4% en 2022, après avoir chuté de 6.4% en 2020 et rebondi de 5.2% en 2021.

Les indicateurs de la conjoncture française :

- Une augmentation du PIB de 2.6%
- L'inflation estimée à 5.2% en 2022 contre 1.6% pour l'année 2021.
- Augmentation de l'IPCH<sup>1</sup> de 7.1% en novembre 2022
- Le taux de chômage au sens du BIT 7.1% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021 (-0.7 points sur 1 an).
- La dette publique 2 (source INSEE) à la fin du 3e trimestre 2022 est estimée à 2 956.8Md€ soit 113.7% du PIB (+122.5M€)
  - La Banque de France prévoit pour la France une augmentation de son PIB 2023 de 0.3% (2.6% en 2022).

### II. LFI 2023 et dispositions pour les collectivités territoriales

La loi de finances pour 2023, publiée le 30/12/2022, a été bâtie sur les hypothèses suivantes pour 2023 :

- Croissance du PIB en volume : +1%
- Inflation prévue : +4.2%

Pour protéger les collectivités locales, le filet de sécurité de 2022 est reconduit et élargi. Il représente un coût de deux milliards d'euros et devrait concerner entre 21 000 à 28 000 collectivités dont la situation financière s'est dégradée du fait de la hausse des prix énergétiques.

Un amortisseur électricité a, en outre, été créé par un amendement du gouvernement à destination de toutes les petites et moyennes entreprises (PME), des associations, des collectivités et des établissements publics non-éligibles au bouclier tarifaire. Cet amortisseur doit permettre de prendre en charge environ 20% de leurs factures totales d'électricité. Il est applicable au 1er janvier 2023 pour un an.

Ses mesures seront financées en partie par une "contribution temporaire de solidarité" de 33%, applicable au secteur du raffinage ainsi qu'une taxe sur les résultats exceptionnels des producteurs d'énergie.

---

<sup>1</sup> Indice des prix à la consommation harmonisé : évolution sur année glissante

## A - Principales dispositions pour les communes

### 1-La DGF

Avec en 2023, un montant prévu de 18,6Mds€ pour les communes et EPCI, l'enveloppe totale de DGF est augmentée de 320M€. On observe une hausse des enveloppes de DSU et de DSR respectivement de 90 et 200M€. A titre individuel, ces montants peuvent varier selon :

- L'évolution des situations de chaque commune
  - Le poids de l'écrêtement en fonction du potentiel fiscal

### 2-Les dotations de péréquation

Evolution globale de la péréquation verticale supérieure à 2022 : +290M€

- DSU (Dotation de Solidarité Urbaine) : + 90M€ (+3,51%) soit 2 656M€
- DSR (Dotation de Solidarité Rurale) : + 200M€ (+10.66%) soit 2 077M€
- DNP (Dotation Nationale de Péréquation) : identique à 2022 soit 794M€
- Maintien du montant de DCRTP en 2023 pour les communes à 1 145M€
- FDPTP stable à 284M€

S'agissant de la DSR, le CFL<sup>2</sup> a décidé de répartir sa progression en 2023 en privilégiant la part « péréquation » qui représentera 60% de l'augmentation soit 120M€.

### 3- Compensation intégrale pendant 10 ans de la perte de recettes liée à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)

Un amendement prévoit une compensation intégrale par l'Etat aux collectivités, pendant 10 ans, de la perte de recettes liée à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficie la production de logements locatifs sociaux, pour tous les logements locatifs sociaux faisant l'objet d'un agrément entre le 1er janvier 2021 et le 30 juin 2026.

### 4-Les dotations d'investissement : 2.2M€

- DETR stable (1 Md€) : Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux
- DSIL (570M€ soit -303M€) : En 2022, l'augmentation exceptionnelle de 300M€ couvrait les engagements pris en 2020 et 2021 concernant l'effort de relance des projets des communes et de leurs groupements dans des thématiques prioritaires
- Dotation de soutien à l'investissement des départements stable (212M€)

### 5- Partage de la taxe d'aménagement entre l'EPCI et ses communes membres

En application de l'article 15 de la loi n°2022-1499 du 1er décembre 2022 de finances rectificative pour 2022, le principe d'un reversement obligatoire du produit de la TAM par les communes à leur EPCI ou groupements de collectivités dont elles sont membres, introduit par l'article 109 de la loi de finances pour 2022, a été supprimé.

---

<sup>2</sup> Comité des finances locales



## B - La réforme fiscale, quelques éléments de rappel

Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, poursuite du dégrèvement de TH en 3 ans :

- 2018 à 2020 → dégrèvement progressif pour 80% des ménages sous condition de revenu (30% en 2018, 65% en 2019, 100% en 2020)
  - 2021 à 2023 → exonération progressive pour les 20% des ménages restants.
  - A partir de 2023 → suppression totale de la taxe d'habitation.
- Les communes et EPCI ne reçoivent plus la TH sur les résidences principales depuis 2021.
- La recette est affectée au budget de l'Etat.
- La TH sur les résidences secondaires et la taxe sur les logements vacants perdurent avec des ajustements mineurs.
- La revalorisation des bases s'effectue selon l'évolution de l'IPCH (indice harmonisé européen) soit 7.1% de novembre 2021 à novembre 2022.
- La taxe foncière sur les propriétés bâties des départements est transférée depuis 2021 aux communes.

Depuis 2021 le taux de TFB d'une commune est égal à la somme du taux communal et départemental de 2020<sup>3</sup>. La commune pourra voter l'évolution de ce taux global. Ce transfert ne compensera pas la perte de recettes engendrée par la suppression de la TH et des communes se seraient vues sous-compensées d'autres surcompensées (sous-compensée pour Saint-Aubin-d'Aubigné).

Par conséquent, la Loi de Finances 2020 a institué un coefficient correcteur<sup>4</sup> qui s'appliquera sur le nouveau produit de foncier bâti.

La perte de TF des intercommunalités et des départements est compensée par une affectation de recettes issues de la TVA.

### → Révision des valeurs locatives de 2023 à 2026 :

Après la révision des locaux professionnels au 1er janvier 2017, poursuite de la réforme fiscale avec la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation pour être en cohérence avec le marché actuel (actuellement basées sur un loyer théorique au prix du marché au 1er janvier 1970, revalorisées chaque année de manière forfaitaire). Le calendrier est cependant décalé de 2 ans par l'article n°106 de la loi de finances pour 2023 :

- ~~2023~~ → 2025 : déclaration du loyer annuel par les propriétaires bailleurs
- ~~2024~~ → 2026 : rapport au parlement
- ~~2025~~ → 2027 : travaux des commissions locales
- ~~2026~~ → 2028 : première année d'application de la réforme

<sup>3</sup> Soit 37.40% pour Saint-Aubin-d'Aubigné, augmenté à 44.4% en 2022

<sup>4</sup> Coefficient correcteur 2023 pour Saint-Aubin-d'Aubigné : 1.11278

### III Contexte local de Saint-Aubin-d'Aubigné

#### A – Une démographie dynamique

Depuis 2016, la croissance démographique est importante :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Population Insee	3 498	3 597	3 672	3 795	3 878	3 941	3 998	4085

Cette forte évolution est en passe d'être non seulement confirmée mais même amplifiée par la campagne actuelle de recensement de la population communale. Elle devrait se poursuivre en raison à la fois de l'attractivité du territoire (proximité de Rennes) et de la poursuite de l'offre de logements, notamment avec des emménagements sur les derniers lots du lotissement de Thorial, de la tranche 3 de la ZAC du Chêne Romé et les logements collectifs et lots libres prévus sur la friche commerciale de l'ancien Super U (Chêne Sec), déjà dans leur phase de travaux et peut être ultérieurement avec le projet de lotissement de la Pilais (environ 160 logements en 4 tranches).

Ainsi, 52 permis ont été accordés en 2022, (respectivement 100, 64, 38 et 30 en 2021, 2020, 2019 et 2018).

#### B – L'EPCI : La communauté de communes du Val d'Ille-Aubigné :

Son coefficient d'intégration fiscale, qui représente son degré d'acquisition de compétences du bloc communal, est comparé ci-dessous aux autres EPCI par strate et situation géographique :

Communauté de communes du Val d'Ille-Aubigné	Moyenne de l'ensemble des EPCI français	Moyenne des Communautés de communes françaises	Moyenne des Communautés de communes de Bretagne	Moyenne des Communautés de communes d'Ille et Vilaine
40.10%	40.84%	39.95%	39.05%	41.02%

Suite aux dernières intégrations de compétences (petite enfance et SDIS), le montant de l'attribution de compensation de la commune est de 25 160 €. Par ailleurs, le montant de dotation de solidarité communautaire a augmenté en 2022 pour passer à 67 600 €.

Le pacte financier impacte notamment la répartition de la DSC. Ainsi la commune de Saint-Aubin-d'Aubigné devrait voir son montant progressivement augmenter de 56 k€ en 2021 à 104 k€ en 2027.

## Seconde partie : analyse rétrospective et prospective

### I Analyse rétrospective 2018-2022

#### A – Le budget principal

##### 1-Les recettes de fonctionnement

##### a-Les produits des services stables depuis 2019 [\(lien annexe p 33\)](#)

**Variation annuelle moyenne sur la période : +2.14%<sup>5</sup> ↗ (+0.33% de 2019 à 2022)**

**Variation relative 2021-2022 : +4.34%<sup>5</sup> ↗**

**Variation absolue 2021-2022 : +14.7k€<sup>5</sup> ↗**

De 2016 à 2019, ce sont les recettes périscolaires (accueil périscolaire, ALSH) qui ont assuré le dynamisme de ces produits qui sont passés sur la période de 282.3k€ à 350.2k€ soit une augmentation moyenne annuelle de 7.44% dont 15.6% pour l'ALSH.

Cette dynamique a été stoppée en 2020 avec la crise sanitaire - malgré l'ouverture de l'ALSH pour la première fois 3 semaines en juillet - le confinement et le changement d'habitudes des ménages (télétravail...) provoquant une chute des fréquentations. En 2022, les recettes périscolaires sont revenues à des niveaux proche de 2019 en raison à la fois d'une remontée des fréquentations, de l'ajout depuis 2021 d'une semaine de centre de loisirs supplémentaire en juillet ainsi qu'une revalorisation des tarifs en septembre 2022 :

- ALSH : +2.36% (dont repas)
  - Périscolaire : -1.21%
  - Repas : -1.78%<sup>5</sup>
- } Par rapport  
à 2019

A noter la mise en place des repas à 1€ pour les quotients familiaux inférieurs à 1 100 €. L'Etat participe à hauteur de 3€ pour ces repas<sup>6</sup>.

##### b-Les impôts et taxes en forte augmentation [\(lien annexe p 33\)](#)

**Variation annuelle moyenne sur la période : +8.54%<sup>7</sup> ↗**

**Variation relative 2021-2022 : +24.68% ↗**

**Variation absolue 2021-2022 : +382k€ ↗**

De 2018 à 2021, les contributions directes ont augmenté de 3.63% annuellement<sup>8</sup> traduisant le dynamisme des bases ainsi que la revalorisation de ces dernières en fonction de l'inflation.

En 2022, le taux du foncier bâti a été augmenté de 7 points. Les taux communaux sont par conséquent aux niveaux suivants :

- Taux taxe d'habitation : 16%

<sup>5</sup> Ces valeurs incluent la participation de l'Etat aux repas à 1€ depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022 bien que la recette soit une dotation inscrite au chapitre 74

<sup>6</sup> Convention de 3 ans signée entre la commune et l'Etat.

<sup>7</sup> Une fois intégrées les allocations compensatrices TH de 2021 au coefficient correcteur, corrigé de ce transfert, l'augmentation sur la période est de 7.38%

<sup>8</sup> Une fois les contributions 2021 retraitées des allocations compensatrices TH intégrées en 2021 au coefficient correcteur

- Taux foncier bâti : 44.4% (soit 17.5% + intégration du taux départemental de 19.9%+7% d'augmentation du taux en 2022)
- Taux foncier non-bâti : 42%

Autre poste de recettes soumis à variation, la dotation de compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits de mutation (DMTO) est une dotation qui varie principalement en fonction des dépenses d'équipement N-2. Son montant varie donc selon les années entre 72.5k€ en 2016 et 204k€ en 2022 (augmentation liée à l'augmentation forte des ventes immobilières entre 2019 et 2021 en Ille-et-Vilaine, renforçant ainsi les coefficients appliqués à cette dotation).

A noter la baisse sensible en 2018 et 2019 de l'attribution de compensation (liée au transfert des produits de la taxe professionnelle en 2010) en raison du transfert de compétences de la petite enfance et de la centralisation des cotisations au SDIS sur la communauté de communes du Val d'Ille-Aubigné.

La dotation de solidarité communautaire a évolué de +11.8k€ en 2022 en raison d'une modification du mode de calcul dans le cadre du pacte financier intercommunal.

### **c-Dotations, subventions et participations portées par le dynamisme de la démographie**

[\(lien annexe p 33\)](#)

**Variation annuelle moyenne sur la période : +2.96%<sup>9</sup> ↗**  
**Variation relative 2021-2022 : +5.36%<sup>9</sup> ↗**  
**Variation absolue 2021-2022 : +69.4k€<sup>9</sup> ↗**

La DGF totale augmente de 4.03% par an sur la période, principalement grâce au dynamisme de la démographie.

On note en 2018 l'ajout d'une recette avec la création du FCTVA de fonctionnement sur les dépenses d'entretien des bâtiments et de la voirie.

Les participations des communes extérieures sont également en baisse en raison de l'accueil d'un moins grand nombre d'élèves issus de ces communes, notamment de celle d'Aubigné (38 élèves en 2018 et 18 en 2022).

Nous observons également une baisse progressive du fond départemental de la taxe professionnelle, passant de 74.8k€ à 62.2k€ entre 2018 et 2022.

La dotation de la CAF aux services périscolaire fluctue sur la période avec une baisse entre 2019 et 2021 en raison d'une baisse des effectifs accueillis en raison notamment du contexte sanitaire. Cette dotation a bondi de 37.1k€ entre 2021 et 2022 avec l'adjonction du bonus CTG dans le cadre de la mise en place de la convention de territoire globale au niveau intercommunal.

### **d-Les autres produits de gestion courante en baisse**

[\(lien annexe p 33\)](#)

**Variation annuelle moyenne sur la période : -16.75% ↘**  
**Variation relative 2021-2022 : -6.69% ↘**  
**Variation absolue 2021-2022 : -7.4k€ ↘**

Les produits de ce chapitre sont essentiellement liés aux recettes des loyers. De 2018 à 2022, elles sont passées de 213.8k€ à 102k€, principalement en raison de la perte du loyer de l'EHPAD suite

<sup>9</sup> Ces valeurs excluent la participation de l'Etat aux repas à 1€ bien que la recette soit une dotation inscrite au chapitre 74 afin de comparer sur une base identique.

Pour cette raison, il est également corrigé du transfert des allocations compensatrices TH de 2021 au coefficient correcteur.

à sa vente début 2019 (96.6k€/an) mais aussi de ceux du logement de la Poste libéré depuis juin 2021 et de la trésorerie depuis fin 2021.

### **e-Produits exceptionnels et financiers**

[\(lien annexe p 33\)](#)

**Variation annuelle moyenne sur la période : +17.62%** ↗

**Variation relative 2021-2022 : -31.87%** ↘

**Variation absolue 2021-2022 : -5.9k€** ↘

Les produits financiers représentant des montants anecdotiques, les variations sont dues aux produits exceptionnels. Sur la période, les produits sont essentiellement liés à des remboursements d'assurance ou encore des dégrèvements de taxe foncière.

### **f-Des atténuations de charges en forte hausse**

[\(lien annexe p 33\)](#)

**Variation annuelle moyenne sur la période : +52.27%** ↗

**Variation relative 2021-2022 : -7.82%** ↘

**Variation absolue 2021-2022 : -8.4k€** ↘

Ces recettes sont principalement des remboursements sur rémunération de personnel. Elles sont passées de 18.5k€ en 2018 à 99.4k€ en 2022. Ces variations de montants sont la traduction des absences de personnel pour lesquelles la collectivité est assurée, à savoir les absences pour longue maladie, maladie de longue durée, accident de travail et maladie professionnelle.

## **2-Les dépenses de fonctionnement**

### **a-Une augmentation des charges générales importante**

[\(lien annexe p 36\)](#)

**Variation annuelle moyenne sur la période : +10.23%** ↗

**Variation relative 2021-2022 : +21.4%** ↗

**Variation absolue 2021-2022 : +164.2k€** ↗

L'évolution générale de 2018 à 2020 est de 3.94% mais les charges ont bondi de 16.91% par an entre 2020 et 2022 (+249.9k€ sur la période). La nouvelle salle des sports y contribue pour près de 62k€ (dont 27k€ de contrat pour le ménage de la salle). Le montant des fluides a crû de 40.8k€, celui des frais de nettoyage de 63.5k€. En raison de décalage de factures annuelles, les montants de maintenances et d'entretien de voirie ont respectivement augmenté de 25.6k€ et de 22.5k€. Les frais de formation ont augmenté de 9k€ en raison de la prise en charge d'une formation initiale.

### **b-Des charges de personnel impactées par la crise sanitaire et les arrêts**

[\(lien annexe p 37\)](#)

[\(lien graph. services p 40-42\)](#)

**Variation annuelle moyenne sur la période : +5.46%** ↗

**Variation relative 2021-2022 : -0.51%** ↘

**Variation absolue 2021-2022 : -9.4k€** ↘

L'évolution générale annuelle de 2018 à 2020 est quant à elle de +3.21%. La hausse la plus significative de 2020 à 2022 se retrouve sur les services Affaires-Scolaires/Enfance-Jeunesse et Services Techniques avec des évolutions annuelles respectives de +5.51% et +6.8% soit 115.6k€ d'augmentation en cumulé. Elle s'explique par l'ouverture d'une nouvelle semaine d'ALSH en juillet (soit 4 au total) et le recrutement d'un personnel de restauration. L'effet aurait dû être plus marqué sans des difficultés de recrutement rencontré pour le service Enfance-Jeunesse (offre insuffisante sur le marché de l'emploi).

La majoration de coût sur les services techniques est due pour moitié à l'absence de responsable sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2020.

Sur l'ensemble des autres services, l'augmentation est de 1.7% par an entre 2020 et 2022 soit 34.1k€.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, les effectifs permanents (emplois budgétaires) sont de 45.75 ETP<sup>10</sup>.

### **c-Les autres charges de gestion courante atténuées par les transferts de compétences**

[\(lien annexe p 37\)](#)

**Variation annuelle moyenne sur la période : -1.23%** ↓  
**Variation relative 2021-2022 : +3.58%** ↑  
**Variation absolue 2021-2022 : +12.7k€** ↑

La tendance sur ce poste de dépense est à la baisse en raison de la centralisation du paiement de la compétence SDIS<sup>11</sup> sur la CCVIA en 2018 (année de la dernière cotisation au SDIS pour 55.3k€).

Les indemnités des élus sont en hausse (+4.1% entre 2021 et 2022), avec la présence d'un adjoint supplémentaire à partir de 2020, de 2 conseillers délégués en 2022 et l'augmentation du point d'indice.

La subvention de fonctionnement versée à l'école Notre Dame de Bon Secours, dont les effectifs sont globalement en hausse sur la période, est en augmentation (+2.98%/an).

Les subventions aux associations sont en baisse de 5.7%/an en raison principalement de l'ouverture de périodes supplémentaires de l'ALSH communal. Le versement à l'association Familles Rurales qui gère l'ALSH d'Andouillé-Neuville est ainsi passé de 15.6k€ à 0.9k€.

### **d-Des charges financières en baisse**

[\(lien annexe p 37\)](#)

**Variation annuelle moyenne sur la période : -16.5%** ↓  
**Variation relative 2021-2022 : +12.3%** ↑  
**Variation absolue 2021-2022 : +4.2k€** ↑

La baisse importante observée de 2018 à 2021 s'explique principalement par l'absence de recours à de nouveaux emprunts entre 2014 et 2020 à l'exception d'un prêt relai d'un montant de 350k€ et d'une durée d'un an. Les intérêts étant calculés à partir de l'encours, ils baissent mécaniquement.

La commune a contracté des emprunts :

- En 2021 de 2.2M€ au taux de 0.6% impactant l'exercice 2022 de 12k€
- En 2022 de 1.05M€ au taux de 1.74% impactant l'exercice 2022 de 6k€ sur 4 mois

La commune a également payé des intérêts pour l'utilisation d'une ligne de trésorerie (0.5k€)

### **e-Charges exceptionnelles, atténuations de produits et provisions** [\(lien annexe p 37\)](#)

**Variation annuelle moyenne sur la période : +88.47%** ↑  
**Variation relative 2021-2022 : +412.1%** ↑  
**Variation absolue 2021-2022 : +2.3k€** ↑

Ces charges sont par définition difficilement prévisibles et aléatoires, il s'agit d'annulation de recettes sur des exercices antérieurs ou encore de dégrèvements de taxe foncières (notamment pour

<sup>10</sup> Equivalent Temps Plein

<sup>11</sup> Service Départemental d'Incendie et de Secours

les jeunes agriculteurs). Cette forte augmentation est due à la faiblesse des montants en 2018 (228€) et au paiement de pénalités de contentieux pour 2.2k€ en 2022.

### 3-Bilan de la section de fonctionnement

[\(lien annexe p 31\)](#)

**L'épargne brute**<sup>12</sup> ou capacité d'autofinancement représente la capacité de la commune à financer ses investissements. Elle augmente de 273.9k€ par rapport à l'exercice précédent.

Malgré une augmentation des charges générales de 154k€, l'épargne brute s'améliore en raison principalement de l'évolution des recettes fiscales (+296.9k€) et de la DGF (+85.1k€).

Entre 2018 et 2022, **l'épargne brute** est passée de 666k€ à 708k€ soit un taux de 20.71% à 18.79% (moyenne des communes de la strate : 18.94%<sup>13</sup>).

**L'épargne nette**<sup>14</sup> évolue quant à elle d'un montant de 357k€ en 2019 à 361k€ en 2022.

### 4-Les recettes d'investissement

[\(lien annexe p 29\)](#)

Les recettes réelles d'investissement se cumulent à 5.1M€ sur la période.

Les subventions versées pour les projets en constituent une part importante avec la salle des sports (1.3M€ + 411k€ en RAR 2021), le restaurant scolaire (348k€ + 112k€ en RAR 2022) ou encore les travaux liés aux économies d'énergies (128k€ pour le renouvellement des chaudières des Halles, de l'école ou de la trésorerie ainsi que les menuiseries de l'école).

Un autre montant conséquent est lié à la cession de l'EHPAD au Val d'Ille-Aubigné pour 1.1M€.

Nous retrouvons également sur la période 1.06M€ au titre du FCTVA, le montant étant proportionnel (16.40%) aux dépenses d'équipements N-2.

Enfin, l'investissement a également été financé par 3.25M€ d'emprunt dont 1.05M€ pour l'extension de l'école. A noter que le projet de l'école a été positionné en intégralité sur 2022, de ce fait, 1.3M€ de dépenses sont en reste à réaliser en 2023.

### 5-Les dépenses d'investissement

[\(lien annexe p 29\)](#)

Sur la période 2018-2022, la commune a effectué 9.04M€ de dépenses réelles d'investissement soit 1.81M€/an. Ces montants varient d'une année sur l'autre en fonction de la programmation des projets communaux. Ainsi, si 719k€ ont été consommés en dépenses réelles d'investissement en 2018, 3M€ l'ont été en 2021 avec l'aménagement d'un terrain de football synthétique, l'extension du restaurant scolaire et les derniers paiements de la construction de la salle des sports Erminig.

## B – Les budgets annexes :

### 1-Le budget assainissement

#### a-Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement se composent essentiellement de la PFAC<sup>15</sup> (2 000 € par branchement) et de la redevance à l'assainissement collectif. Les tarifs de cette dernière ont évolué en 2018 de 0.7% pour la part fixe, passant de 11.42€ à 11.50€. La part sur les consommations a

<sup>12</sup> Epargne brute = recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement

<sup>13</sup> Source « [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr) » pour la strate 3 500 à 5 000 habitants en 2021

<sup>14</sup> Epargne disponible ou nette = Epargne brute – remboursement annuel du capital de la dette

<sup>15</sup> Participation Forfaitaire à l'Assainissement Collectif, perçue pour les nouveaux branchements hors ZAC



augmenté de 1.4% depuis 2018 lorsque ces dernières sont inférieures à 30m3 et de 9.6% sur les celles supérieures à 30m3.

Les redevances sont passées de 2018 à 2022 de 91.6k€ à 119k€ soit une augmentation annuelle moyenne de 9.4%. La tendance devrait se poursuivre, notamment avec la dynamique de construction.

Pour ce qui est de la PFAC, le montant annuel moyen est de 86.8k€ sur la période mais ces recettes sont moins constantes, puisque dépendantes du nombre de branchement opérés. Ainsi, on constate une forte augmentation en 2019 avec le raccordement des logements collectifs situés rue Jean Moulin (182k€ sur l'année) puis en 2021 avec celui des logements collectifs rue Jean Huet (108k€ sur l'année) et enfin en 2022 (91k€).

## **b-Les dépenses de fonctionnement**

Les dépenses réelles de fonctionnement sont en moyenne sur la période 2018-2022 de 23.7k€. Avant 2020, les dépenses les plus importantes étaient celles de l'aide à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place de la DSP en 2018. En 2021, une nouvelle dépense liée à la crise sanitaire est apparue avec un traitement supplémentaire des boues (41k€ en 2021). La mise en place d'un bras de malaxage des boues dans la station d'épuration a permis de se passer de ces prestations et de redescendre à 11.2k€ de dépense de fonctionnement en 2022.

## **c-Les recettes d'investissement**

Depuis 2017, la commune a perçu 265.7k€ de subventions pour l'extension de sa station d'épuration. Les autres recettes sont de la TVA récupérée auprès du délégataire avant que ce budget ne soit assujéti à TVA et une avance de l'agence de l'eau de 35k€ en 2018.

## **d-Les dépenses d'investissement**

Depuis 2018, à l'exception du remboursement du capital de la dette, 262.8k€ de travaux sur les réseaux ont été effectués dont 149.9k€ en 2022 pour la rue de Saint-Médard (82.7k€ de RAR en 2023)

## **2-Le budget énergies renouvelables**

### **a-Des recettes de fonctionnement en augmentation**

Elles sont exclusivement assises sur la facturation de la production d'énergie, et sont passées de 2017 à 2021 de 47.8k€ à 63.1k€. Le tarif de vente a lui peu évolué (lié à des indices), passant de 33.86c€ à 34.23c€/kWh entre 2018 et 2022 pour l'ALSH et de 50.56c€ à 51.46c€/kWh pour la salle des sports Ridard. Depuis 2021, la commune perçoit également ces recettes pour la salle Erminig mais le montant forfaitaire est désormais de 10.93c€/kWh.

### **b-Des dépenses de fonctionnement modérées**

Les dépenses réelles de fonctionnement hors remboursement d'emprunt sont faibles, en moyenne 5.4k€/an entre 2018 et 2022. Il s'agit de maintenance annuelle et de réparations.

### **c-Des recettes réelles d'investissements nulles**

La commune n'a perçu aucune recette d'investissement sur la période, les subventions liées à la construction des bâtiments porteurs des panneaux étant perçues sur le budget principal.

### **d-Dépenses d'investissements : l'installation des panneaux photovoltaïques**

En dehors du remboursement du capital de la dette (27.5k€/an en moyenne), il s'agit en 2022 du lot n°12 des travaux du restaurant scolaire pour 13.4k€. De 2018 à 2022, 129.4k€ ont été mandatés pour travaux dont 91.2k€ sur la salle Erminig et 38.2k€ sur le restaurant scolaire.



## C – Les résultats financiers consolidés 2022

Les résultats 2022 de chacune des sections des 3 budgets se présentent comme suit :

### Le budget principal :

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
RESULTAT CUMULE SANS RAR	Section de fonctionnement	3 306 173.48	3 904 043.51	597 870.03
	Section d'investissement	1 992 405.78	2 636 628.85	644 223.07
TOTAL CUMULE SANS RAR		5 298 579.26	6 540 672.36	1 242 093.10

### Le budget assainissement :

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
RESULTAT CUMULE SANS RAR	Section d'exploitation	105 582.99	793 475.19	687 892.20
	Section d'investissement	226 869.80	171 621.05	- 55 248.75
TOTAL CUMULE SANS RAR		332 452.79	965 096.24	632 643.45

### Le budget énergies renouvelables :

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
RESULTAT CUMULE SANS RAR	Section d'exploitation	33 121.39	89 458.86	56 337.47
	Section d'investissement	66 799.59	65 641.76	- 1 157.83
TOTAL CUMULE SANS RAR		99 920.98	155 100.62	55 179.64

On constate ainsi en résultat consolidé des 3 budgets (extrait du CA 2022) un excédent de 1.93M€ hors restes à réaliser et 849k€ restes à réaliser inclus :

### 3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	4 520 025,98	2 286 075,17	1 517 817,04	716 133,77
RECETTES	4 520 025,98	2 873 891,66	437 382,85	1 208 751,47
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	4 624 492,74	3 444 877,86	0,00	1 179 614,88
RECETTES	4 624 492,74	4 786 977,56	0,00	-162 484,82
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	9 144 518,72	5 730 953,03	1 517 817,04	1 895 748,65
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	9 144 518,72	7 660 869,22	437 382,85	1 046 266,65

## D – L'état de la dette

### 1-L'encours de de la dette

[\(lien annexe p 31\)](#)

Il y a actuellement 13 emprunts en cours dont 9 sur le budget principal, 3 sur le budget assainissement et 1 sur le budget énergies renouvelables.

L'encours de la dette sur le budget principal présente les caractéristiques suivantes au 31 décembre 2022 :

- Un montant total de 3 661 086.26€
- ... soit 916€/habitant (717€/habitant sur la strate<sup>16</sup>)
- Un taux moyen apparent de 1.05% (2.79% sur la strate)
- Un taux d'endettement de 97.2% (68.94% sur la strate<sup>16</sup>)

<sup>16</sup> Source « [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr) » pour la strate 3 500 à 5 000 habitants en 2021

## Rapport d'Orientation Budgétaire 2023

Envoyé en préfecture le 28/02/2023  
 Reçu en préfecture le 28/02/2023  
 Affiché le  
 ID : 035-213502511-20230227-2023\_010-DE

L'encours de la dette consolidé de l'ensemble des budgets au 31 décembre 2022 est lui de 4 032 290.53€. Les budgets annexes étant tous deux des SPIC<sup>16</sup> il apparait moins pertinent d'établir des ratios par habitant car par principe un SPIC reporte directement les charges sur le consommateur via la facturation du service (assainissement et via Enedis pour le budget énergie renouvelables). Le taux moyen apparent est de 0.43%, les budgets annexes ayant contracté des emprunts à taux faibles.

### 2-L'annuité de la dette

L'annuité de la dette<sup>17</sup> sur le budget principal est de 387 889.78 € en 2022, à rapprocher de l'épargne de gestion de la commune qui s'élève à 735 469.67€, la différence venant financer l'investissement.

L'annuité de la dette consolidée des 3 budgets est en 2022 de 461 588.41€.

### 3-Structure et échéances de la dette

La structure de la dette des budgets communaux est la suivante :

Budget	Désignation	Date d'obtention	Montant emprunté	Encours au 31/12/2022	Type de taux	Taux de la dernière échéance 2022	Durée résiduelle
ASSAINISSEMENT	N°3 : EXTENSION RESEAUX	2008	200 000.00 €	16 237.62 €	Fixe	2.34%	0.25
ASSAINISSEMENT	N°4 : REHABILITATION RESEAUX	2009	100 000.00 €	10 035.10 €	Variable	3.49%	1.25
ASSAINISSEMENT	N°5 : STATION D'EPURATION AVANCE	2015	350 000.00 €	238 311.11 €	0	0.00%	11.58
BUDGET COMMUNAL	N°07 : MAPA	1993	891 939.64 €	127 585.52 €	Fixe	5.00%	1.08
BUDGET COMMUNAL	N°20 : MAIRIE	2004	500 000.00 €	81 442.43 €	Fixe	4.93%	2.08
BUDGET COMMUNAL	N°05 : CENTRE DE SECOURS	2005	696 707.63 €	56 897.49 €	Variable	0.95%	1.25
BUDGET COMMUNAL	N°26 : SALLES DE SPORTS & POLYVALENTE	2008	400 000.00 €	148 231.68 €	Fixe	3.03%	5.17
BUDGET COMMUNAL	N°28 : CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	2011	250 000.00 €	54 166.98 €	Variable	2.95%	3.25
BUDGET COMMUNAL	N°31 : REFINANCEMENT (2008 et 2009 restaurant scolaire)	2008 et 2009	500 000.00 €	74 144.52 €	Fixe	1.47%	1.08
BUDGET COMMUNAL	N°32 : REFINANCEMENT (2005 jardin public)	2005	129 119.00 €	41 222.61 €	Fixe	1.83%	2.75
BUDGET COMMUNAL	N°34 :Ext restaurant et terrain synthétique	2021	2 200 000.00 €	2 043 994.46 €	Fixe	0.60%	18.33
BUDGET COMMUNAL	N°35 :Emprunt extension école élémentaire 2022	2022	1 050 000.00 €	1 033 400.57 €	Fixe	1.74%	13.67
ENERGIES RENOUVELABLES	N°29 : PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES (SPIC)	2011	400 000.00 €	106 620.44 €	Variable	2.99%	3.5
Total budget principal				3 661 086.26 €			
Total budget assainissement				264 583.83 €			
Total budget SPIC				106 620.44 €			
Total consolidé				4 032 290.53 €			

<sup>17</sup> ICNE intégrées

## Rapport d'Orientation Budgétaire 2023

Envoyé en préfecture le 28/02/2023  
Reçu en préfecture le 28/02/2023  
Affiché le  
ID : 035-213502511-20230227-2023\_010-DE

Concernant les emprunts du budget principal, à l'exception de ceux contractés en 2021 et 2022, l'ensemble des contrats ont été conclus entre 1993 et 2011 et s'éteindront tous d'ici 2029 selon l'échéancier suivant :

Marge dégagée par extinction d'emprunt budget communal		
	Par exercice	Cumulée
2024	36 824.13 €	36 824.13 €
2025	146 671.73 €	183 495.86 €
2026	52 326.98 €	235 822.84 €
2027	4 169.94 €	239 992.78 €
2028		239 992.78 €
2029	27 390.36 €	267 383.14 €

Sur le budget assainissement, le dernier emprunt contracté en 2015 est une avance accordée par l'Agence de l'Eau (taux de 0%).

Les emprunts à taux variables contractés ont les caractéristiques suivantes :

- Marges respectives de 0.564% et 0.77% sur l'Euribor 3 mois pour les emprunts du budget principal.
- Marge de 1.31% sur l'Euribor 3 mois pour l'emprunt du budget assainissement.
- Marge de 0.81% sur l'Euribor 3 mois pour l'emprunt du budget énergies renouvelables.

A noter qu'entre janvier 2022 et février 2023, l'euribor 3 mois est passé de -0.57% à 2.621% soit une augmentation de 3.191 points en 13 mois.

### 4-La capacité dynamique de désendettement

[\(lien annexe p 29\)](#)

Ce ratio traduit la durée qu'il faudrait à la commune pour rembourser l'encours de sa dette si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute.

La capacité de désendettement de la commune est de 5.17 ans fin 2022 (moyenne des communes de la strate au niveau national en 2021 : 3.6 ans<sup>18</sup>). L'augmentation de ce ratio est restée contenue entre 2020 (2.1 ans) et 2022 malgré la contraction de 3.25M€ de nouveaux emprunts et ce grâce à l'augmentation sensible de l'épargne brute entre 2021 et 2022.

### 5-Bilan

La structure de la dette de la commune au 31 décembre 2022 est saine avec des taux bas et un encours par habitant supérieur à la moyenne mais d'un niveau soutenable pour la commune.

L'extinction d'ici la fin du mandat de 235.8k€ d'annuités de remboursement de la dette permettra de recourir de nouveau à l'emprunt tout en gardant à des niveaux satisfaisants les indicateurs que sont la capacité dynamique de désendettement, l'épargne brute ou encore l'épargne disponible<sup>19</sup>.

<sup>18</sup> Source « [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr) » pour la strate 3 500 à 5 000 habitants en 2021

<sup>19</sup> Epargne disponible ou nette = Epargne brute – remboursement annuel du capital de la dette

## E – Les lignes de trésorerie

**Au 31 décembre 2022**, la commune possède une ligne de trésorerie d'un montant de 500k€<sup>20</sup>. Cette ligne, conclue pour un an, a pris fin le 18 février 2023. Elle n'a pas été reconduite car le niveau de trésorerie de la collectivité ne le nécessite pas.

### Caractéristiques principales des lignes de trésoreries souscrites :

Organisme	Montant souscrit	Taux		Frais de non utilisation	Commission d'engagement	Date de début	Durée
		Type	Valeur				
Caisse d'Epargne	500 000 €	Fixe	0.22%	0.10%	0,10% du montant	19/02/2022	1 an
					soit 500 €		

## II Orientations budgétaires 2023 et prospective 2024-2026

### A – Le budget principal :

#### 1-Recettes de fonctionnement

[\(lien annexe p 47\)](#)

#### **a-Produits des services du domaine :**

En 2023, il est anticipé une augmentation de 24k€ de ces recettes par rapport à 2022.

La mise à jour des tarifs périscolaires en septembre 2022 participe à cette augmentation attendue. Sur les 4 derniers mois de 2022, les hausses par rapport à 2021 sont de :

- Restauration (+3k€ malgré l'instauration du repas à 1€<sup>21</sup>),
- ALSH (+4.8k€)
- Périscolaires (+3.4k€)

L'hypothèse est une évolution de 2.5% annuelle à partir de 2024 liée à une augmentation du quotient familial médian (observée sur les précédentes années). Les éventuelles revalorisations des tarifs sur la période ne sont pas intégrées.

#### **b-Contributions directes (impôts locaux) :**

Les bases d'imposition vont augmenter mécaniquement de 7.1% suite au vote de la loi de finances pour 2023.

La commune a institué la limitation à 40% de l'exonération des 2 premières années de taxe foncière pour les nouvelles constructions. Cette mesure devrait augmenter les recettes de 25k€ en 2 ans, soit 12.5k€ en 2023 puis 2024.

L'hypothèse concernant l'évolution annuelle 2024-2026 est une augmentation annuelle de 3.2% incluant la revalorisation des bases ainsi que leur dynamique (nouvelles constructions). Cela correspond à une inflation de 1.2% et un ajout de 30 nouveaux logements par an sur la période.

<sup>20</sup> Taux de 0.22%

<sup>21</sup> Il faut donc ajouter 12.6k€ de participation de l'Etat sur la période.

**c-Autres impôts et taxes :**

Il s'agit de ressources qui pour la grande majorité devraient peu évoluer telles que le FPIC, le FNGIR ou encore l'attribution de compensation.

L'une des évolutions attendues sur ce poste est liée pour partie à la variation de la compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits de mutation et de la DSC<sup>22</sup>.

En raison de son assise partielle sur les dépenses d'équipements N-2, la première varie chaque année. Les dépenses d'équipements étant conséquentes d'ici 2026, le montant de DMTO varierait ainsi de 146k€ à 205k€ (127k€ en 2021 et 205k€ en 2022).

L'autre augmentation prévue est celle de la dotation de solidarité communautaire qui passerait progressivement de 56k€ à 99k€ en 2026 pour atteindre son maximum en 2027 à 104k€.

**d-DGF :**

L'hypothèse retenue pour la dotation globale de fonctionnement est une croissance de 4% en 2023. Il s'agit de l'évolution observée en 2022, la loi de finances 2023 ayant reconduit les montants 2022 pour les parts forfaitaire et DNP et acté une augmentation de la part DSR de 10%. Un taux d'évolution de 2% est anticipé pour la période 2024-2026. En effet, le recensement confirme l'augmentation régulière de la population. La population INSEE devrait donc augmenter d'environ 80 habitants par an jusqu'au prochain recensement en 2027 soit un rythme approchant sûrement les 2%/an.

**e-Autres dotations :**

Ce poste de recette augmentera en 2023 de 13k€ :

- La participation de l'Etat dans le cadre de la convention aux repas à 1€ devrait passer de 12.6k€ à 30.1k€ (année pleine en 2023).
- Le FCTVA de fonctionnement sera en baisse de 2k€ tout comme la participation de l'Etat à l'extension des horaires de bibliothèque (fin du dispositif).

Par la suite, la nature de ces dotations incite à penser que les montants resteront stables, aussi une évolution annuelle de 1% est attendue après 2022 (évolution des effectifs pour la CAF, pour les participations des communes extérieures).

**f-Atténuations de charges :**

Ces recettes étant directement liées aux dépenses de personnels (remboursement suite aux arrêts, accidents de travail...), il a été décidé que le montant retenu pour cette prospective correspondrait à 1.5% des dépenses prévues au chapitre 012.

**g-Autres produits de gestion :**

Ce poste est principalement constitué des loyers. Un nouveau revenu existe depuis septembre 2022 avec le loyer du logement de la trésorerie (7.2k€ annuel). Il est inscrit jusqu'à fin 2023, cet appartement n'ayant pas vocation à être loué sur de longues périodes.

En 2024, étant donnée l'inflation, il est appliqué une revalorisation de 5%. A partir de 2025, l'augmentation annuelle anticipée est de 1% (indices de révision des loyers).

---

<sup>22</sup> Dotation de solidarité communautaire

## 2-Dépenses de fonctionnement

[\(lien annexe p 47\)](#)

### **a-Charges à caractère général :**

Pour 2023, un certain nombre d'évolutions sont attendues, à savoir :

- Augmentation de 150% des tarifs d'électricité (+171k€)
- ... atténuée par l'amortisseur mis en place par l'Etat (-74k€)
- Augmentation de 140% des tarifs du gaz (+20k€)
- Fin du contrat d'entretien de l'école maternelle et de l'ALSH (-25k€)
- Inflation sur le reste des dépenses à 6%

Il est anticipé sur la période 2024-2026 une stabilisation du coût des énergies sur les valeurs fortes de 2023 (hypothèse de baisse du coût de KWh mais d'un arrêt des aides de l'état).

De 2023 à 2026 une augmentation annuelle de 2.69% est envisagée (observée de 2016 à 2019 : pré-crise sanitaire).

### **b-Charges de personnel :**

Pour 2023, il est attendu une augmentation des dépenses de personnel :

- Effet plein de l'augmentation du point d'indice appliqué depuis juillet 2022 (+28k€ : 55k€ en année pleine)
- Hypothèse d'une augmentation du point d'indice de 2 points en juillet 2023 (+15k€)
- Encadrement Enfance-Jeunesse à niveau (+53k€) - sous condition d'offre de candidatures suffisantes et cohérentes.
- Nouvel agent bâtiment en année pleine et RST toute l'année (+20k€)
- 12 mois de salaire pour cuisinier au lieu de 9 (+9k€)
- Refacturation agent intercommunal PVD (7.5k€ pour 2022 et 2023)

Pour les années suivantes, l'hypothèse retenue est une augmentation de 2.5% (base 2019/2016 : 2.5%) afin de prévoir notamment l'évolution des carrières (échelons, grades...).

Il est également prévu +0.25 ETP en 2023 pour l'entretien des locaux (école), +0.25 ETP en 2024 pour l'entretien bibliothèque, +0.50 ETP en 2025 pour un(e) bibliothécaire.

### **c-Autres charges de gestion courante :**

Au vu des effectifs de l'école privée au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et de l'évolution anticipé du coût d'élève, il est attendu une augmentation de 10k€ du contrat d'association. Les indemnités des élus devraient augmenter de 2k€ (effet du point d'indice 2022 et 2023).

Les subventions devraient rester relativement stables (+5k€ sous condition de réalisation des évènements prévus en 2023).

Pour les années suivantes, l'évolution retenue est de 1% par an.

### **d-Intérêts des emprunts:**

La prospective sur les emprunts déjà contractés est simple puisque la majorité est à taux fixe. Il suffit alors d'appliquer les échéances prévues. Concernant les nouveaux emprunts liés aux projets 2023-2026, le point n°4 de « focus dette » apportera des précisions.

### 3-Investissement

#### **a-2023 : Projets engagés avant le budget**

[\(lien annexe p 45\)](#)

Le principal projet engagé au 1<sup>er</sup> janvier est l'extension de l'école élémentaire dont la livraison est prévue pour la rentrée scolaire 2023.

Si la construction de l'extension du restaurant est terminée (réception en janvier 2022) et presque toutes les factures réglées, il demeure 111.8k€ de recettes de subventions à encaisser au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Ainsi, les montants suivants sont aussi engagés fin 2022 :

- 1.312M€ de travaux d'extension de l'école,
- 65.7k€ éclairage public
- 21.5k€ bâtiments communaux
- 12.2k€ fin des paiements de l'extension du restaurant scolaire
- 10.1k€ d'études pour les travaux à venir du centre-bourg,
- 5.3k€ de mobiliers divers.
- 4.5k€ d'espaces de jeux et sportifs
- 3.8k€ pour l'aménagement des voirie et espaces verts,

→ Au total, les montants engagés pour les projets entamés avant le budget s'élèvent à 1.435M€ alors que 437.4k€ de recettes de subventions pour ces projets sont attendues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

#### **b-2023-2026 : de nombreux projets structurants**

[\(lien annexe p 46\)](#)

Un plan pluriannuel des investissements a été mis en place, avec une actualisation des prix de 3% par an à partir de 2024 (7% en 2023).

Opération centre-bourg → La tranche 1 du centre-bourg est prévue au cours du mandat pour un montant de 2.3M€ avec 120k€ de subventions cumulées (DETR et DSIL).

Equipements sportifs → 507k€ prévus pour la création d'un skate-park/street-park, de 2 terrains de tennis extérieurs, de la rénovation des vestiaires de football Bd du Stade (hypothèse de 50% de subvention).

Rénovation de l'éclairage public → 300.7k€ sur 4 ans dont 96k€ en 2023.

Extension de la bibliothèque → 316.5k€ subventionnée à hauteur de 110.8k€ par la DRAC (2024).

Sécurisation des abords des collèges → 217.3k€ subventionnée à hauteur de 68.7k€.

Programme Ad'AP (accessibilité) → 50.8k€ en 2023 puis 65.2k€ sur 2024-2025.

Extension du cimetière → 72.1k€ en 2023

Etude naturaliste (sentier étang) → 20k€ en 2023

Vente du logement communal : le logement situé au-dessus de la poste, libre courant 2021, sera mis en vente, une recette de 180k€ est escomptée en 2024.

### 4-Focus dette

#### **a-Méthode et hypothèses retenues**

Au regard des résultats de fonctionnement anticipés, des projets fléchés et du fonds de roulement de départ, des emprunts ont été placés afin d'équilibrer les exercices budgétaires.

Le taux fixe obtenu pour l'emprunt contracté en avril 2021 était de 0.6% (l'OAT TEC 10 de référence était alors à -0.08%). Conséquence du contexte international incertain, l'indice de référence est depuis passé à +2.83% au 14/02/2023.

Il a été par conséquent retenu dans la prospective financière 2022-2026 les emprunts avec les taux estimés suivants :

- 2025 : 1.3M€ sur 20 ans au taux de 3.5%
  - 2026 : 590k€ sur 20 ans au taux de 3.5%
- Soit un total de 1.820M€ sur la période 2023-2026

## **b-Evolution de l'encours de la dette**

[\(lien annexe p 53-54\)](#)

Le pic serait atteint fin 2026 avec un encours de 4.21M€ soit un taux d'endettement de 95.9% (seuil d'alerte à 180%), le taux moyen des communes de la strate en 2021 s'établissant à 68.94%<sup>23</sup>.

## **c-Evolution des annuités**

[\(lien annexe p 53-54\)](#)

L'extinction des emprunts contractés avant 2021 sera très forte en 2025 et totale d'ici fin 2028. Les marges ainsi dégagées permettront de neutraliser les nouvelles annuités. Nous l'observons ainsi sur les graphiques d'évolution des annuités.

Les annuités en 2022 sont de 385.7k€, le pic d'annuités sera atteint en 2023 avec 452.9k€ pour redescendre à 366k€ en 2026. Ce niveau d'annuité en 2026 permettra à la commune de conserver de bons ratios financiers (cf. point d'analyse financière).

## **5-Analyse financière**

[\(lien annexe \(p 51\)](#)

L'évolution des annuités et de l'encours de la dette influencent l'évolution des ratios au cours de la période 2022-2026.

La capacité de désendettement passera de 5.17 années en 2022 à 7.99 années en 2026 (moyenne des communes de la strate au niveau national : 3.64<sup>23</sup>). On considère que la zone d'alerte pour les collectivités est atteinte à partir de 12 années et le seuil d'insolvabilité à 15 ans.

Le ratio de rigidité structurelle<sup>24</sup> représente la part des charges « incompressibles » rapportée aux recettes réelles de fonctionnement et donc les marges de manœuvre de la collectivité pour améliorer son épargne. La commune de Saint-Aubin-d'Aubigné exerçant pleinement ses compétences, ce ratio reste à des niveaux élevés. Les collectivités ayant fait le choix d'externaliser certains de leurs services (ALSH, restauration...) possèdent de fait des charges de personnel moindres et donc un ratio de rigidité inférieur. Ce taux, de 55.76% en 2022, oscillera sur la période entre 59.57% en 2023 pour atteindre 57.80% en 2026.

Le taux d'épargne brute attendu passera de 18.81% (13.1% en 2021) à 12.10 % en 2026 (moy. des communes de la strate en 2021 : 18.9%<sup>23</sup>), au-dessus du seuil d'alerte considéré à 10%.

<sup>23</sup> Source « [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr) » pour la strate 3 500 à 5 000 habitants en 2021

<sup>24</sup> Ratio de rigidité structurelle = (Charges de personnel nettes + annuité de la dette) / (RRF, atténuations déduites)



La marge d'autofinancement courant<sup>25</sup> représente la marge d'épargne disponible que possède la commune. Un taux de 100% indique que la commune n'a plus de marge. Ce taux, de 95.7% en 2021, s'améliore à 90.42% en 2022 pour atteindre à 94.16% en 2026.

L'étude de l'ensemble de ces ratios fait ressortir 3 points principaux :

- **L'impact du coût des énergies sur l'exercice 2023** : la flambée des coûts de fluides va impacter l'exercice 2023 de 120k€ après avoir déjà grevé celui de 2022 de 24k€ soit un total de 144k€ en 2 exercices, réduisant d'autant la capacité d'autofinancement de la commune.
- **L'effet négatif de l'augmentation des taux d'emprunt** sur la capacité d'autofinancement avec un relèvement des taux de près de 3 points depuis le printemps 2021. Le taux prévu à 3.5% réduit la capacité d'autofinancement de 46k€/an comparé à un taux de 2%.
- **L'influence de l'extinction des emprunts anciens** atténuera ces impacts sur les ratios à partir de l'exercice 2025 : -235k€ d'annuités/an d'ici 2026 qui amélioreront d'autant l'épargne nette de la collectivité.

## B – Le budget SPIC énergies renouvelables :

Le budget énergies renouvelables présente au 31 décembre 2022 un excédent de 55.2k€ (RAR<sup>26</sup> pris en compte).

L'épargne brute observée en 2022 est de 57.7k€ et l'épargne nette de 28.8k€, permettant ainsi d'alimenter la trésorerie et de financer les remplacements de panneaux photovoltaïques sur les structures existantes (27.7k€ d'amortissement/an)

Le seul emprunt du budget, dont l'encours au 31 décembre 2022 est de 106.6k€, se soldera au cours de l'année 2026. L'annuité 2023 attendue de cet emprunt à taux variable est de 32.5k€.

La nouvelle salle des sports « Erminig » est équipée de panneaux solaires tout comme la salle « Ridard » et produit depuis fin 2020 de l'énergie électrique revendue à EDF. L'extension du restaurant scolaire accueille également des panneaux depuis l'année. Si les coûts d'installation de panneaux ont chuté depuis leur installation sur la Salle Ridard (360k€ contre 74k€ pour la salle « Erminig » pour des surfaces équivalentes et 36.9k€ pour le restaurant scolaire), les tarifs de revente ont également baissé, passant de 0.50 à 0.11€/KWh. Les recettes de la salle Ridard sont d'environ 50k€/an, celles de la salle Erminig se situent en année pleine à 9.3k€. Cette baisse des tarifs de revente a conduit la collectivité à faire le choix de contrat en autoconsommation non seulement pour le restaurant scolaire, mais également pour l'extension de l'école élémentaire.

Le marché de travaux de cette dernière est par conséquent financé sur le budget principal et non celui du budget SPIC.

En conclusion, le budget énergies renouvelables est bien équilibré et les recettes de production sont suffisantes à l'entretien et au renouvellement des panneaux photovoltaïques existants et à venir.

L'épargne dégagée par la section de fonctionnement pourrait à l'avenir, en fonction de l'évolution des coûts de renouvellements des panneaux existants, venir financer le budget principal.

<sup>25</sup> Marge d'autofinancement courant = (Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement du capital des emprunts) / Recettes réelles de fonctionnement

<sup>26</sup> Restes à réaliser

## C – Le budget assainissement :

Le budget assainissement présente au 31 décembre 2022 un excédent de 549.9k€ (RAR des réseaux de la rue de Saint-Médard pris en compte).

L'épargne brute est de 199k€ en 2022 et l'épargne disponible de 155.5k€. Il est à noter que d'ici 2025, 24.4k€ d'annuités de remboursement de la dette s'éteindront, améliorant d'autant l'épargne disponible et les capacités de la commune à financer les investissements.

Les compétences eaux pluviales et assainissement devraient être transférées, sauf modification de la loi NOTRe, aux communautés de communes à l'horizon 2026. La commune a donc décidé de prévoir sur le mandat la réfection de l'ensemble de ses réseaux d'assainissement collectif. Ainsi, resteront inscrits en 2022 les projets suivants :

- Provisions pour travaux Centre-Bourg :
  - Rue de St-Médard : 142.7k€ dont 82.7k€ de RAR
  - Autres provisions centre-bourg : 300k€
- Provision extension des réseaux : 194.6€

## Analyse financière - Budget principal

### Rétrospective 2018 à 2022

#### Recettes réelles de fonctionnement

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
Produits des serv. du domaine	324 951.31	350 193.90	238 263.16	339 000.64	341 105.61	0.62%	42.28%	19.65%
Contributions directes	1 078 227.00	1 130 387.00	1 168 527.00	1 255 929.00	1 552 828.00	23.64%	7.48%	15.28%
Autres impôts et taxes	312 449.03	250 514.01	310 955.28	291 895.66	376 978.78	29.15%	-6.13%	10.11%
DGF	907 660.00	933 875.00	974 786.00	1 013 813.00	1 063 192.00	4.87%	4.00%	4.44%
Autres dot., subv. et part.	368 142.34	355 368.73	327 964.93	282 263.50	314 970.46	11.59%	-13.93%	-2.00%
Atténuations de charges	18 487.58	67 955.32	82 601.30	107 831.00	99 397.50	-7.82%	30.54%	9.70%
Autres produits de gestion	214 515.25	141 916.97	108 972.00	110 439.89	103 049.40	-6.69%	1.35%	-2.76%
<b>Recettes de gestion des services</b>	<b>3 224 432.51</b>	<b>3 230 210.93</b>	<b>3 212 069.67</b>	<b>3 401 172.69</b>	<b>3 851 521.75</b>	<b>13.24%</b>	<b>5.89%</b>	<b>9.50%</b>
Produits financiers	10.44	10.44	7.54	6.96	-	-	-7.69%	-100.00%
Produits exceptionnels	6 558.17	3 369.37	4 289.67	18 446.77	12 572.38	-31.85%	330.03%	71.20%
Reprises sur amortissements et provisions					1 331.75			
<b>Recettes totales de fonctionnement (hors op. ordres et cessions)</b>	<b>3 231 001.12</b>	<b>3 233 590.74</b>	<b>3 216 366.88</b>	<b>3 419 626.42</b>	<b>3 865 425.88</b>	<b>13.04%</b>	<b>6.32%</b>	<b>9.63%</b>
<b>Recettes totales de fonctionnement (hors op. ordres, cessions et atténuations)</b>	<b>3 213 450.54</b>	<b>3 169 519.41</b>	<b>3 135 848.38</b>	<b>3 313 059.42</b>	<b>3 767 699.38</b>			
<b>Recettes totales de fonctionnement</b>	<b>3 269 225.64</b>	<b>5 942 546.85</b>	<b>3 240 094.49</b>	<b>3 432 750.06</b>	<b>3 904 043.51</b>			

#### Dépenses réelles de fonctionnement

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
Charges à caractère général	630 661.55	675 306.90	681 354.25	767 056.42	931 207.33	21.40%	12.58%	16.91%
Charges de personnel	1 468 583.41	1 558 759.12	1 666 647.94	1 825 641.87	1 816 274.50	-0.51%	9.54%	4.39%
<i>Charges de personnel, remb. Déduits</i>	<i>1 450 095.83</i>	<i>1 490 803.80</i>	<i>1 584 046.64</i>	<i>1 713 649.87</i>	<i>1 715 086.00</i>	0.08%	8.18%	4.05%
Atténuation de produits	937.00	3 883.99	2 082.80	1 264.00	1 671.00	32.20%	-39.31%	-10.43%
Autres charges de gestion courante	385 506.13	349 374.10	339 208.76	354 215.88	366 899.25	3.58%	4.42%	4.00%
Provisions				2 494.47	-	-	-	-
<b>Dépenses de gestion des services</b>	<b>2 485 688.09</b>	<b>2 587 324.11</b>	<b>2 689 293.75</b>	<b>2 950 672.64</b>	<b>3 116 052.08</b>	<b>5.60%</b>	<b>9.72%</b>	<b>7.64%</b>
Charges financières hors intérêts	693.34	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts des emprunts	78 770.22	37 226.80	29 875.92	34 323.63	38 560.13	12.34%	14.89%	13.61%
Charges exceptionnelles	228.47	11 535.13	5 489.93	562.96	2 882.83	412.08%	-89.75%	-27.54%
<b>Dépenses totales de fonctionnement (hors op. d'ordre)</b>	<b>2 565 380.12</b>	<b>2 636 086.04</b>	<b>2 724 659.60</b>	<b>2 985 559.23</b>	<b>3 157 495.04</b>	<b>5.76%</b>	<b>9.58%</b>	<b>7.65%</b>
<b>Dépenses totales de fonctionnement (hors op. d'ordre et atténuations)</b>	<b>2 545 955.54</b>	<b>2 564 246.73</b>	<b>2 639 975.50</b>	<b>2 876 464.23</b>	<b>3 056 426.54</b>			
<b>Dépenses totales de fonctionnement</b>	<b>2 700 193.74</b>	<b>5 454 183.34</b>	<b>2 856 711.41</b>	<b>2 856 712.41</b>	<b>3 306 173.48</b>			

#### Données de références

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
Population Insee	3 672	3 795	3 878	3 941	3 998	1.45%	1.62%	1.54%
Résidences secondaires (source fiche DGF)	21	24	25	25	25	0.00%	0.00%	0.00%
<b>Population DGF</b>	<b>3 713</b>	<b>3 819</b>	<b>3 903</b>	<b>3 966</b>	<b>4 023</b>	<b>1.44%</b>	<b>1.61%</b>	<b>1.53%</b>
Logements TH (source fiche DGF)	1 587	1 591	1 620	1 677	1 727	2.98%	3.52%	3.25%
Logements TH imposés (source fiche 1386bis TH)	1 567	1 598	1 654	1 695	1 759	3.78%	2.48%	3.13%
Logements vacants imposés (source fiche 1386bis TH et fiche trésorerie)	17	15	15	14	14	0.00%	-6.67%	-3.39%
Logements THE, THS imposés (source fiche 1386bis TH et fiche trésorerie)	36	34	35	42	47	11.90%	20.00%	15.88%
<b>Total logements imposés TH (source fiche trésorerie)</b>	<b>1 620</b>	<b>1 647</b>	<b>1 704</b>	<b>1 751</b>	<b>1 820</b>	<b>3.94%</b>	<b>2.76%</b>	<b>3.35%</b>
<b>Valeur locative moyenne communale (source fiche 1386 bis TH et fiche trésorerie)</b>	<b>2 840</b>	<b>2 934</b>	<b>2 990</b>	<b>2 990</b>	<b>2 990</b>	<b>0.00%</b>	<b>0.00%</b>	<b>0.00%</b>
Inflation en %	1.80	1.10	0.50	1.60	5.20	225.00%	220.00%	222.49%

**Dotation Globale de Fonctionnement**

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
Dotation forfaitaire	391 689	400 841	408 113	413 578	418 531	1.20%	1.34%	1.27%
Dotation de solidarité rurale	373 133	393 814	427 691	462 577	500 989	8.30%	8.16%	8.23%
Dotation nationale de péréquation	142 838	139 220	138 982	137 658	143 672	4.37%	-0.95%	1.67%
<b>DGF</b>	<b>907 660</b>	<b>933 875</b>	<b>974 786</b>	<b>1 013 813</b>	<b>1 063 192</b>	<b>4.87%</b>	<b>4.00%</b>	<b>4.44%</b>
<b>DGF par habitant</b>	<b>247</b>	<b>246</b>	<b>251</b>	<b>257</b>	<b>266</b>	<b>3.38%</b>	<b>2.34%</b>	<b>2.86%</b>
Strate 2 à 3500 hab. jusqu'en 2016 puis 3,5 à 5000 (source trésorerie = moyenne dép.)	166	172	176	178	Non disponible		1.14%	
Strate 3500 à 5000 hab. (source collectivités locales.gouv = moyenne nationale)	145	147	147	149	Non disponible		1.36%	

**Fiscalité directe locale**

Taux d'imposition en %	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
Taxe d'habitation	16.00	16.00	16.00	16.00	16.00	0.00%	0.00%	0.00%
Foncier bâti	17.50	17.50	17.50	37.40	44.40	18.72%	113.71%	59.28%
Foncier non bâti	42.00	42.00	42.00	42.00	42.00	0.00%	0.00%	0.00%
<b>Taux moyen pondéré</b>	<b>17.11</b>	<b>17.10</b>	<b>17.08</b>	<b>36.81</b>	<b>43.24</b>	<b>17%</b>	<b>115.49%</b>	<b>59.10%</b>

Bases nettes	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
Taxe d'habitation	3 565 734	3 748 057	3 886 987	88 291	101 782	15.28%	-97.73%	-83.82%
Taxe d'habitation sur les logements vacants	28 454	25 901	22 696	24 068	21 976	-8.69%	6.05%	-1.60%
Foncier bâti	2 585 303	2 716 793	2 795 200	2 856 576	3 046 814	6.66%	2.20%	4.40%
Foncier non bâti	120 029	122 264	122 793	125 405	129 843	3.54%	2.13%	2.83%
<b>Total</b>	<b>6 299 520</b>	<b>6 613 015</b>	<b>6 827 676</b>	<b>3 094 340</b>	<b>3 300 415</b>	<b>6.66%</b>	<b>-54.68%</b>	<b>-30.47%</b>

Produits	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
Taxe d'habitation	570 517.44	599 689.12	621 917.92	14 126.56	16 285.12	15.28%	-97.73%	-83.82%
Taxe d'habitation sur les logements vacants	4 552.64	4 144.16	3 631.36	3 850.88	3 516.16	-8.69%	6.05%	-1.60%
Foncier bâti	452 428.03	475 438.78	489 160.00	1 184 536.98	1 477 963.18	24.77%	142.16%	73.82%
Foncier non bâti	50 412.18	51 350.88	51 573.06	52 670.10	54 534.06	3.54%	2.13%	2.83%
<b>Total</b>	<b>1 077 910.29</b>	<b>1 130 622.94</b>	<b>1 166 282.34</b>	<b>1 255 184.52</b>	<b>1 552 298.52</b>	<b>23.67%</b>	<b>7.62%</b>	<b>15.37%</b>

<b>FNGIR</b>	<b>13 767.00</b>	<b>13 778.00</b>	<b>13 778.00</b>	<b>13 778.00</b>	<b>13 778.00</b>
<b>Total avec fiscalité reversée (FNGIR)</b>	<b>1 091 677.29</b>	<b>1 144 400.94</b>	<b>1 180 060.34</b>	<b>1 268 962.52</b>	<b>1 566 076.52</b>

	Strate (3500 à 5000 hab.)		Écart taux	Ecart produit/hab
	Taux	Produits/hab.		
<b>2019</b>				
Taxe d'habitation	14.26%	202	-10.9%	27.0%
Foncier bâti	18.93%	237	8.2%	89.0%
Foncier non bâti	48.91%	13	16.5%	-2.4%
<b>Total</b>	<b>16.77%</b>	<b>452</b>	<b>-1.9%</b>	<b>51.7%</b>
<b>2020</b>				
Taxe d'habitation	14.27%	205	-10.8%	27.1%
Foncier bâti	18.97%	242	8.4%	91.9%
Foncier non bâti	48.55%	13	15.6%	-2.2%
<b>Total</b>	<b>16.80%</b>	<b>460</b>	<b>-1.7%</b>	<b>53.0%</b>
<b>2021</b>				
Taxe d'habitation	14.60%	33	-8.8%	623.4%
Foncier bâti	37.38%	446	-0.1%	64.5%
Foncier non bâti	49.10%	13	16.9%	-2.7%
<b>Total</b>	<b>34.04%</b>	<b>492</b>	<b>-7.5%</b>	<b>70.2%</b>

[Retour « 2<sup>nde</sup> P/I/A/4-5-Rétrospective investissement »](#)

[Retour « 2<sup>nde</sup> P/I/D/4-Capacité de désendettement »](#)

**Tableau synthétique : capacité d'épargne**

Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
Recettes de gestion (1)	3 224 432.51	3 230 210.93	3 212 069.67	3 401 172.69	3 851 521.75	13.24%	5.89%	9.50%
Recettes réelles de fonctionnement	3 231 001.12	3 233 590.74	3 216 366.88	3 419 626.42	3 865 425.88	13.04%	6.32%	9.63%
Dépenses de gestion (2)	2 485 688.09	2 587 324.11	2 689 293.75	2 950 672.64	3 116 052.08	5.60%	9.72%	7.64%
<b>Épargne de gestion (3 = 1-2)</b>	<b>738 744.42</b>	<b>642 886.82</b>	<b>522 775.92</b>	<b>450 500.05</b>	<b>735 469.67</b>	63.26%	-13.83%	18.61%
<b>Charges financières (4)</b>	<b>79 463.56</b>	<b>37 226.80</b>	<b>29 875.92</b>	<b>34 323.63</b>	<b>38 560.13</b>	12.34%	14.89%	13.61%
<i>Charges financières hors intérêts</i>	693.34	-	-	-	-	-	-	-
<i>Intérêts des emprunts</i>	78 770.22	37 226.80	29 875.92	34 323.63	38 560.13	12.34%	14.89%	13.61%
Charges exceptionnelles (5)	228.47	11 535.13	5 489.93	562.96	2 882.83	412.08%	-89.75%	-27.54%
<b>Épargne brute (6 = RRF-2-4-5)</b>	<b>665 621.00</b>	<b>597 504.70</b>	<b>491 707.28</b>	<b>434 067.19</b>	<b>707 930.84</b>	63.09%	-11.72%	19.99%
Remboursement de capital (7)	616 594.20	240 354.60	219 675.23	273 086.42	347 172.80	27.13%	24.31%	25.71%
<b>Épargne disponible (6-7)</b>	<b>49 026.80</b>	<b>357 150.10</b>	<b>272 032.05</b>	<b>160 980.77</b>	<b>360 758.04</b>	124.10%	-40.82%	15.16%
Dépenses d'investissement	719 146.96	1 606 209.82	2 642 776.85	3 029 239.23	1 040 638.82	-65.65%	14.62%	-37.25%
Recettes d'investissement	282 799.68	1 700 610.13	971 341.59	1 058 773.38	1 069 241.96	0.99%	9.00%	4.92%
<i>Subventions</i>	51 530.80	465 855.46	833 630.50	757 236.98	587 753.79	-22.38%	-9.16%	-16.03%
<i>Cessions</i>	9 361.50	1 100 550.00	-	-	-	-	-	-
FCTVA	166 449.00	95 607.00	116 568.00	261 463.00	422 550.00	61.61%	124.30%	90.39%
TLE/TA	55 458.38	38 597.67	21 143.09	40 073.40	58 938.17	47.08%	89.53%	66.96%
PVR	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Besoin de financement (si négatif)</b>	<b>- 387 320.48</b>	<b>451 550.41</b>	<b>- 1 399 403.21</b>	<b>- 1 809 485.08</b>	<b>389 361.18</b>	-121.52%	29.30%	-
Emprunt	-	-	-	2 200 000.00	1 050 600.00	-52.25%	-	-
<b>Résultat de l'exercice (ou variation du fonds de roulement)</b>	<b>- 387 320.48</b>	<b>451 550.41</b>	<b>- 1 399 403.21</b>	<b>390 514.92</b>	<b>1 439 961.18</b>	268.73%	-127.91%	-
Résultats antérieurs (n-1)	737 519.86	350 199.38	801 749.79	- 597 653.42	- 207 138.50	-65.34%	-174.54%	-
<b>Fonds de roulement final</b>	<b>350 199.38</b>	<b>801 749.79</b>	<b>- 597 653.42</b>	<b>- 207 138.50</b>	<b>1 232 822.68</b>	-695.17%	-65.34%	-

**Encours de la dette**

Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
Encours de la dette au 1/1	2 106 972.79	1 490 378.59	1 250 023.99	1 030 348.76	2 958 259.06	187.11%	-17.57%	53.84%
Encours de la dette au 31/12	1 490 378.59	1 250 023.99	1 030 348.76	2 958 259.06	3 661 086.26	23.76%	187.11%	88.50%
<b>Capacité de désendettement en années (encours/épargne brute)</b>	<b>2.24</b>	<b>2.09</b>	<b>2.10</b>	<b>6.82</b>	<b>5.17</b>	-24.12%	225.24%	57.10%

**Indicateurs financiers et ratios :**

Les ratios ont une double utilité, ils permettent à la fois à la collectivité de mesurer l'évolution dans le temps de sa structure financière, et de la comparer dans l'espace avec la structure financière des autres collectivités locales

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
<b>Structures de fonctionnement</b>								
<b>Charges de fonctionnement réelles/habitant</b> : Il mesure les dépenses de fonctionnement de la collectivité en mouvements réels (Hors opérations d'ordres et atténuations (les remboursements de charges de personnel (6419) et les reversements de subventions 7489))	693	676	681	730	764	4.74%	7.22%	5.97%
<i>Strate 2 à 3500 hab. jusqu'en 2016 puis 3,5 à 5000 (source trésorerie = moyenne dép.)</i>		657	668	689	indisponible		3.14%	
<b>Charges de personnel réelles/Charges de fonctionnement réelles</b>	56.96%	58.14%	60.00%	59.57%	56.11%	-5.81%	-0.71%	-3.29%
<i>Strate 2 à 3500 hab. jusqu'en 2016 puis 3,5 à 5000 (source trésorerie = moyenne dép.)</i>	52.32%	52.66%	52.69%	54.57%	indisponible		3.56%	
<i>Strate 2 à 3500 hab. jusqu'en 2016 puis 3,5 à 5000 (source trésorerie = moyenne nationale)</i>	53.08%	53.35%	54.85%	56.20%	indisponible		2.46%	
<b>Charges de personnel/habitant</b>	395	393	408	436	429	-1.48%	6.71%	2.53%
<i>Strate 2 à 3500 hab. jusqu'en 2016 puis 3,5 à 5000 (source trésorerie = moyenne dép.)</i>	350	346	352	376	indisponible		6.82%	
<i>Strate 2000 à 3500 hab. (source collectivités locales.gouv = moyenne nationale)</i>						-	-	
<i>Strate 3500 à 5000 hab. (source collectivités locales.gouv = moyenne nationale)</i>	442	446	447	458	indisponible		2.46%	
<b>Recettes de fonctionnement réelles/habitant</b> : Il mesure les recettes de fonctionnement de la collectivité en mouvement réels, les ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance (Hors opérations d'ordres et atténuations mais cessions incluses)	878	1 125	809	841	942	12.10%	3.96%	7.96%
<b>DGF/habitant</b> : Il mesure la contribution de l'Etat au fonctionnement de la collectivité	247	246	251	257	266	3.38%	2.34%	2.86%
<i>Strate 2 à 3500 hab. jusqu'en 2016 puis 3,5 à 5000 (source trésorerie = moyenne dép.)</i>	166	172	176	178	indisponible		1.14%	
<i>Strate 2000 à 3500 hab. (source collectivités locales.gouv = moyenne nationale)</i>						-	-	
<i>Strate 3500 à 5000 hab. (source collectivités locales.gouv = moyenne nationale)</i>	145	147	147	149	indisponible		1.36%	
<b>Richesse et pression fiscale</b>						-	-	#REF!
<b>Produit des impositions directes/habitant</b>								
<i>Produit des 3 taxes ménages (part communale uniquement) + fiscalité reversée c/732 (FNGIR) à partir de 2011</i>	297	302	304	322	392	21.65%	5.81%	13.46%
<i>Strate 2 à 3500 hab. jusqu'en 2016 puis 3,5 à 5000 (source trésorerie = moyenne dép.)</i>	366	369	367	362	indisponible		-1.36%	
<i>Strate 2 à 3500 hab. jusqu'en 2016 puis 3,5 à 5000 (source trésorerie = moyenne nationale)</i>	445	454	463	457	indisponible		-1.30%	
<b>Potentiel fiscal/habitant</b> : Indicateur de richesse fiscale, il est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales le taux moyen national d'imposition correspondant. Les ressources fiscales de l'EPCI sont proratisées au nombre d'habitant pour chacune des communes. Il renseigne sur la valeur des bases communales	523.29	528.34	538.72	544.21	536.25	-1.46%	1.02%	-0.23%
<i>Strate 2000 à 3500 hab. jusqu'en 2014 puis 3500 à 5000 (source Fiche DGF)</i>	848.45	858.51	879.58	895.81	897.52	0.19%	1.85%	1.01%
<b>Potentiel financier/habitant</b> : Indicateur de ressources il prend en compte non seulement les ressources fiscales mais aussi la DGF (hors compensations) U tilisé pour le calcul de la dotation de péréquation de la DGF Potentiel fiscal + dotations récurrentes de l'état	626.12	630.48	641.00	646.71	638.65	-1.25%	0.89%	-0.18%
<i>Strate 2000 à 3500 hab. jusqu'en 2014 puis 3500 à 5000 (source Fiche DGF)</i>	932.16	940.66	960.16	974.32	974.31	0.00%	1.47%	0.73%
<b>Effort fiscal ou coefficient de mobilisation du potentiel fiscal</b> : Indicateur de pression fiscale, c'est le rapport entre le produit fiscal encaissé sur le territoire communal par la commune et le groupement, et le potentiel fiscal sur les impôts dits "ménages" (TH, TF, REOM). Autrement dit, c'est le rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique. Seuil d'alerte : effort fiscal < 1 S'il est supérieur à 1, la pression fiscale exercée par la collectivité est forte. A contrario, si il est inférieur à 1, la pression fiscale est faible, les ressources fiscales potentielles n'ont pas toutes été mobilisées par la collectivité	1.18	1.17	1.16	1.16	1.17	0.24%	0.49%	0.36%
<i>Strate 2000 à 3500 hab. jusqu'en 2014 puis 3500 à 5000 (source Fiche DGF)</i>	1.10	1.10	1.11	1.12	1.14	1.73%	1.15%	1.44%

[Retour « 2<sup>nde</sup> P/I/A/3-Bilan de la section de fonctionnement »](#)

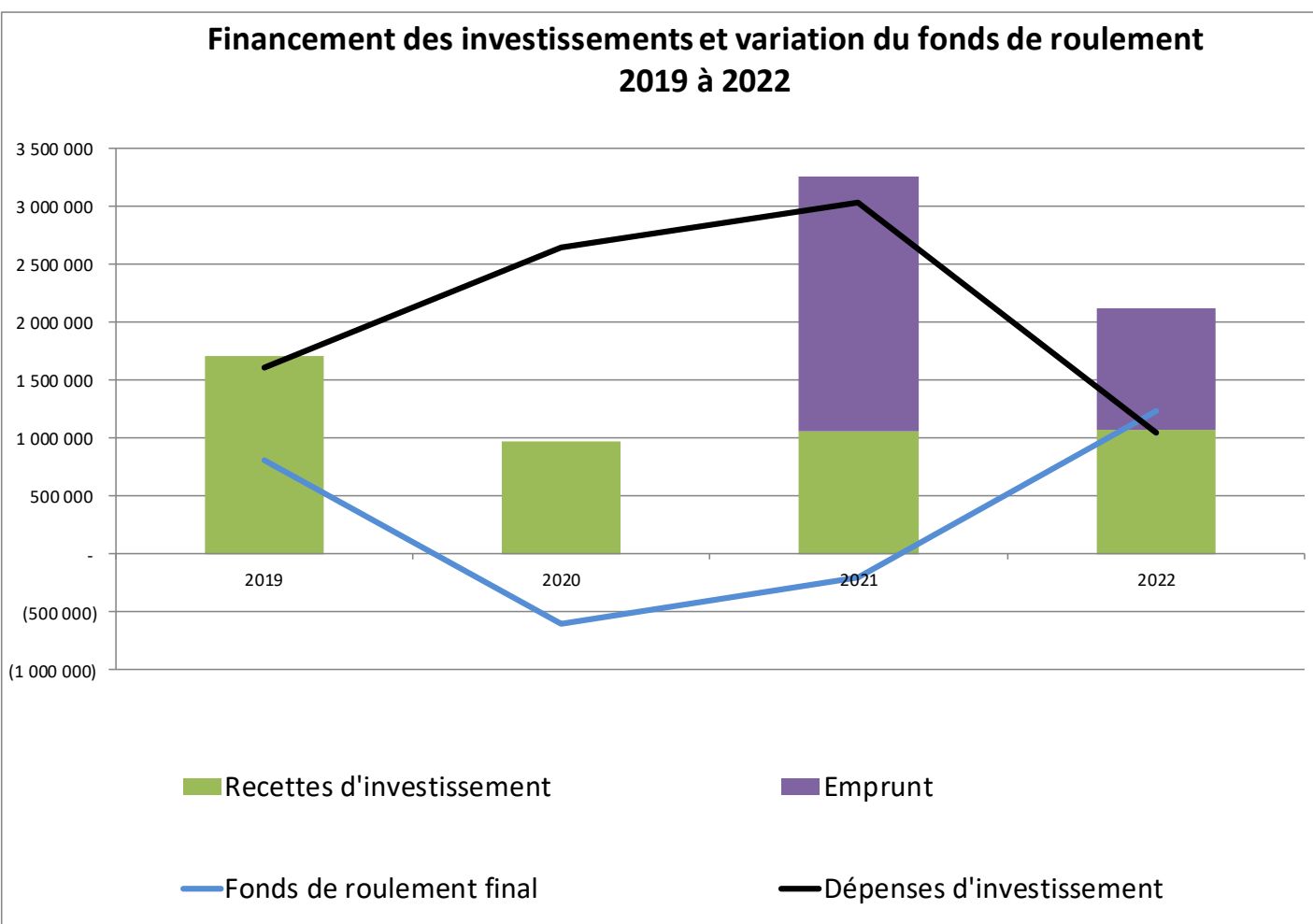
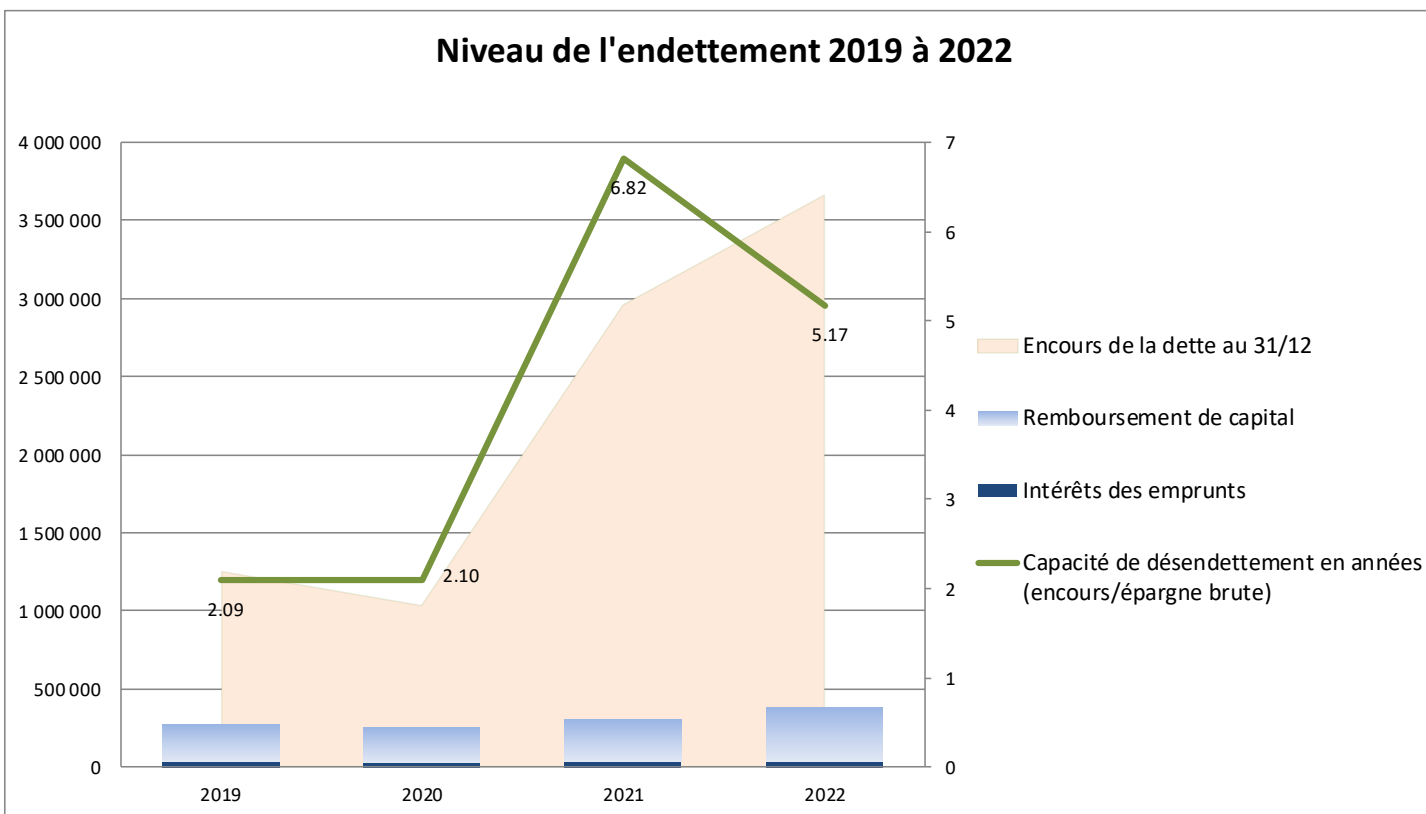
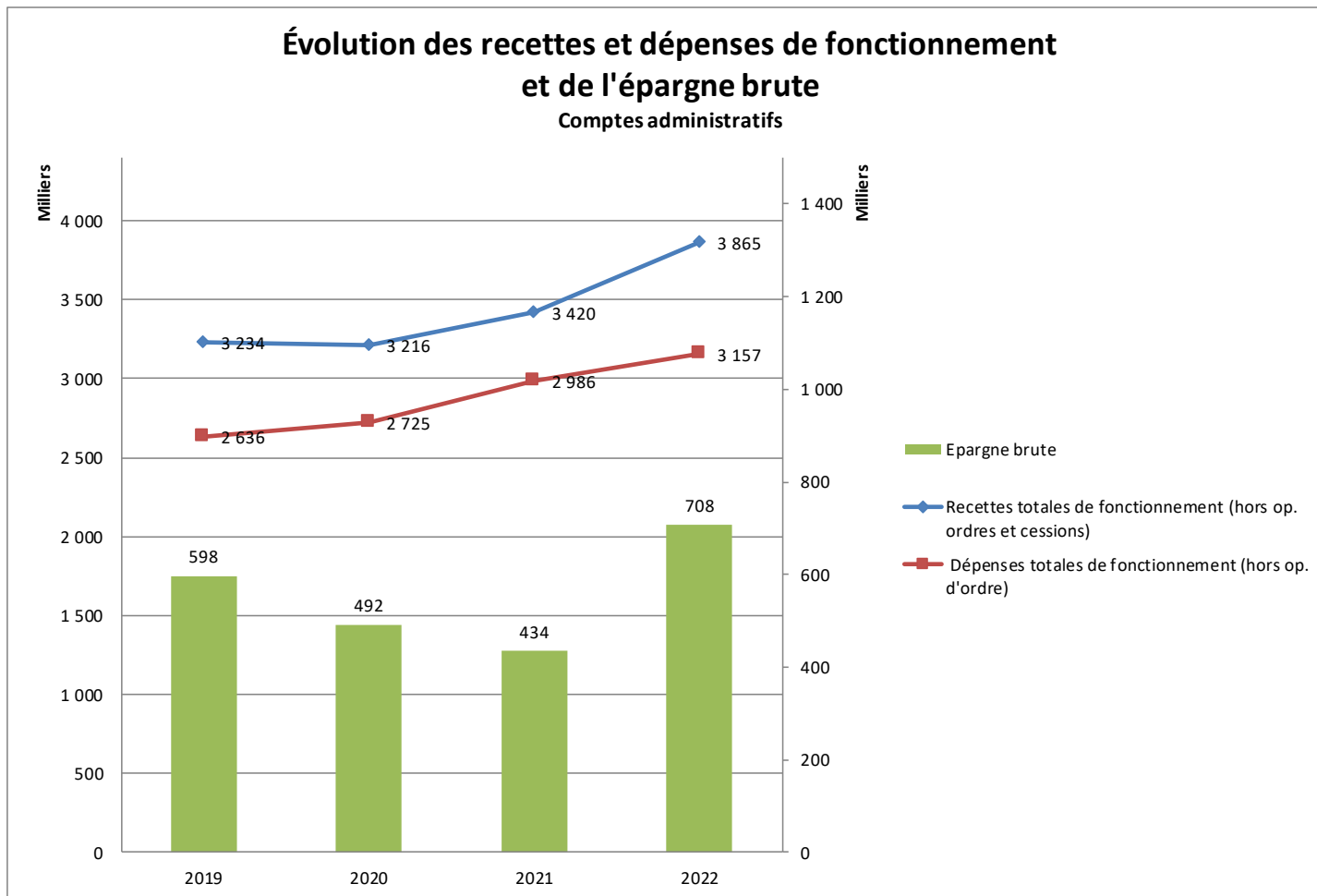
[Retour « 2<sup>nde</sup> P/I/D/1-L'encours de la dette »](#)

**Indicateurs financiers et ratios :**

Les ratios ont une double utilité, ils permettent à la fois à la collectivité de mesurer l'évolution dans le temps de sa structure financière, et de la comparer dans l'espace avec la structure financière des autres collectivités locales

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
<b>Effort d'équipement (investissement)</b>						-	-	
<b>Dépenses d'équipement réelles par habitant</b> : Il mesure l'effort d'équipement de la collectivité (hors op. d'ordres et en régie)	196	423	681	769	260	-66.14%	12.79%	-38.20%
<b>Capacité d'épargne</b>						-	-	
<b>Taux épargne brute</b> : Il indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette. Il est admis qu'un ratio entre 8 et 15% est satisfaisant. Il doit néanmoins être apprécié en tendance et l'objectif est de veiller à sa stabilité <i>(épargne brute/RRF, atténuations déduites)</i>	20.71%	18.85%	15.68%	13.10%	18.79%	43.41%	-16.44%	9.47%
<b>Taux épargne nette ou épargne disponible</b> : Il indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir. <i>(épargne nette/RRF, atténuations déduites)</i>	1.53%	11.27%	8.67%	4.86%	9.58%	97.06%	-43.99%	5.06%
<b>Dette</b>						-	-	
<b>Encours par habitant</b>	406	329	266	751	916	21.99%	182.52%	85.65%
<i>Strate 2 à 3500 hab. jusqu'en 2016 puis 3,5 à 5000 (source trésorerie = moyenne dép.)</i>	739	728	706	688	indisponible		-2.55%	
<i>Strate 3500 à 5000 hab. (source collectivités locales.gouv = moyenne nationale)</i>	762	751	728	717	indisponible		-1.51%	
<b>Taux d'intérêt apparent</b> : (Intérêt des emprunts / encours de la dette)	5.33%	2.98%	2.90%	1.16%	1.05%	-9.22%	-59.99%	-39.73%
<i>Strate 2 à 3500 hab. jusqu'en 2016 puis 3,5 à 5000 (source trésorerie = moyenne dép.)</i>	2.98%	2.75%	2.55%	2.33%	indisponible		-8.79%	
<i>Strate 3500 à 5000 hab. (source collectivités locales.gouv = moyenne nationale)</i>	3.02%	2.93%	2.75%	2.79%	indisponible		1.53%	
<b>Taux d'endettement</b> : Ce ratio exprime la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse (Encours de dette / Recettes réelles de fonctionnement) Seuil d'alerte pour les communes de 2000 à 5000 habitants : 180%	46.4%	39.4%	32.9%	89.3%	97.2%	8.82%	171.76%	71.97%
<b>Marge de manœuvre et fonds de roulement</b>						-	-	
<b>Marge d'autofinancement courant</b> : [(Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement du capital des emprunts) / Recettes réelles de fonctionnement] Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée. Un ratio supérieur à 100 exprime que la charge de la dette n'est pas totalement financée par les recettes de fonctionnement, et nécessite donc de puiser dans ses ressources propres d'investissement (cela peut conduire au surendettement) Seuil d'alerte >100% pendant deux exercices consécutifs	98.42%	88.49%	91.19%	95.06%	90.34%	-4.97%	4.25%	-0.47%
<b>Ratio de rigidité structurelle</b> : Il indique la proportion des charges obligatoires et incompressibles de la collectivité par rapport à ses ressources <i>(Charges de personnel nettes-annuité de la dette)/(RRF, atténuations déduites)</i> Seuil d'alerte DGCL : 58%	66.76%	55.79%	58.47%	61.00%	55.76%	-8.60%	4.33%	-2.35%
<b>Durée de vie résiduelle moyenne de la dette</b> : Elle exprime le nombre d'années de remboursement de dette restant avant extinction intégrale de la dette, pour un amortissement moyen (A rapprocher de la capacité de désendettement qui doit être inférieure à la durée de vie résiduelle, puisque dans le cas contraire la collectivité ne serait pas en mesure de rembourser sa dette durablement, l'épargne brute devrait être améliorée) <i>Somme pour chaque emprunt de (encours au 31/12 x sa durée résiduelle)/encours au 31/12</i>	6.54	5.68	4.73	14.97	16.41	9.62%	216.35%	86.22%
<b>Capacité de désendettement</b> : Elle mesure le nombre d'années théoriques nécessaire au remboursement intégral de la dette si la collectivité y consacrait toute son épargne brute (encours/épargne brute) Seuil d'alerte : 10 ans, surendettement : 15 ans	2.24	2.09	2.10	6.82	5.17	-24.12%	225.24%	57.10%
<b>Respect de l'équilibre budgétaire</b>						-	-	#REF!
<b>Indice synthétique</b> : ((épargne brute+produits des cessions+FCTVA+résultats antérieurs)/remb. capital)-1 <i>Résultat = 0, signifie que le montant des ressources équivaut au montant du remb. de la dette et que l'équilibre budgétaire est tout juste respecté. Résultat &lt;0, signifie que le montant des ressources est inférieur au remb. en capital de la dette et que la collectivité ne respecte plus la définition légale de l'équilibre budgétaire.</i>	1.56	7.92	5.42	0.64	1.66	-358.67%	-111.84%	-44.66%



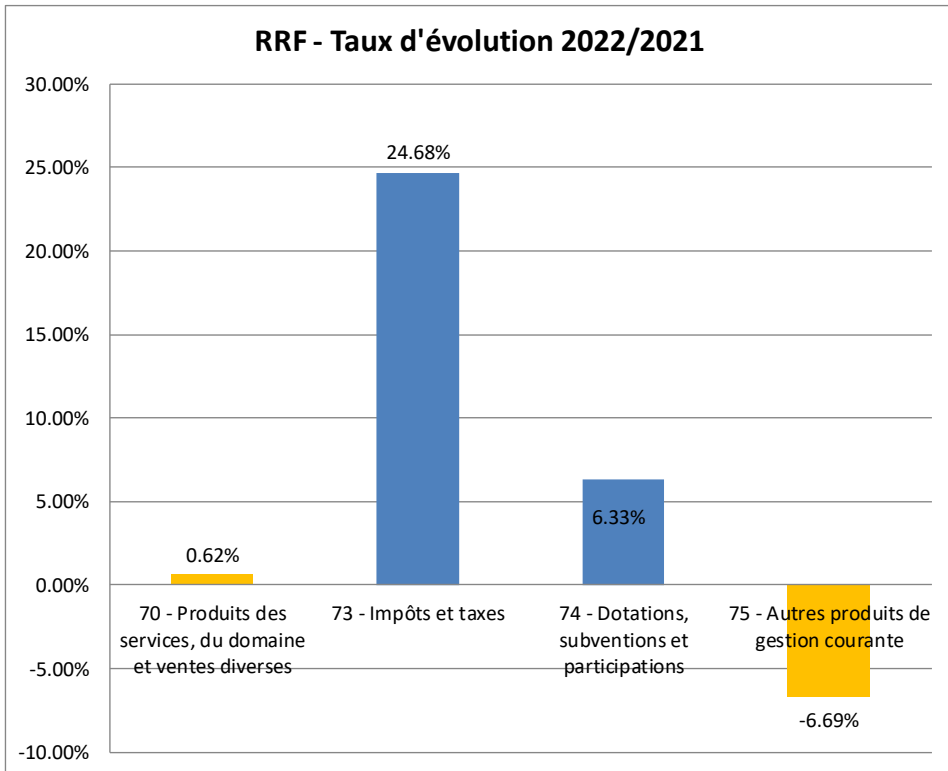
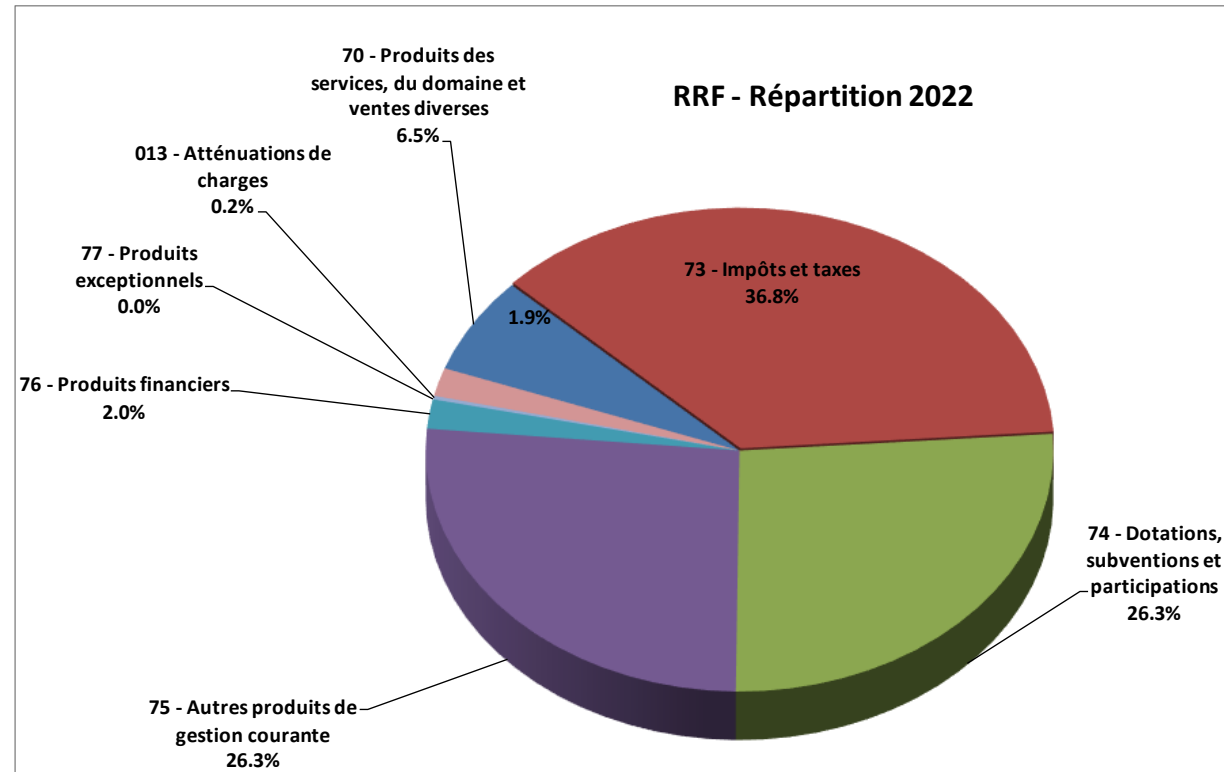
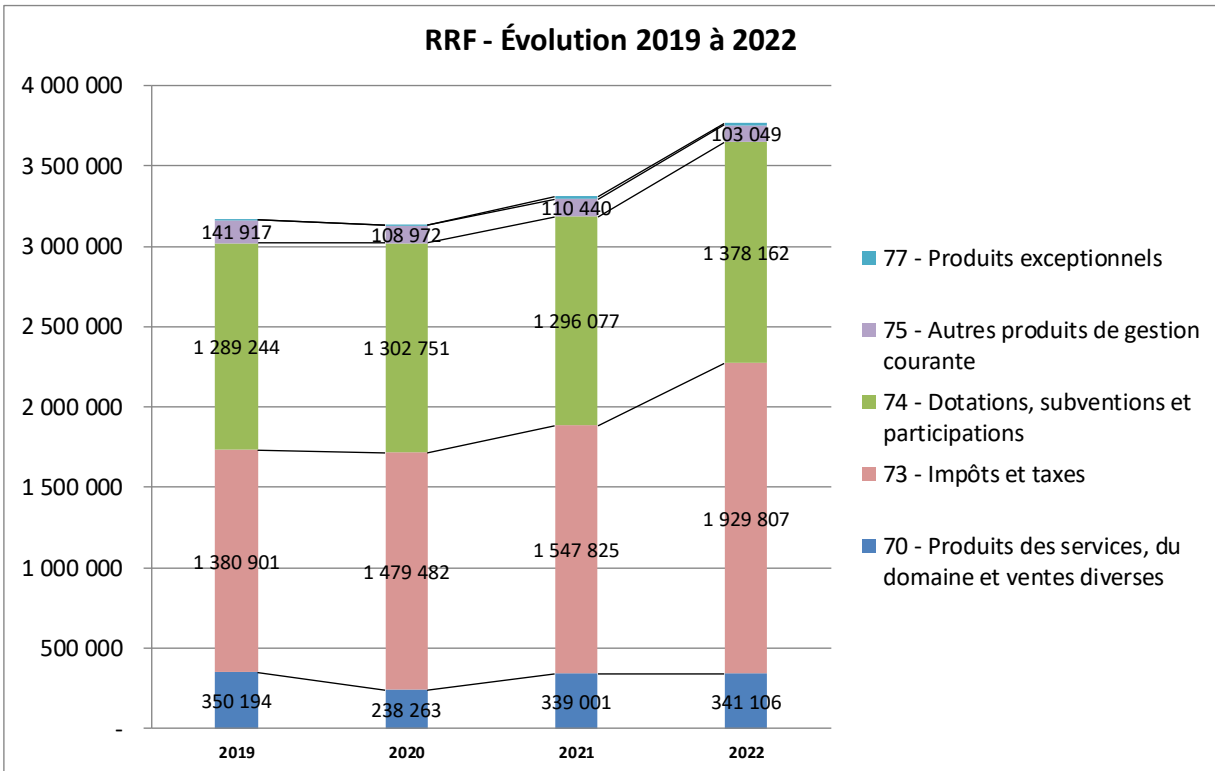
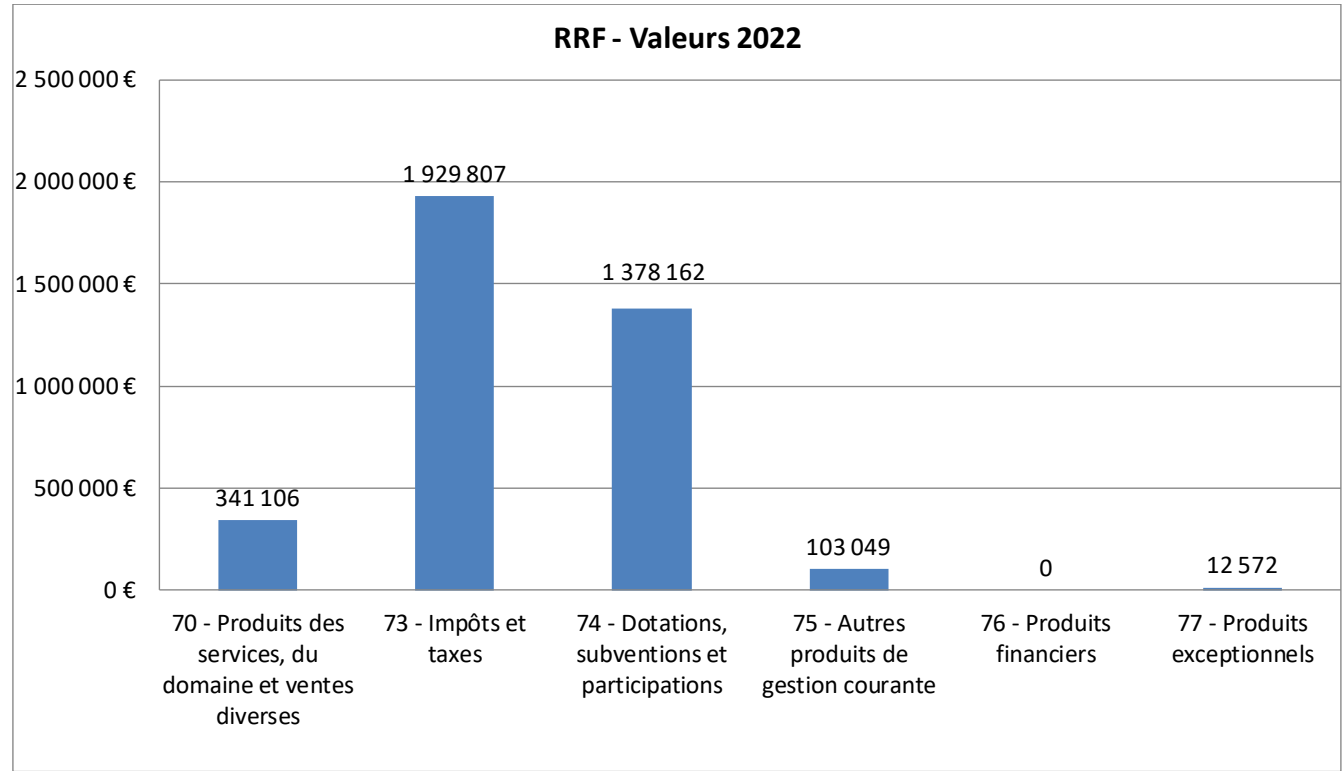


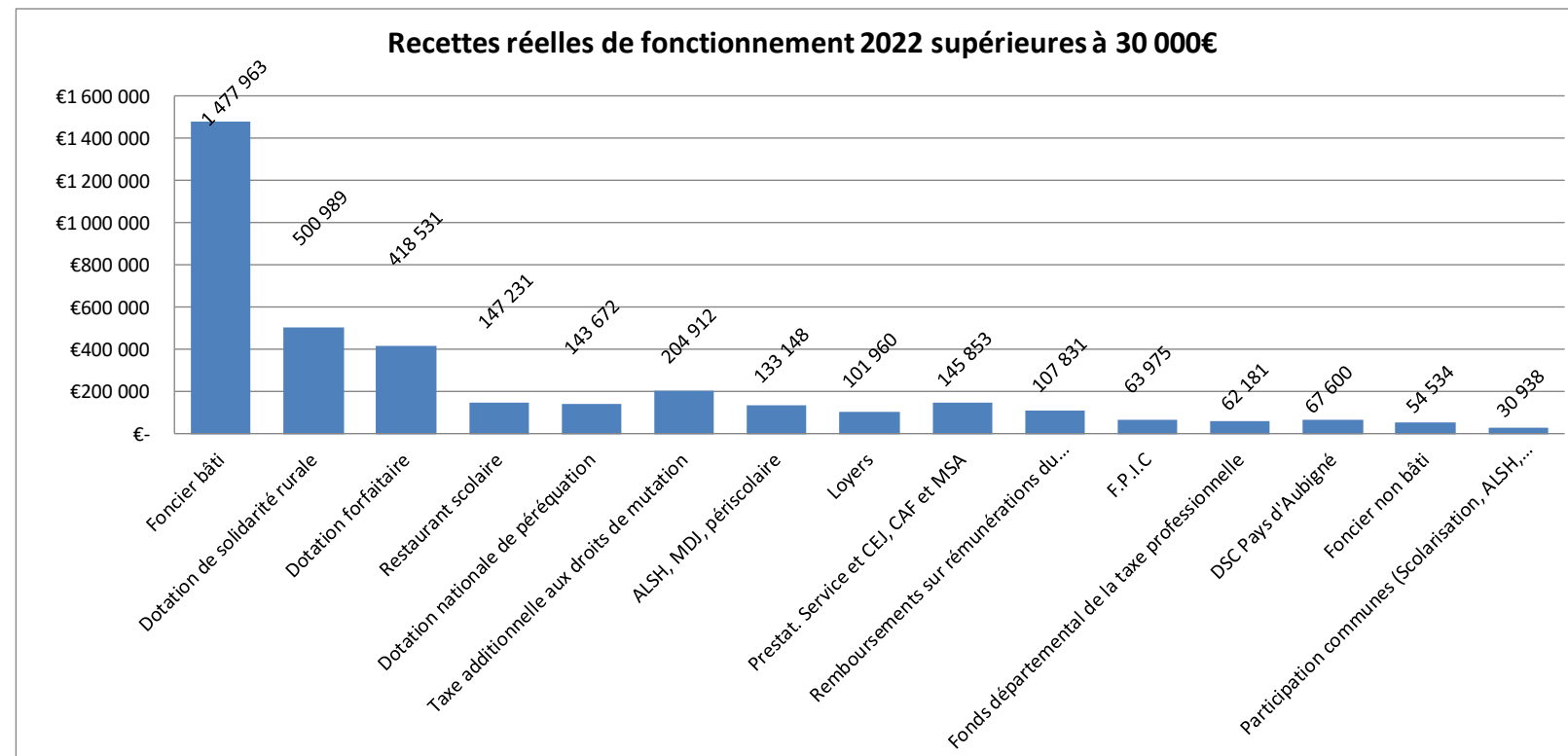
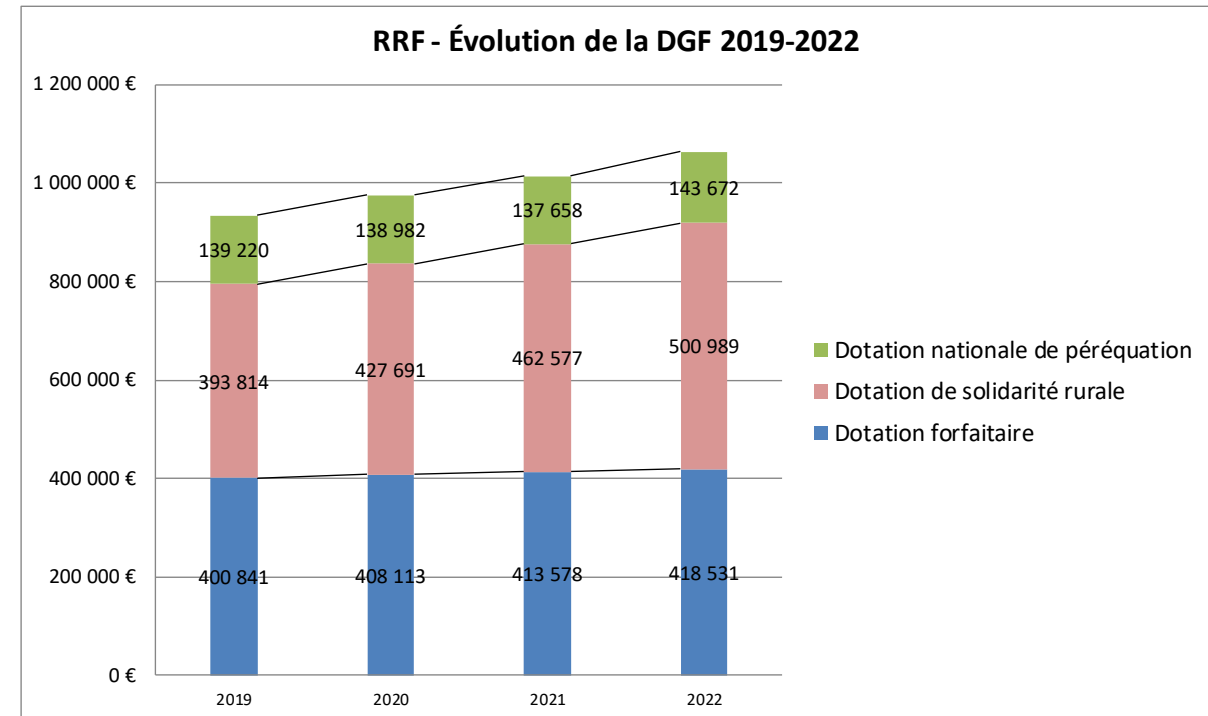
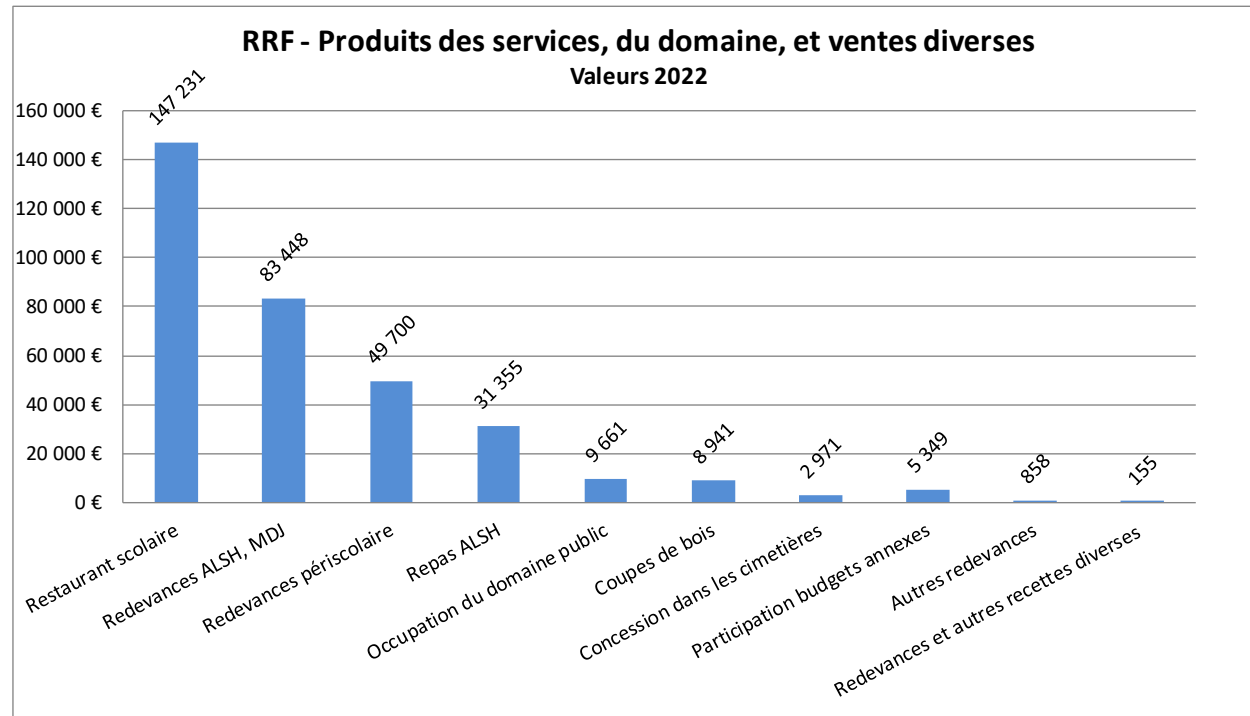


[Retour « 2<sup>nde</sup> P/I/A/1-Recettes de fonctionnement »](#)

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Objet	Exercices					Taux d'évolution		
	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
<b>Recettes réelles de fonctionnement - CA (Hors cessions et opérations d'ordre)</b>	<b>3 231 001.12</b>	<b>3 233 590.74</b>	<b>3 216 366.88</b>	<b>3 419 626.42</b>	<b>3 865 425.88</b>	<b>13.04%</b>	<b>6.32%</b>	<b>9.63%</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement - CA remanié pour l'analyse (Hors chapitres 013 et 014 et c/747182)</b>	<b>3 200 748.33</b>	<b>3 157 619.10</b>	<b>3 126 895.97</b>	<b>3 307 634.52</b>	<b>3 764 237.22</b>	<b>13.80%</b>	<b>5.78%</b>	<b>9.72%</b>
<b>70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses</b>	<b>324 951.31</b>	<b>350 193.90</b>	<b>238 263.16</b>	<b>339 000.64</b>	<b>341 105.61</b>	<b>0.62%</b>	<b>42.28%</b>	<b>19.65%</b>
Ventes de terrains aménagés	-	-	-	-	-	-	-	-
Coupes de bois	1 000.00	2 800.00	2 500.00	4 434.00	8 941.25	101.65%	77.36%	89.12%
Autres produits agricoles et forestiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Concession dans les cimetières (produit net)	2 966.64	2 233.31	1 966.65	2 616.67	2 970.69	13.53%	33.05%	22.90%
Redevances funéraires	-	-	-	-	-	-	-	-
Redevance d'occupation du domaine public communal	7 137.74	6 281.88	4 420.55	16 077.92	9 660.83	-39.91%	263.71%	47.83%
Autres droits de stationnement et de location (Autopartage)	237.00	1 376.00	-	-	-	-	-	-
Locations de droits de chasse et de pêche (régie)	1 470.00	1 760.00	1 300.00	1 166.00	-	-	-10.31%	-100.00%
Redevances et autres recettes diverses	50.00	50.22	-	-	155.17	-	-	-
Redevance des ordures ménagères	-	-	-	-	-	-	-	-
Redevances des services à caractère culturel (régie bibliothèque)	3 897.00	4 348.50	2 951.50	1 500.50	-	-	-49.16%	-100.00%
ALSH, MDJ (Participation des familles)	64 946.67	78 365.67	56 735.71	68 139.18	83 447.80	22.47%	20.10%	21.28%
Périscolaire (Participation des familles)	46 208.79	51 544.53	35 450.42	44 124.31	49 700.26	12.64%	24.47%	18.40%
Halte garderie (Participation des communes)	-	-	-	-	-	-	-	-
Restaurant scolaire	167 546.37	168 671.06	112 349.38	147 955.60	147 231.35	-0.49%	31.69%	14.48%
Redevances des services (Repas ALSH)	27 548.67	28 673.83	20 186.27	22 838.01	31 354.76	37.29%	13.14%	24.63%
Autres prestations de service	-	-	323.70	367.00	-	-	13.38%	-100.00%
Vente de biens mobiliers	366.40	-	-	163.20	574.40	251.96%	-	-
Locations (autres qu'immeubles)	-	-	-	-	-	-	-	-
Versement par budgets annexes	-	-	-	29 195.88	5 349.28	-81.68%	-	-
Versement par GFP	-	-	-	-	862.32	-	-	-
Entretien de la Hémetière	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres redevances (remboursements de frais : Elagage, Orgue, Arbre de no	1 051.03	421.50	78.98	422.37	857.50	103.02%	434.78%	229.50%
Autres produits d'activités annexes (Régie publicitaire et vente de livres)	525.00	3 667.40	-	-	-	-	-	-
<b>73 - Impôts et taxes</b>	<b>1 390 676.03</b>	<b>1 380 901.01</b>	<b>1 479 482.28</b>	<b>1 547 824.66</b>	<b>1 929 806.78</b>	<b>24.68%</b>	<b>4.62%</b>	<b>14.21%</b>
Contributions directes	1 078 227.00	1 130 387.00	1 168 527.00	1 255 929.00	1 552 828.00	23.64%	7.48%	15.28%
Rôles supplémentaires sur contributions directes	-	179.00	-	5 279.00	542.00	-89.73%	-	-
Attribution de compensation (TPU Pays d'Aubigné)	80 528.09	25 160.10	25 160.04	25 160.04	25 160.04	0.00%	0.00%	0.00%
Dotations de solidarité communautaire (TPU solidarité Pays d'Aubigné)	55 805.04	55 805.04	55 805.04	55 805.04	67 600.44	21.14%	0.00%	10.06%
F.N.G.I.R (fonds national garantie individuelle de ressources)	13 782.00	13 778.00	13 778.00	13 778.00	13 778.00	0.00%	0.00%	0.00%
F.P.I.C (fond de péréquation des recettes fiscales com. et intercom.)	59 755.00	60 344.00	61 864.00	63 809.00	63 975.00	0.26%	3.14%	1.69%
Fonds départemental des DMTO pour les communes de - de 5000 hab	101 689.00	94 243.00	109 034.00	127 599.00	204 912.00	60.59%	17.03%	37.09%
Droits de place (régie marché)	481.90	656.87	356.20	86.40	744.00	761.11%	-75.74%	44.52%
Taxe locale sur la publicité extérieure	408.00	348.00	228.00	376.50	267.30	-29.00%	65.13%	8.28%
Autres taxes diverses (dont terrains devenus constructibles et impôt sur sp	-	-	44 730.00	2.68	-	-	-99.99%	-100.00%
<b>74 - Dotations, subventions et participations</b>	<b>1 275 802.34</b>	<b>1 289 243.73</b>	<b>1 302 750.93</b>	<b>1 296 076.50</b>	<b>1 378 162.46</b>	<b>6.33%</b>	<b>-0.51%</b>	<b>2.85%</b>
<b>74 - Dotations, subventions et participations (746 (biblio), 74712 (Emploi d'avenir) et 74718 (CAE), 7484 et chapitre 014 déduits)</b>	<b>1 264 037.13</b>	<b>1 281 227.41</b>	<b>1 295 881.32</b>	<b>1 291 915.60</b>	<b>1 376 371.30</b>	<b>6.54%</b>	<b>-0.31%</b>	<b>3.06%</b>
Dotation forfaitaire	391 689.00	400 841.00	408 113.00	413 578.00	418 531.00	1.20%	1.34%	1.27%
Dotation de solidarité rurale	373 133.00	393 814.00	427 691.00	462 577.00	500 989.00	8.30%	8.16%	8.23%
Dotation nationale de péréquation	142 838.00	139 220.00	138 982.00	137 658.00	143 672.00	4.37%	-0.95%	1.67%
FCTVA fonctionnement N-2	6 795.00	6 429.00	6 237.00	7 929.00	11 831.00	49.21%	27.13%	37.73%
Dotation générale de décentralisation	2 653.00	8 016.00	6 870.00	4 161.00	1 791.00	-56.96%	-39.43%	-48.94%
Participation Etat aux emplois d'avenir	2 472.47	-	-	-	-	-	-	-
Participation CAE	5 702.74	-	-	-	-	-	-	-
Participations Etat : élections, recensement, grèves, nouveaux rythmes sco	20 930.00	3 933.47	5 098.43	1 753.06	14 350.76	718.61%	-65.62%	67.77%
Département	997.94	1 000.00	2 053.72	1 826.19	2 460.00	34.71%	-11.08%	9.45%
Participation communes AUBIGNE, CLIS, ALSH et RASED	43 851.29	37 588.46	31 015.62	28 531.74	30 937.70	8.43%	-8.01%	-0.13%
Participation communes RASED Hors CCVIA	746.64	2 218.58	-	-	582.46	-	-	-
GFP de rattachement (subv. communauté de communes)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres groupements (Syndicats)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres organismes (Prestat. Service et CEJ, CAF et MSA)	107 182.41	139 253.47	136 159.16	108 724.31	145 852.54	34.15%	-20.15%	3.50%
Comp. pour perte de taxe additionnelle aux droits de mutation	116.00	136.00	-	116.00	-	-	-	-
DUCSTP (Dot. Unique comp. Spécifiques TP)	-	-	-	-	-	-	-	-
Attribution du Fonds départemental de la taxe professionnelle	74 813.00	55 452.00	56 752.00	60 827.00	62 181.00	2.23%	7.18%	4.67%
Etat - Compensation / Contribution Economique Territoriale	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	8 603.00	8 612.00	73 309.00	9 614.00	10 681.00	11.10%	-86.89%	-61.83%
Etat - Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitat	60 566.00	62 532.00	-	-	-	-	-	-
Autres attributions de péréquation et de compensation	-	-	-	-	183.00	-	-	-
Dotation de recensement	-	-	-	-	-	-	-	-
Dotation pour les titres sécurisés C.N.I.	-	8 580.00	8 580.00	8 580.00	8 580.00	0.00%	0.00%	0.00%
Autres attributions et participations (dont collègues)	32 712.85	21 617.75	1 890.00	50 201.20	25 540.00	-49.12%	2556.15%	267.60%
<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>214 515.25</b>	<b>141 916.97</b>	<b>108 972.00</b>	<b>110 439.89</b>	<b>103 049.40</b>	<b>-6.69%</b>	<b>1.35%</b>	<b>-2.76%</b>
Revenus des immeubles	213 845.07	141 142.31	108 098.49	108 917.76	101 959.56	-6.39%	0.76%	-2.88%
Produits divers de gestion courante (remb. de charges)	670.18	774.66	873.51	1 522.13	1 089.84	-28.40%	74.25%	11.70%
<b>76 - Produits financiers</b>	<b>10.44</b>	<b>10.44</b>	<b>7.54</b>	<b>6.96</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-7.69%</b>	<b>-100.00%</b>
Autres produits financiers (parts sociales)	10.44	10.44	7.54	6.96	-	-	-7.69%	-100.00%
<b>77 - Produits exceptionnels</b>	<b>6 558.17</b>	<b>3 369.37</b>	<b>4 289.67</b>	<b>18 446.77</b>	<b>12 572.38</b>	<b>-31.85%</b>	<b>330.03%</b>	<b>71.20%</b>
Dédits et pénalités perçus	-	-	-	14 496.97	3 918.09	-72.97%	-	-
Don	-	-	-	42.75	-	-	-	-
Recouvrement sur créances admises en non valeur	0.54	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	120.49	9.12	15.14	0.40	-	-	-97.36%	-100.00%
Mandats annulés (exerc. antérieurs)	-	-	-	88.01	488.07	454.56%	-	-
Produits exceptionnels divers (remb. Assurances et divers)	6 437.14	3 360.25	4 274.53	3 818.64	8 166.22	113.85%	-10.67%	38.22%
<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 331.75</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Reprises sur prov. Pour dépréciation des actifs circulants	-	-	-	-	1 331.75	-	-	-
<b>013 - Atténuations de charges</b>	<b>18 487.58</b>	<b>67 955.32</b>	<b>82 601.30</b>	<b>107 831.00</b>	<b>99 397.50</b>	<b>-7.82%</b>	<b>30.54%</b>	<b>9.70%</b>
Remboursements sur rémunérations du personnel	18 487.58	67 955.32	82 601.30	107 831.00	99 397.50	-7.82%	30.54%	9.70%





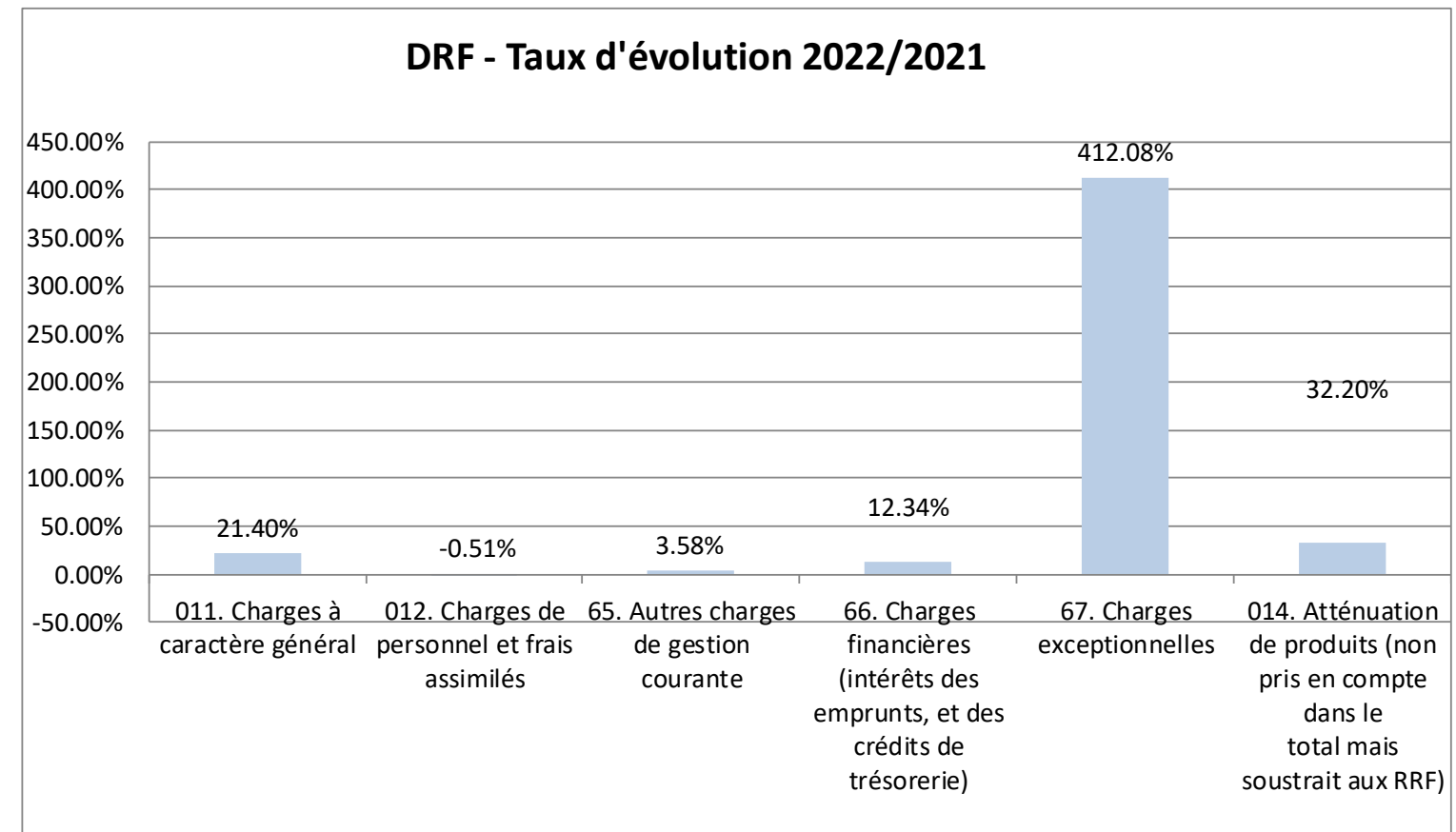
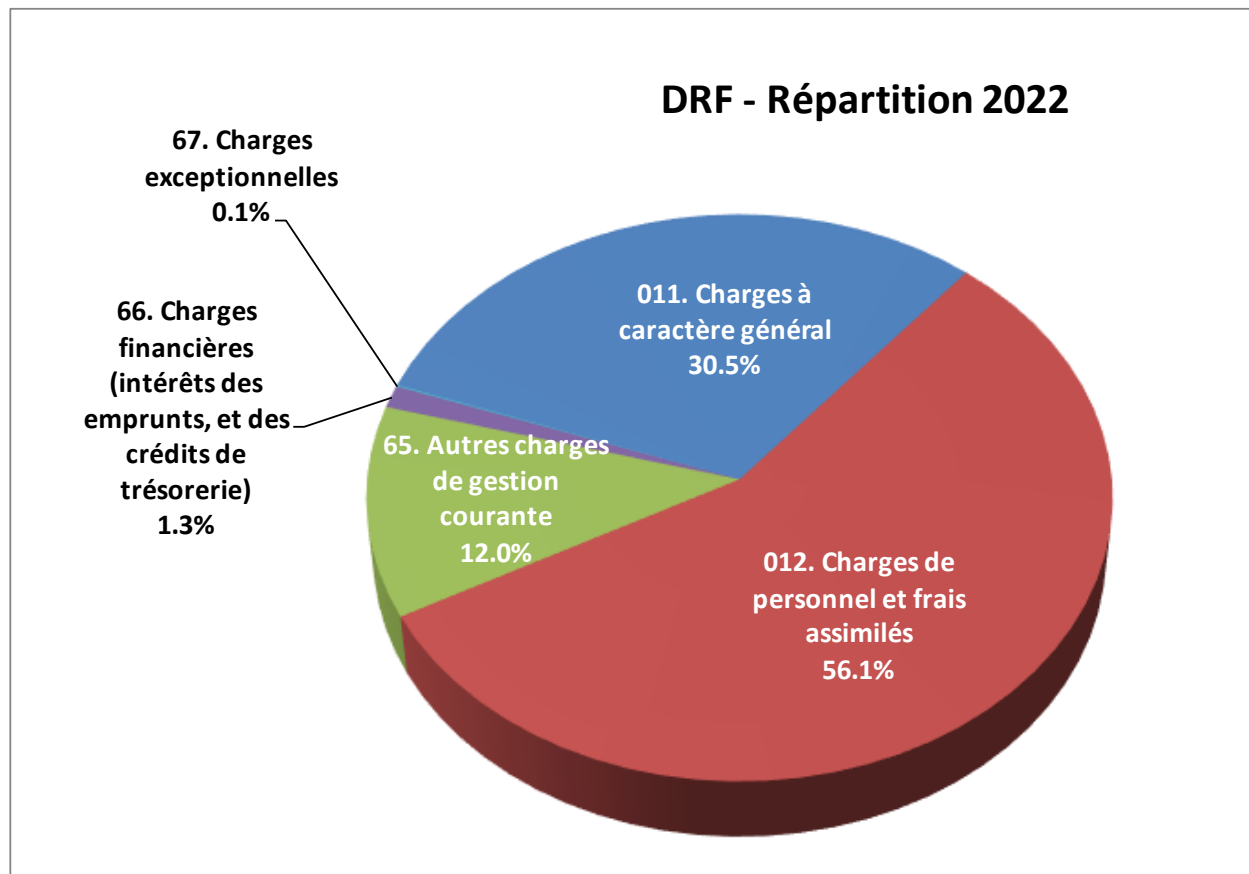
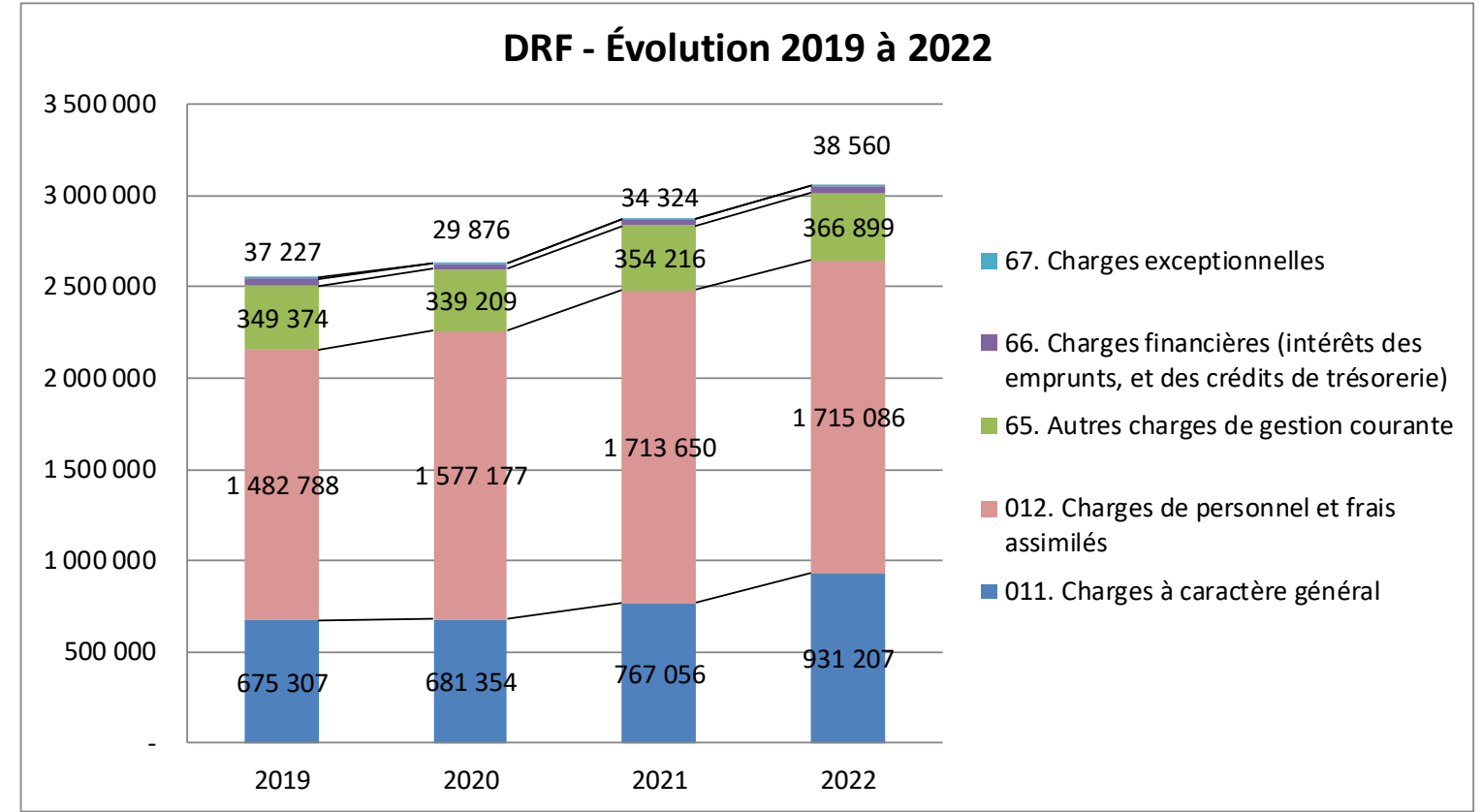
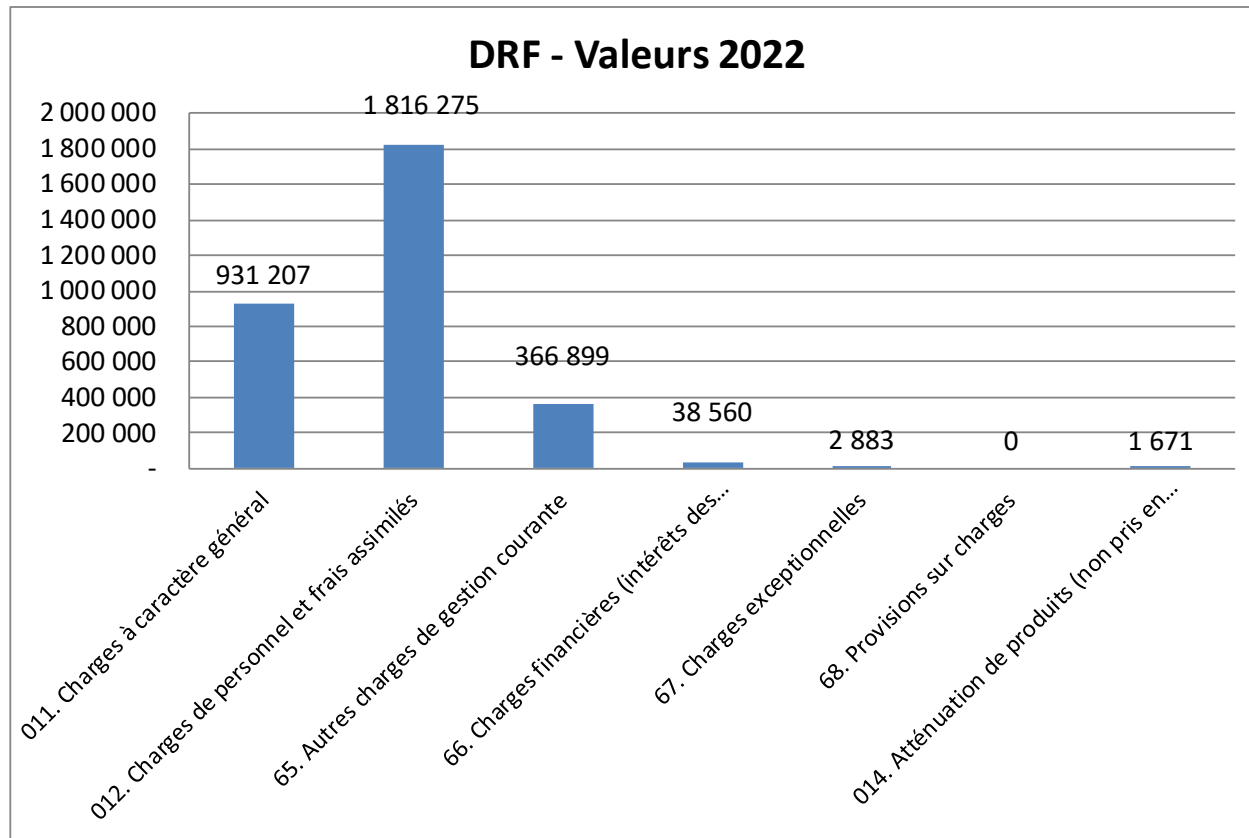
[Retour « 2<sup>nde</sup> P/I/A/2/a-Charges à caractère général »](#)

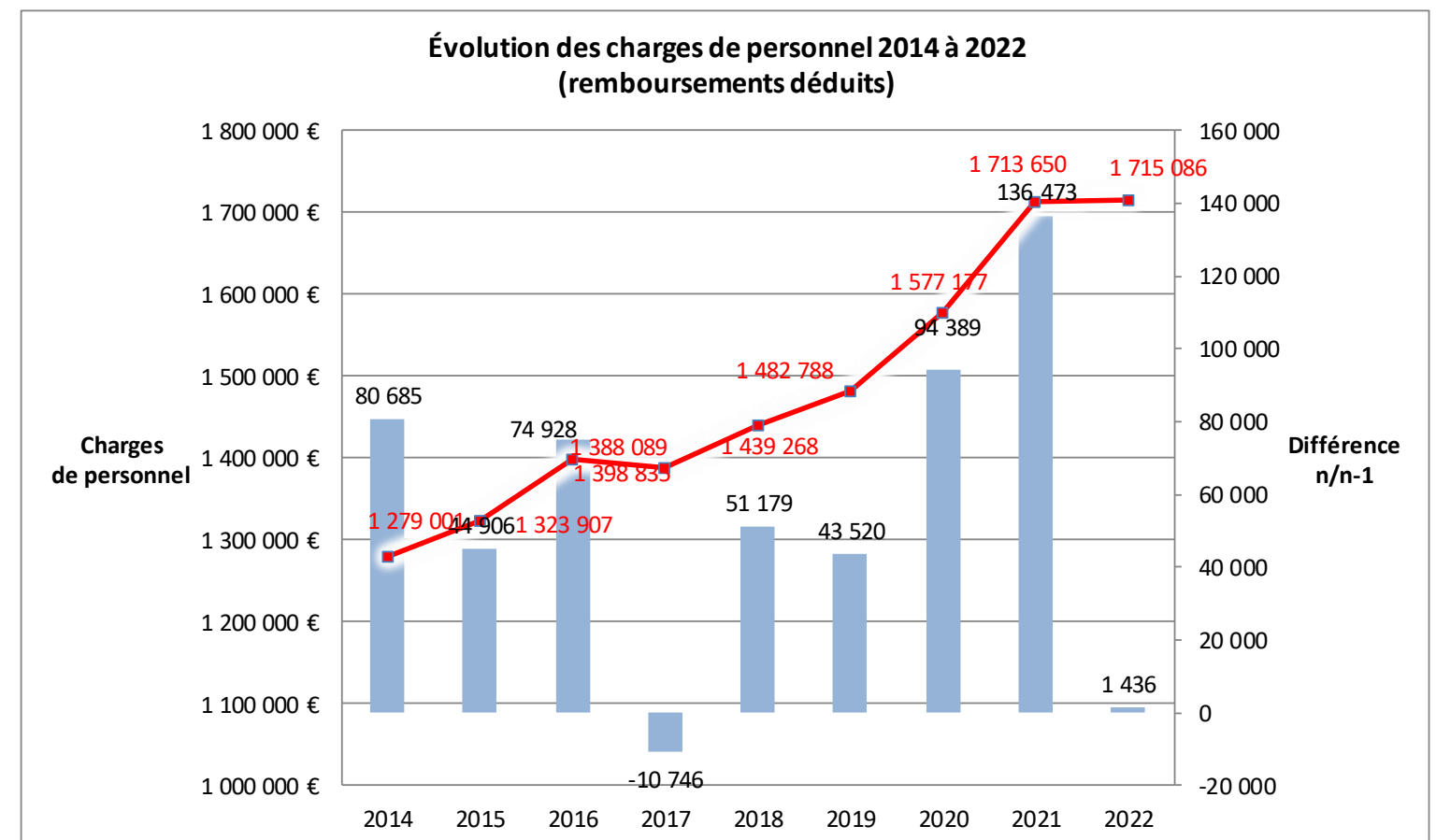
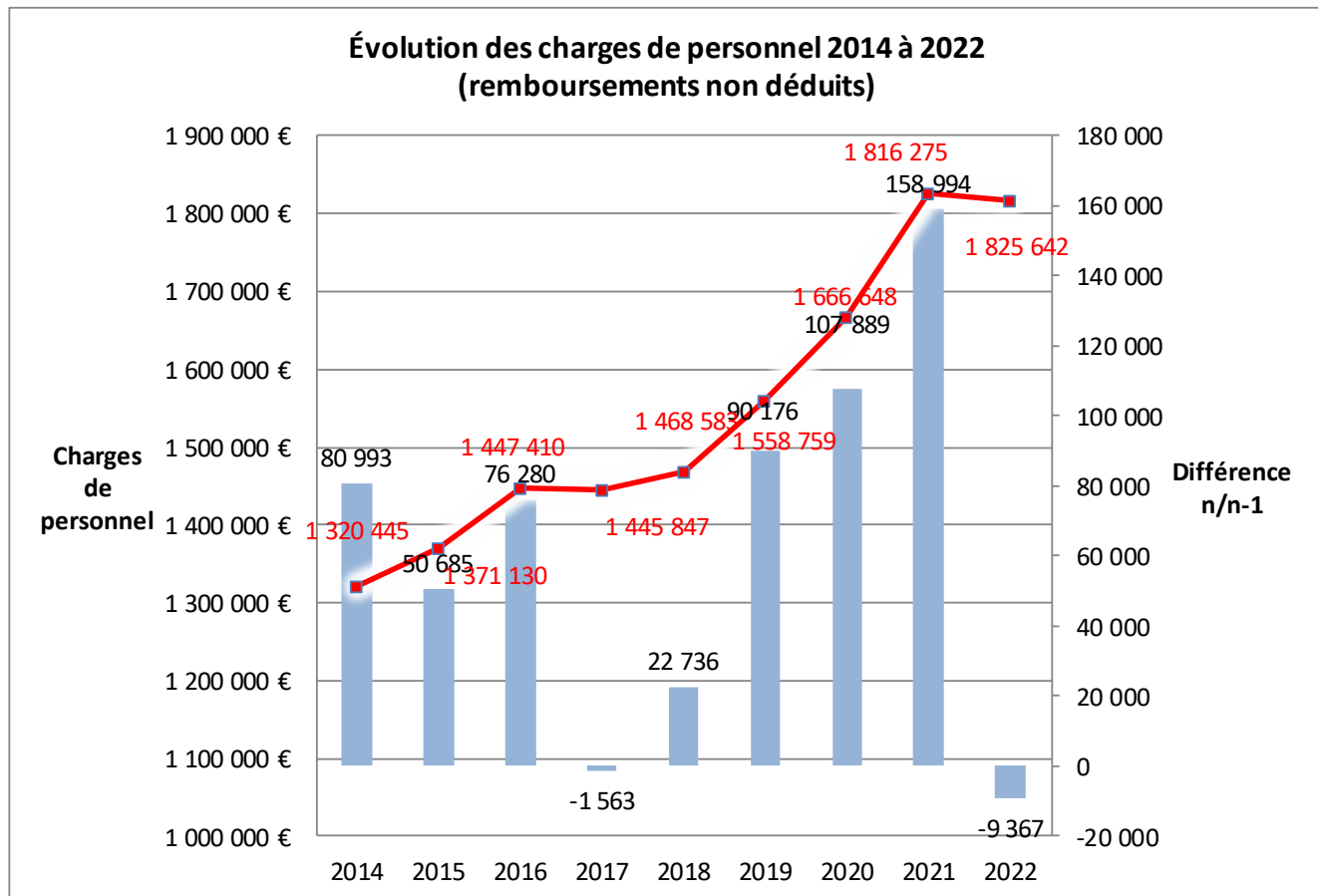
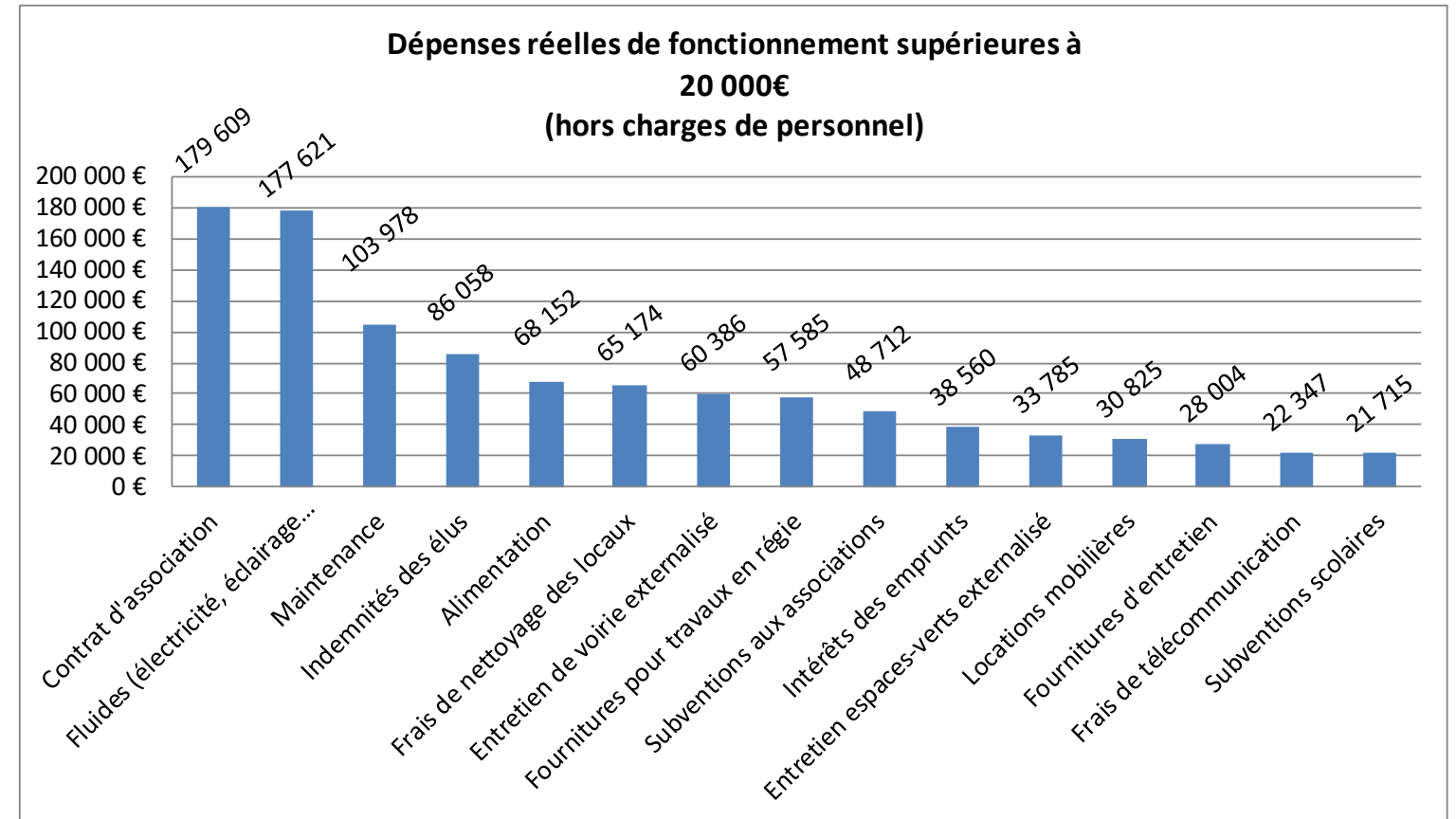
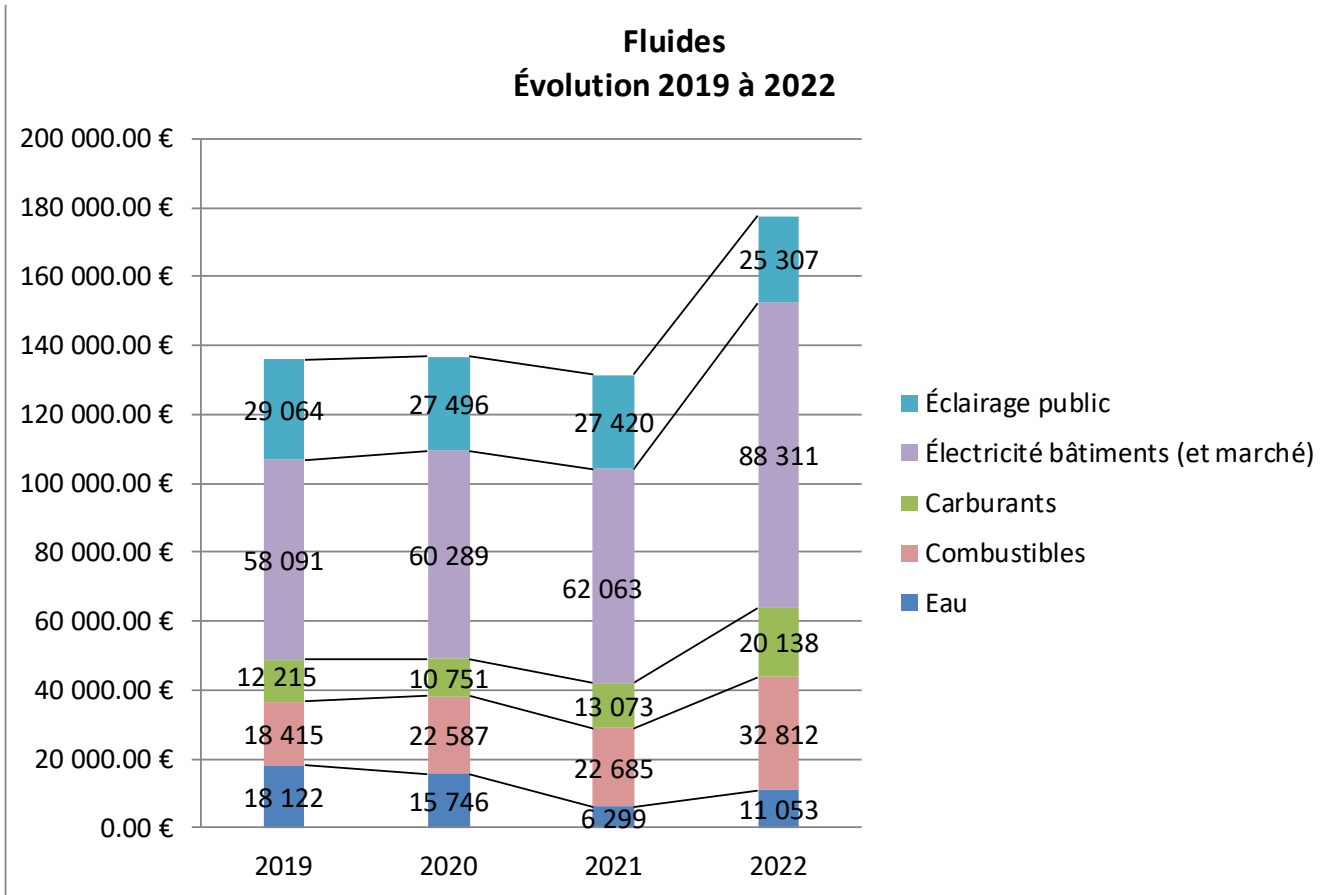
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Objet	Exercices					Taux d'évolution		
	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
Dépenses réelles de fonctionnement - CA (Hors opérations d'ordre)	2 565 380.12	2 636 086.04	2 724 659.60	2 983 064.76	3 157 495.04	5.85%	9.48%	7.65%
Dépenses réelles de fonctionnement - CA remanié pour analyse (Hors chapitres 013 et 014 et c/74712 et 74718 (CAE))	2 535 127.33	2 556 230.73	2 633 105.50	2 869 808.76	3 054 635.54	6.44%	8.99%	7.71%
<b>011. Charges à caractère général</b>	<b>630 661.55</b>	<b>675 306.90</b>	<b>681 354.25</b>	<b>767 056.42</b>	<b>931 207.33</b>	<b>21.40%</b>	<b>12.58%</b>	<b>16.91%</b>
Autres fournitures consommables			-			-	-	-
Fluides	138 862.99	135 906.17	136 868.87	131 540.24	177 621.05	35.03%	-3.89%	13.92%
Eau	13 203.62	18 121.50	15 745.95	6 298.85	11 052.85	75.47%	-60.00%	-16.22%
Électricité bâtiments (et marché)	61 901.40	58 091.32	60 288.75	62 063.24	88 311.42	42.29%	2.94%	21.03%
Éclairage public	27 610.90	29 063.92	27 496.15	27 419.89	25 306.50	-7.71%	-0.28%	-4.06%
Combustibles	24 095.54	18 414.71	22 586.86	22 684.98	32 812.35	44.64%	0.43%	20.53%
Carburants	12 051.53	12 214.72	10 751.16	13 073.28	20 137.93	54.04%	21.60%	36.86%
	491 798.56	539 400.73	544 485.38	635 516.18	753 586.28	18.58%	16.72%	17.64%
Alimentation	49 704.83	52 844.37	34 818.07	42 017.92	68 152.16	62.20%	20.68%	39.91%
Repas préparé par prestataire extérieur				46 950.03	18 773.26	-60.01%	-	-
Produits de traitement	-	-		32.05		-	-	-
Fournitures pour travaux en régie (ou stock)	55 619.22	64 525.33	57 013.18	58 586.61	57 584.95	-1.71%	2.76%	0.50%
Fournitures d'entretien	10 971.11	14 423.98	24 640.44	26 528.40	28 004.43	5.56%	7.66%	6.61%
Fournitures de petit équipement	17 910.51	17 935.11	28 790.58	21 162.65	11 316.99	-46.52%	-26.49%	-37.30%
Fournitures de voirie	8 992.57	8 801.57	21 459.44	3 609.82	5 308.33	47.05%	-83.18%	-50.26%
Vêtements de travail	4 299.80	6 515.52	8 613.43	6 114.66	10 553.06	72.59%	-29.01%	10.69%
Fournitures administratives	8 544.16	7 846.94	10 180.66	9 642.43	8 502.76	-11.82%	-5.29%	-8.61%
Livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiathèques)	13 235.71	13 905.32	13 082.31	14 196.14	14 386.75	1.34%	8.51%	4.87%
Fournitures scolaires de l'école publique	16 162.71	17 319.57	16 739.47	15 845.49	19 916.16	25.69%	-5.34%	9.08%
Autres matières et fournitures (pharmacie)	645.83	313.96	2 544.27	2 045.54	816.42	-60.09%	-19.60%	-43.35%
Contrat de prestations de services	6 714.06	6 553.56	7 279.28	7 917.74	9 343.35	18.01%	8.77%	13.29%
Locations immobilières	212.80	-		1 465.64		-	-	-
Locations mobilières	10 552.94	23 492.25	24 161.35	24 271.40	30 825.07	27.00%	0.46%	12.95%
Terrains (travaux effectués par des tiers)	5 620.03	13 551.75	7 293.28	10 780.55	33 785.40	213.39%	47.81%	115.23%
Bâtiments publics (travaux effectués par des tiers) englobé FCTVA	9 221.04	10 870.01	16 914.59	10 340.21	14 304.44	38.34%	-38.87%	-8.04%
Autres bâtiments (travaux effectués par des tiers)			3 708.00			-	-	-
Voies (travaux effectués par des tiers) éligible FCTVA	30 532.20	35 059.50	55 784.87	37 872.85	60 386.13	59.44%	-32.11%	4.04%
Réseaux (travaux effectués par des tiers) éligible FCTVA	12 679.54	10 667.66	-	11 173.80	9 355.63	-16.27%	-	-
Bois et forêts	-	2 160.00	-			-	-	-
Matériel roulant	3 881.46	6 069.89	5 599.24	9 289.23	12 689.30	36.60%	65.90%	50.54%
Autres biens immobiliers	16 061.79	9 116.58	9 965.21	4 280.77	10 117.66	136.35%	-57.04%	0.76%
Maintenance	70 473.08	50 490.89	76 115.50	78 415.10	103 978.17	32.60%	3.02%	16.88%
Primes d'assurances multirisques	17 844.63	44 315.99	18 293.01	11 990.30	12 826.23	6.97%	-34.45%	-16.27%
Autres assurances			1 759.20	531.60		-	-69.78%	-100.00%
Etudes	8 765.35	8 633.15	7 475.28	7 310.86	6 539.34	-10.55%	-2.20%	-6.47%
Documentation générale et technique	1 937.60	1 896.20	2 211.58	2 177.40	871.49	-59.98%	-1.55%	-37.23%
Versement à des organismes de formation	2 302.00	3 422.10	6 820.60	10 472.00	19 217.25	83.51%	53.53%	67.86%
Autres frais divers	1 440.00	-	1 440.00	2 038.80	900.00	-55.86%	41.58%	-20.94%
Indemnités au comptable et aux régisseurs	110.00	110.00				-	-	-
Honoraires	-	35.92	31.11	1 312.48	233.40	-82.22%	4118.84%	173.91%
Frais d'actes et de contentieux	871.41	2 828.01	1 060.00	7 717.00	8 874.76	15.00%	628.02%	189.35%
Divers	7 805.56	4 451.44	8 751.90	6 218.14	5 141.00	-17.32%	-28.95%	-23.36%
Annonces et insertions	326.89	213.01	889.01	87.00		-	-90.21%	-100.00%
Fêtes et cérémonies	7 025.12	7 376.00	200.00	4 690.76	10 057.35	114.41%	2245.38%	609.13%
Catalogues et imprimés	-	63.96			1 526.76	-	-	-
Publications	15 508.90	10 106.80	9 193.30	11 122.90	11 904.90	7.03%	20.99%	13.80%
Divers	-	-				-	-	-
Transports de biens	1 469.52	-			1 380.00	-	-	-
Transports collectifs	3 200.50	1 775.05	155.00	3 403.00	3 781.00	11.11%	2095.48%	393.90%
Voyages et déplacements	24.60	79.40			2.20	-	-	-
Missions	2 310.85	2 917.61	1 552.80	2 346.47	2 765.09	17.84%	51.11%	33.44%
Réceptions	9 977.30	15 967.90	5 909.06	19 687.95	15 775.74	-19.87%	233.18%	63.39%
Frais d'affranchissements	4 914.98	3 983.71	4 647.42	5 816.25	4 632.85	-20.35%	25.15%	-0.16%
Frais de télécommunications	15 882.59	16 136.56	17 421.28	20 772.72	22 347.48	7.58%	19.24%	13.26%
Services bancaires et assimilés	87.59	60.75	855.26	2 811.80	1 986.33	-29.36%	228.77%	52.40%
Concours divers	2 052.83	2 320.05	1 714.98	3 375.81	3 419.98	1.31%	96.84%	41.22%
Frais de gardiennage	1 271.80	58.86	538.72	58.86	58.86	0.00%	-89.07%	-66.95%
Frais de nettoyage des locaux	2 031.60	1 292.40	1 646.40	41 619.45	65 174.46	56.60%	2427.91%	529.17%
A un GFP de rattachement	-	-				-	-	-
Autres services extérieurs	9 460.51	10 769.19	6 354.52	11 828.10	8 720.64	-26.27%	86.14%	17.15%
Taxes foncières	15 170.00	20 372.00	11 630.00	11 635.00	13 695.00	17.71%	0.04%	8.52%
Taxes et impôts sur les véhicules	-	-	692.75			-	-	-
Autres impôts, taxes	7 971.04	7 750.91	8 539.03	3 952.50	3 653.75	-7.56%	-53.71%	-34.59%

[Retour « 2<sup>nde</sup> P/I/A/2/b-e-Autres charges »](#)

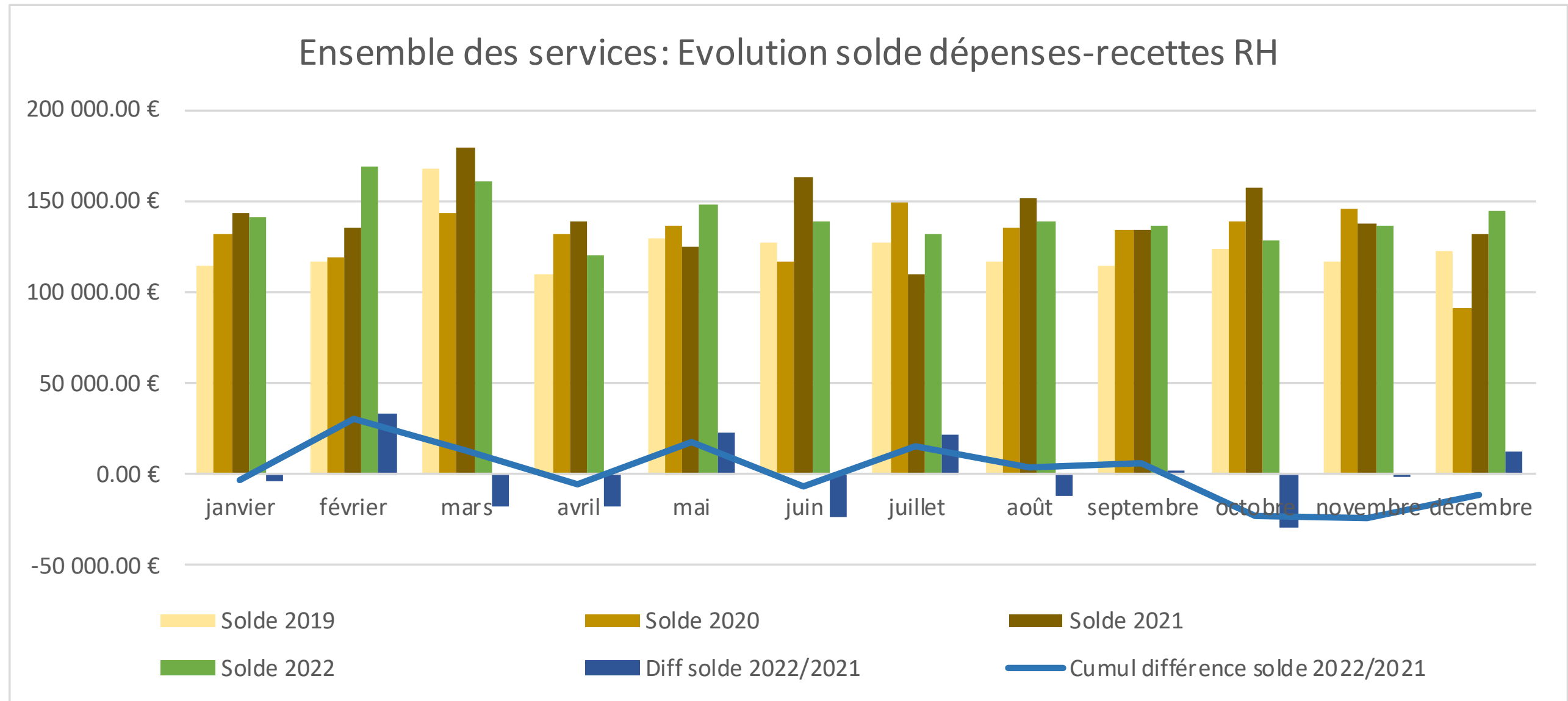
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Objet	Exercices					Taux d'évolution		
	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021	Evolution 2021/2020	Evolution annuelle moyenne 2022/2020
Dépenses réelles de fonctionnement - CA (Hors opérations d'ordre)	2 565 380.12	2 636 086.04	2 724 659.60	2 983 064.76	3 157 495.04	5.85%	9.48%	7.65%
Dépenses réelles de fonctionnement - CA remanié pour analyse (Hors chapitres 013 et 014 et c/74712 et 74718 (CAE))	2 535 127.33	2 556 230.73	2 633 105.50	2 869 808.76	3 054 635.54	6.44%	8.99%	7.71%
<b>012. Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>1 468 583.41</b>	<b>1 558 759.12</b>	<b>1 666 647.94</b>	<b>1 825 641.87</b>	<b>1 816 274.50</b>	<b>-0.51%</b>	<b>9.54%</b>	<b>4.39%</b>
<b>012. Charges de personnel et frais assimilés (6419, 7484, 74712 et 74718 déduits)</b>	<b>1 439 267.62</b>	<b>1 482 787.80</b>	<b>1 577 176.64</b>	<b>1 713 649.87</b>	<b>1 715 086.00</b>	<b>0.08%</b>	<b>8.65%</b>	<b>4.28%</b>
Autre personnel extérieur	23 051.03	33 733.35	95 217.98	67 263.11	44 701.86	-33.54%	-29.36%	-31.48%
Cotisations versées au F.N.A.L.	4 114.21	4 292.62	4 371.41	4 967.01	5 033.86	1.35%	13.62%	7.31%
Part. employeurs à la formation pro. continue (dont CNFPT)	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisations CNFPT et Centres de gestion	17 554.41	18 458.93	17 441.59	21 358.66	22 253.40	4.19%	22.46%	12.95%
Autres impôts, taxes, et vers. assimilés sur rémunérations	2 468.91	2 575.76	2 622.85	2 980.19	3 020.04	1.34%	13.62%	7.30%
Personnel titulaire total	765 449.05	851 394.29	869 284.39	936 830.80	916 040.86	-2.22%	7.77%	2.65%
Personnel titulaire - Rémunération principale	630 118.17	691 898.51	697 010.06	754 294.54	739 067.76	-2.02%	8.22%	2.97%
Personnel titulaire - NBI et SFT	15 273.31	17 836.65	17 645.33	17 708.44	19 631.53	10.86%	0.36%	5.48%
Personnel titulaire - Indemnité inflation	-	-	-	-	3 400.00	-	-	-
Personnel titulaire - Autres indemnités	120 057.57	141 659.13	154 629.00	164 827.82	153 941.57	-6.60%	6.60%	-0.22%
Personnes non-titulaires total	192 828.46	178 555.79	202 967.12	265 639.70	284 950.28	7.27%	30.88%	18.49%
Personnel non titulaire	184 782.65	175 017.91	194 766.43	254 122.92	258 958.78	1.90%	30.48%	15.31%
Personnel non titulaire - Indemnité inflation	-	-	-	-	1 544.81	-	-	-
Autres indemnités (personnel non titulaire)	8 045.81	3 537.88	8 200.69	11 516.78	24 446.69	112.27%	40.44%	72.66%
Emplois d'avenir	3 379.03	-	-	-	-	-	-	-
Autres emplois d'insertion (CAE)	5 202.49	11.22	-	-	-	-	-	-
Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	153 792.02	158 218.98	164 966.25	193 891.76	199 474.86	2.88%	17.53%	9.96%
Cotisations aux caisses de retraite	204 568.85	225 077.06	227 652.80	245 688.28	241 072.17	-1.88%	7.92%	2.91%
Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	9 328.48	7 102.93	8 194.88	10 635.53	11 381.86	7.02%	29.78%	17.85%
Cotisations pour assurance du personnel	38 534.09	38 316.40	36 557.74	32 521.95	35 584.24	9.42%	-11.04%	-1.34%
Versement au F.N.C du supplément familial	-	1 264.00	-	-	-	-	-	-
Allocations chômage versées	9 902.16	-	-	-	-	-	-	-
Versements aux autres oeuvres sociales	7 875.72	7 928.53	8 024.93	8 548.68	9 221.37	7.87%	6.53%	7.20%
Médecine du travail	342.00	221.50	2 176.00	1 529.20	1 050.20	-31.32%	-29.72%	-30.53%
Autres charges (tickets restaurant)	30 192.50	31 607.76	27 170.00	33 787.00	42 489.50	25.76%	24.35%	25.05%
<b>65. Autres charges de gestion courante</b>	<b>385 506.13</b>	<b>349 374.10</b>	<b>339 208.76</b>	<b>354 215.88</b>	<b>366 899.25</b>	<b>3.58%</b>	<b>4.42%</b>	<b>4.00%</b>
Redevances pour concessions, brevets, licences, logiciels	2 167.89	2 272.90	2 341.09	-	-	-	-	-
Droits d'utilisation - informatique en nuage (éligible FCTVA)	-	-	-	8 389.73	15 030.19	79.15%	-	-
Autres redevances pour concessions, brevets, licences, procédés	-	-	-	39.60	322.08	713.33%	-	-
Indemnités	64 194.84	64 533.17	76 047.16	82 680.82	86 057.74	4.08%	8.72%	6.38%
Frais de mission	190.00	-	-	63.50	-	-	-	-
Cotisations de retraite	2 696.28	2 708.88	3 193.77	3 472.26	3 614.14	4.09%	8.72%	6.38%
Cotisations de sécurité sociale - part patronale	6 024.66	6 045.32	6 952.78	7 498.90	7 616.58	1.57%	7.85%	4.66%
Formation	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais de représentation du maire	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisation au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	-	-	44.91	-	48.17	-	-	-
Créances admises en non-valeur	19.47	-	-	26.29	-	-	-	-
Créances éteintes	-	-	-	46.00	-	-	-	-
Service d'incendie	55 368.00	-	-	-	-	-	-	-
Contr. organismes regroupmt	2 205.00	2 205.00	2 205.00	-	-	-	-	-
Autres contributions obligatoires (contrat d'association)	159 711.37	180 604.65	174 333.76	169 057.69	179 608.72	6.24%	-3.03%	1.50%
Communes membres du GFP	-	-	9.00	-	-	-	-	-
GFP de rattachement	-	-	-	-	-	-	-	-
Subvention CCAS	-	-	-	-	-	-	-	-
SPA	-	-	-	-	-	-	-	-
SPIC	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres organismes publics (OCSPEC)	2 611.99	2 372.72	1 941.32	1 809.99	4 173.79	130.60%	-6.76%	46.63%
Charges diverses de la gestion courante	-	40.39	1.87	1.10	0.81	-26.36%	-41.18%	-34.19%
<b>Subventions aux associations</b>	<b>61 685.73</b>	<b>61 972.83</b>	<b>44 389.13</b>	<b>60 316.38</b>	<b>48 712.03</b>	<b>-19.24%</b>	<b>35.88%</b>	<b>4.76%</b>
<b>Club Arlequin</b>	<b>17 917.20</b>	<b>18 308.01</b>	<b>18 894.64</b>	<b>19 186.05</b>	<b>13 449.24</b>	<b>-29.90%</b>	<b>1.54%</b>	<b>-15.63%</b>
<b>Associations sportives</b>	<b>11 619.00</b>	<b>11 961.70</b>	<b>10 187.20</b>	<b>12 519.87</b>	<b>13 845.20</b>	<b>10.59%</b>	<b>22.90%</b>	<b>16.58%</b>
<b>Associations locales</b>	<b>15 199.89</b>	<b>15 737.77</b>	<b>12 780.19</b>	<b>16 190.26</b>	<b>19 681.21</b>	<b>21.56%</b>	<b>26.68%</b>	<b>24.10%</b>
<b>Associations caritatives</b>	<b>730.00</b>	<b>766.50</b>	<b>490.35</b>	<b>609.85</b>	<b>659.40</b>	<b>8.12%</b>	<b>24.37%</b>	<b>15.96%</b>
<b>Autres subventions exceptionnelles</b>	<b>619.75</b>	<b>-</b>	<b>120.50</b>	<b>9 619.60</b>	<b>201.98</b>	<b>-97.90%</b>	<b>7883.07%</b>	<b>29.47%</b>
Autres subventions (ALSH été)	15 599.89	15 198.85	1 916.25	2 190.75	875.00	-60.06%	14.32%	-32.43%
<b>Subventions scolaires</b>	<b>28 630.90</b>	<b>26 618.24</b>	<b>27 748.97</b>	<b>20 813.62</b>	<b>21 715.00</b>	<b>4.33%</b>	<b>-24.99%</b>	<b>-11.54%</b>
École publique	21 605.14	18 998.14	19 687.07	12 331.14	13 695.24	11.06%	-37.36%	-16.59%
Ecole privé	7 025.76	7 620.10	8 061.90	8 081.26	7 811.76	-3.33%	0.24%	-1.56%
Collèges	-	-	-	401.22	208.00	-48.16%	-	-
<b>66. Charges financières (intérêts des emprunts, et des crédits de trésorerie)</b>	<b>79 463.56</b>	<b>37 226.80</b>	<b>29 875.92</b>	<b>34 323.63</b>	<b>38 560.13</b>	<b>12.34%</b>	<b>14.89%</b>	<b>13.61%</b>
Intérêts réglés à l'échéance	50 476.99	40 786.36	34 278.64	34 329.25	40 716.98	18.61%	0.15%	8.99%
Intérêts - Rattachement des ICNE	28 293.23	3 559.56	4 402.72	1 922.85	2 663.80	38.53%	-56.33%	-22.22%
Intérêts des comptes courants et de dépôts	-	-	-	1 917.23	506.95	-73.56%	-	-
Indemnités pour remboursement anticipé d'emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	693.34	-	-	-	-	-	-	-
<b>67. Charges exceptionnelles</b>	<b>228.47</b>	<b>11 535.13</b>	<b>5 489.93</b>	<b>562.96</b>	<b>2 882.83</b>	<b>412.08%</b>	<b>-89.75%</b>	<b>-27.54%</b>
Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres charges exceptionnelles sur op. de gestion	-	-	-	-	104.00	-	-	-
Titres annulés (sur exercices antérieurs)	228.47	11 535.13	95.10	562.96	528.83	-6.06%	491.97%	135.81%
Subventions aux personnes de droit privé	-	-	5 394.83	-	-	-	-	-
Autres subventions exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres charges exceptionnelles	-	-	-	-	2 250.00	-	-	-
<b>68. Provisions sur charges</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 494.47</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Provisions sur charges	-	-	-	2 494.47	-	-	-	-
<b>014. Atténuation de produits (non pris en compte dans le total mais soustrait aux RRF)</b>	<b>937.00</b>	<b>3 883.99</b>	<b>2 082.80</b>	<b>1 264.00</b>	<b>1 671.00</b>	<b>32.20%</b>	<b>-39.31%</b>	<b>-10.43%</b>



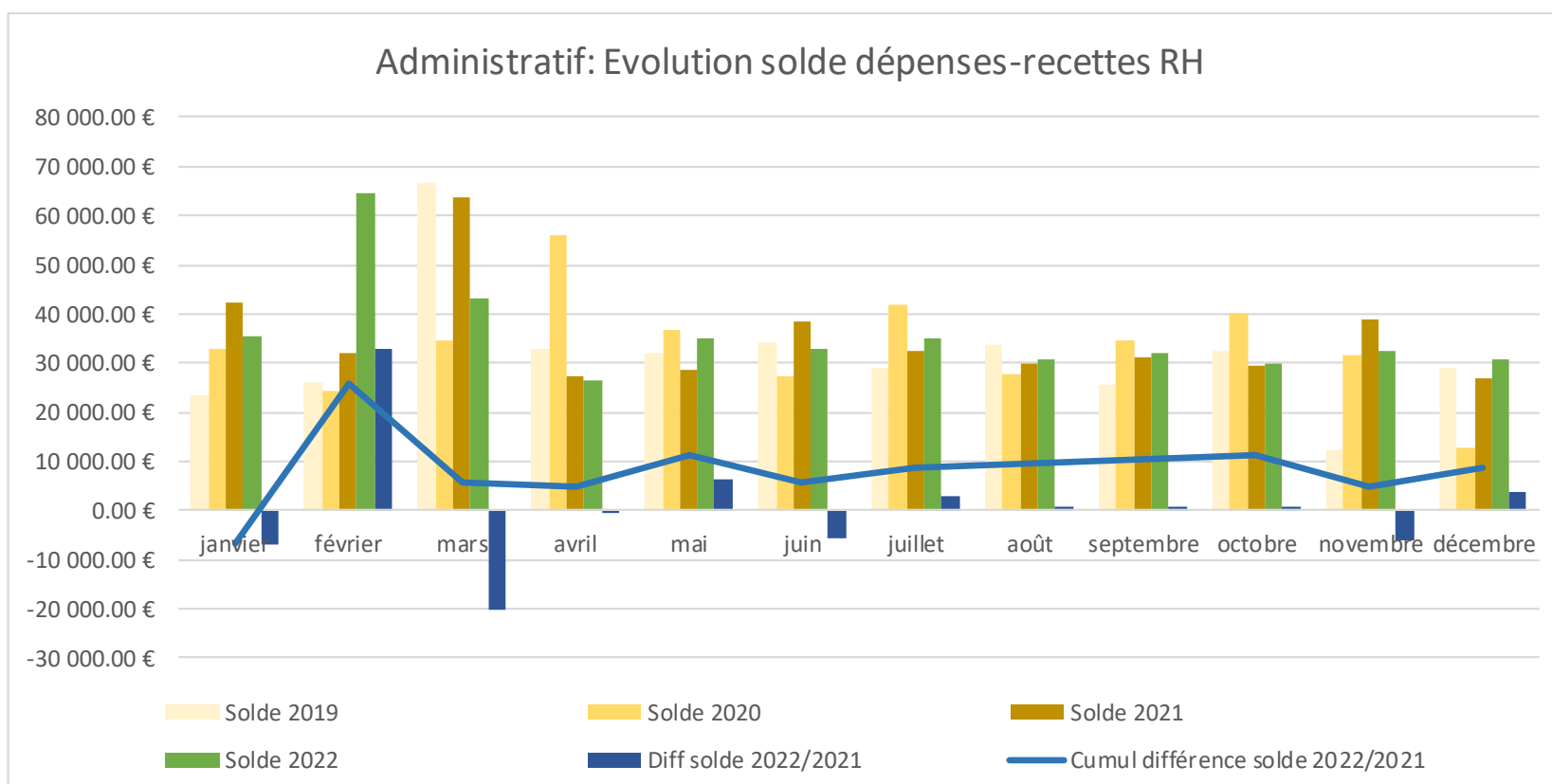
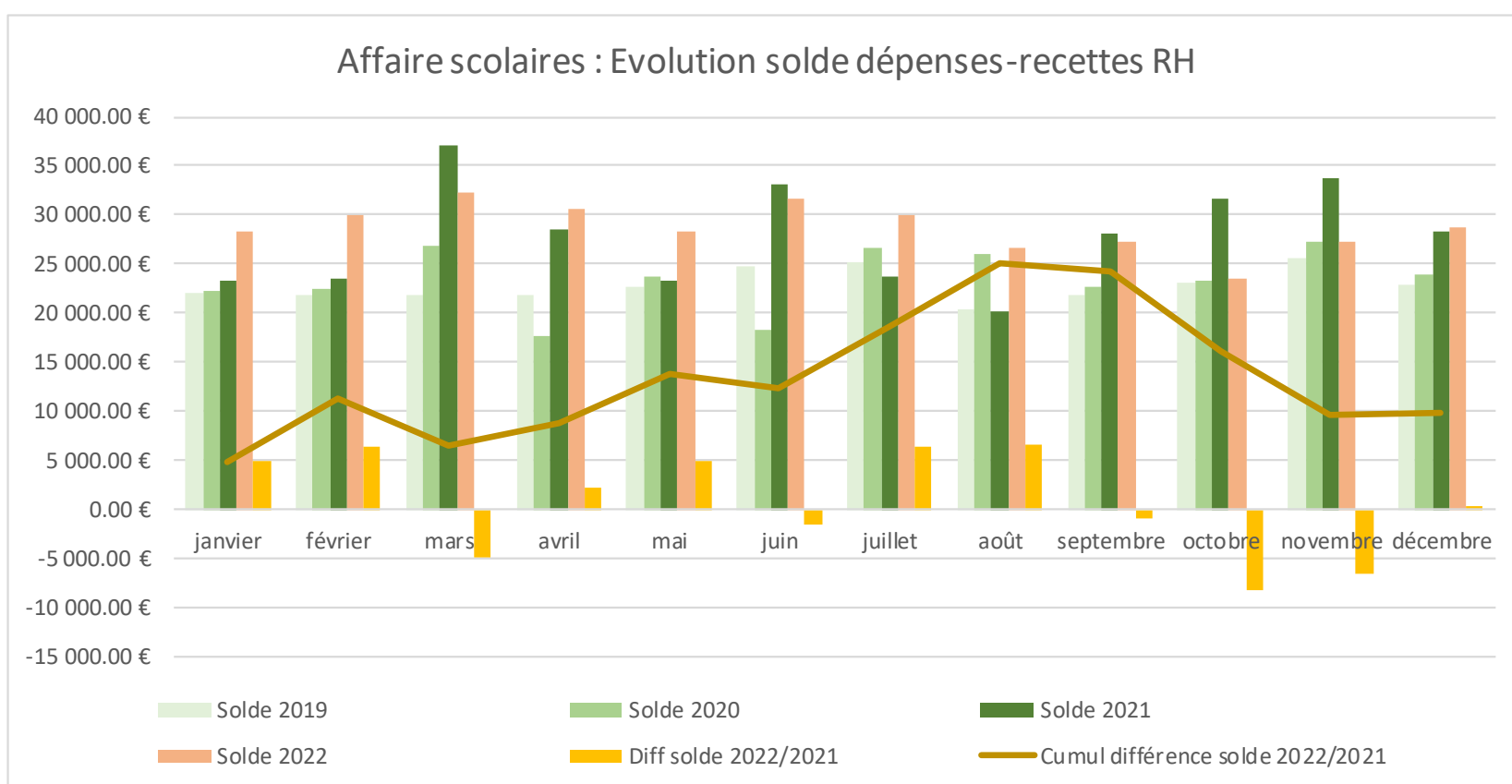
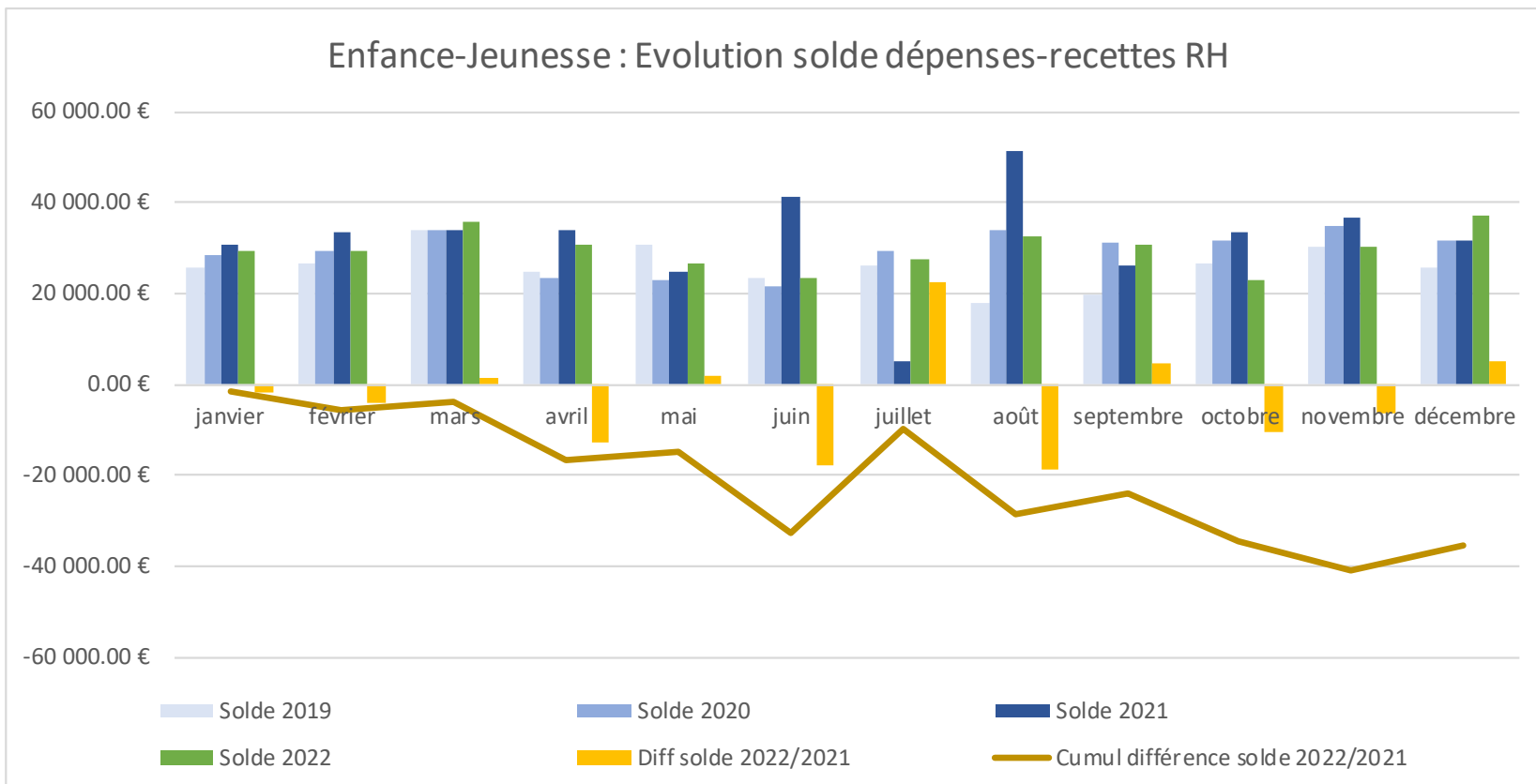


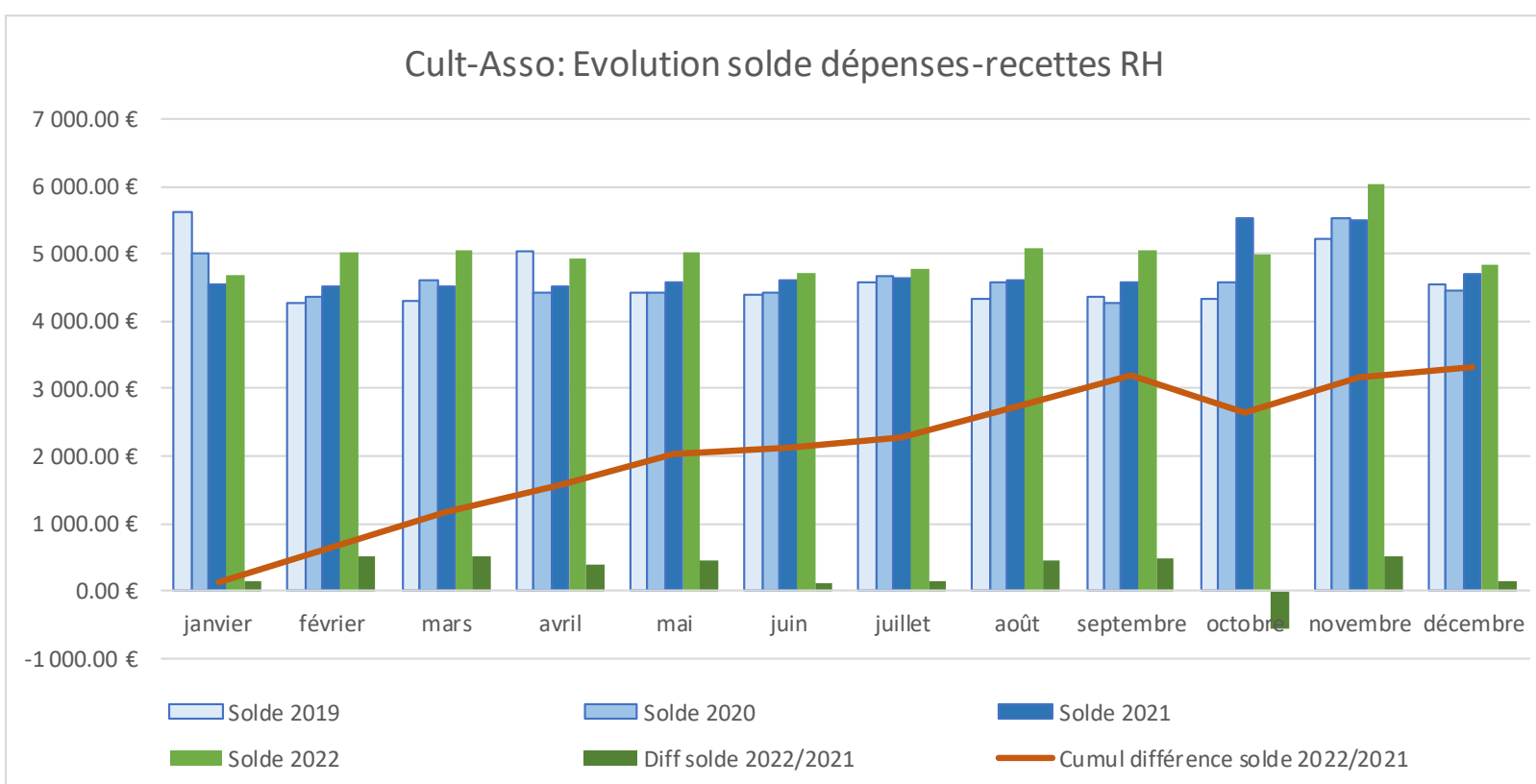
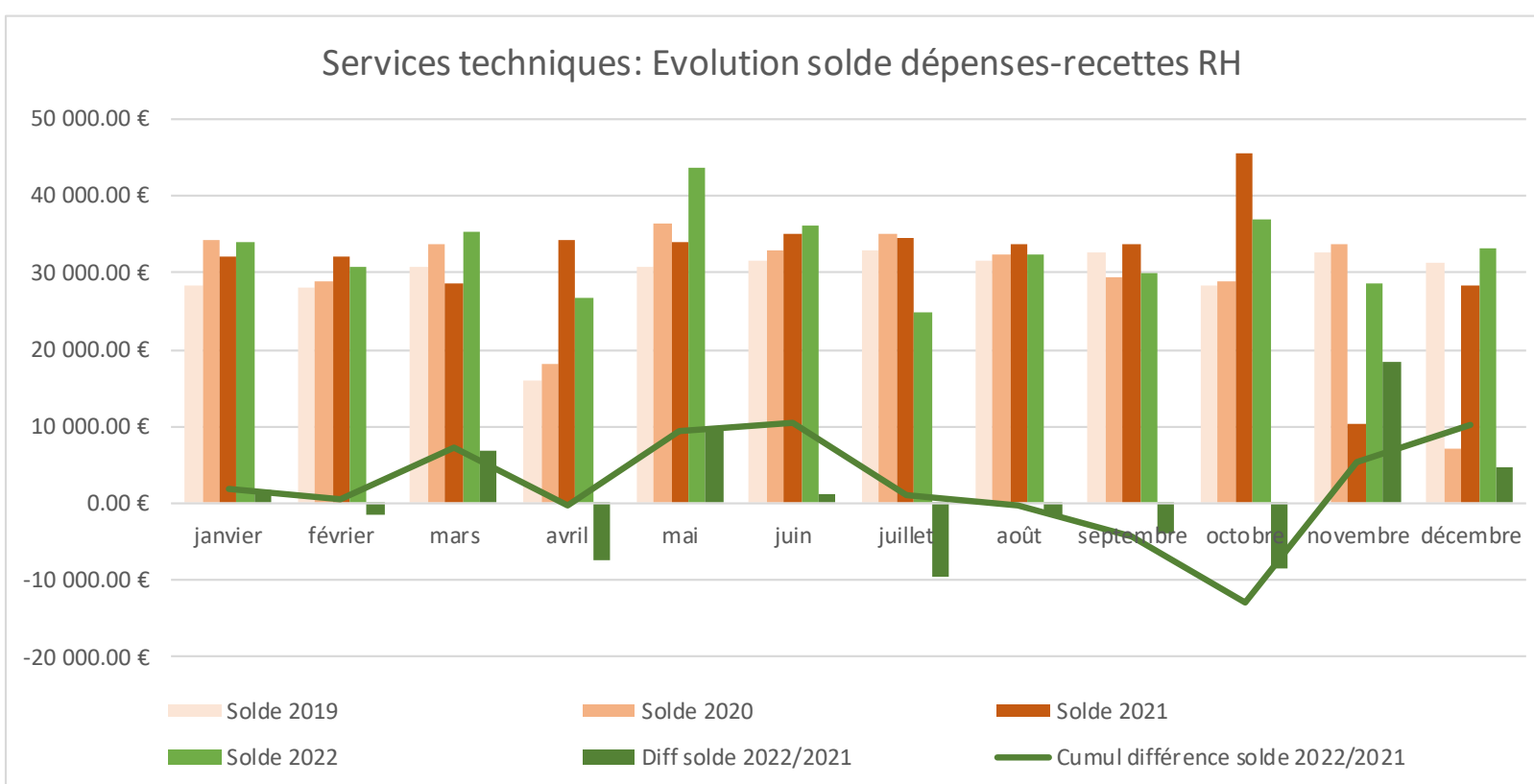
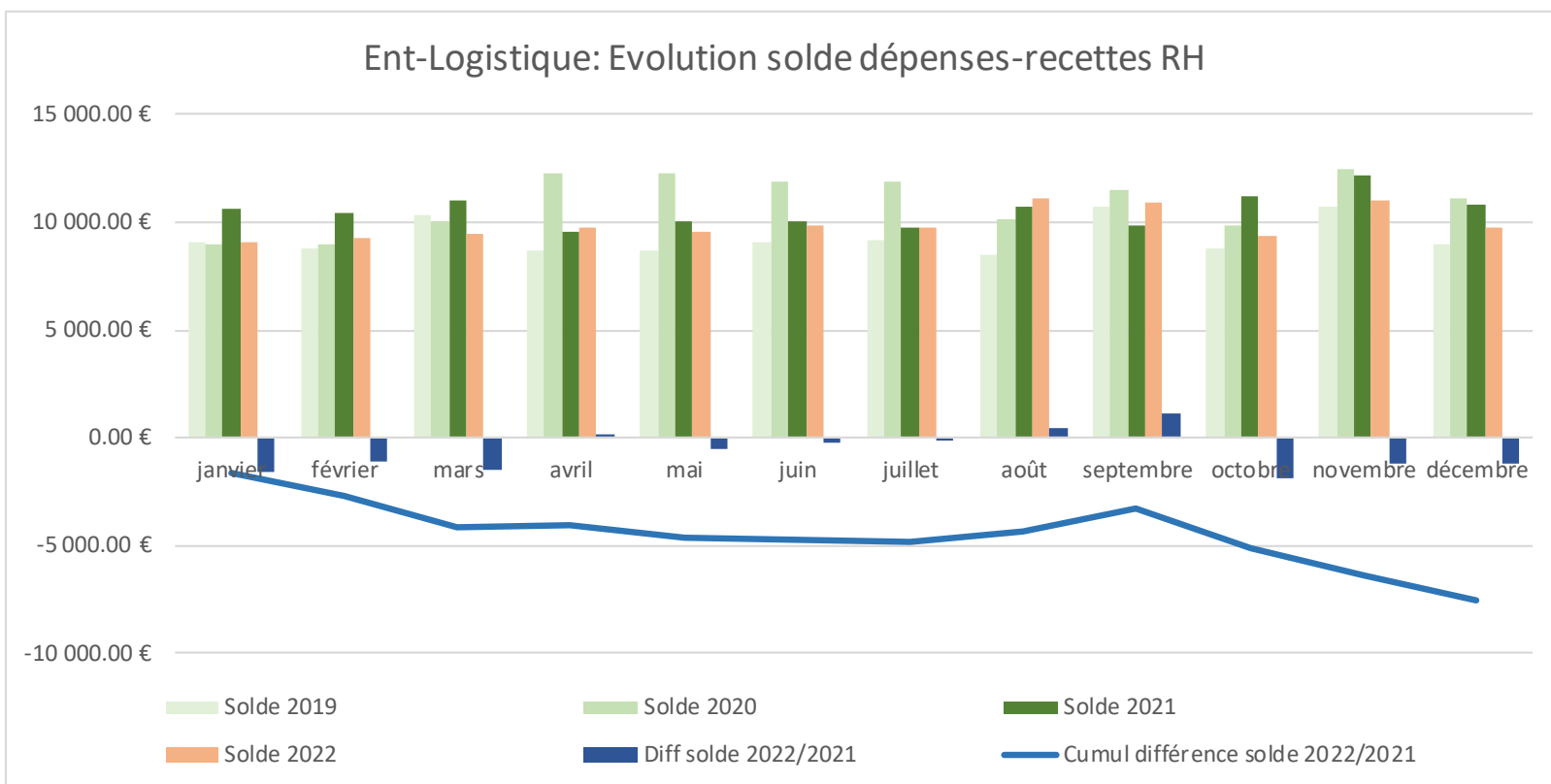


[Retour « 2<sup>nde</sup> P/I/A/2/b-e-Autres charges »](#)









Associations	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Total (compte 6574)</b>	<b>45 466.09</b>	<b>46 773.98</b>	<b>42 352.38</b>	<b>48 506.03</b>	<b>47 635.05</b>
<b>Total avec autres subventionnements</b>	<b>45 466.09</b>	<b>46 773.98</b>	<b>42 352.38</b>	<b>48 506.03</b>	<b>47 635.05</b>
<b>Club Arlequin</b>	<b>17 917.20</b>	<b>18 308.01</b>	<b>18 894.64</b>	<b>19 186.05</b>	<b>13 449.24</b>
Fonctionnement	17 917.20	18 308.01	18 894.64	19 186.05	13 449.24
<b>Sportives</b>	<b>11 619.00</b>	<b>11 961.70</b>	<b>10 187.20</b>	<b>12 519.87</b>	<b>13 845.20</b>
Athlétique club					
Tennis club	1 740.00	1 827.00	2 173.50	2 390.85	1 291.50
Judo club				693.00	1 449.00
Vovinam Viet Vo Dao				103.95	63.00
Football club	3 000.00	3 433.50	3 433.50	3 776.85	3 906.00
Illet Basket club	900.00	1 039.50	1 543.50	1 697.85	1 039.50
Transport Basket club					
Amicale cyclotouriste	408.00	428.40	428.40	471.24	428.40
Les foulées Saint aubinoises : subvention annuelle	408.00	428.40	428.40	471.24	428.40
Les foulées Saint aubinoises : Course "l'escapade st aubinoise" selon les années	1 000.00	1 050.00	-		1 050.00
Comité des fêtes - course cycliste programme	1 500.00	1 575.00			1 500.00
	60.00	60.00	60.00		
Pétanque Saint Aubinoise	408.00	428.40	428.40	471.24	428.40
Association sportive du Collège Amand Brionne	530.00	556.50	556.50	612.15	1 149.50
Association sportive du Collège Saint Michel	1 135.00	1 135.00	1 135.00	1 248.50	1 111.50
Foyer socio-culturel du Collège Amand Brionne	530.00			583.00	
<b>Locales</b>	<b>15 199.89</b>	<b>15 737.77</b>	<b>12 780.19</b>	<b>16 190.26</b>	<b>19 681.21</b>
Festives Saint aubinoises	-				
Festives Saint aubinoises - Marché de Noël	-				
Club de la détente	575.00	603.75	603.75	664.13	603.75
Crêtes et vallées : subvention annuelle	408.00	428.40	428.40	471.24	428.40
Crêtes et vallée : Apéritif marche gourmande	300.00	315.00			
Jardins d'antan : subvention annuelle	408.00	428.40	428.40	471.24	428.40
Jardins d'antan : portes ouvertes forum des associations	250.00	262.50			
Comité des fêtes : subvention annuelle	408.00	428.40	428.40	471.24	488.40
Association Aubinage loisirs ou Ty Aubinoise	400.00	428.40	428.40	471.24	428.40
La Villa des enfants		-			
Amicale laïque	367.00	385.35	385.35	423.89	
Baby bulle	-	-			
ACCA	357.00	374.85	374.85	412.34	374.85
Amicale des Sapeurs pompiers : subvention annuelle	163.00	171.15	171.15	188.27	171.15
Amicale des Sapeurs pompiers : Repas de la Saint Barbe	1 500.00	1 500.00		-	1 500.00
Amicale des anciens sapeurs pompiers - Allocation vétérans	1 100.00	1 100.00	1 100.00	1 210.00	1 100.00
Amicale des anciens sapeurs pompiers	102.00	107.10	178.50	224.40	204.00
Bleu-blanc-cœur				4 440.00	4 440.00
UNC AFN (anciens combattants)	368.00	386.40	386.40	425.04	280.50
GEDA					
Union des commerçants (La boîte à métiers)	2 550.00	2 677.50	2 677.50	2 945.25	2 677.50
Union des commerçants (Animation de Noël)	500.00	525.00	525.00		1 050.00
Comité des fêtes fête de la musique		-			
KOPOCEP - Fête de la musique	500.00	525.00			
KOPOCEP - 6ème sens	408.00	428.40			
KOPOCEP - 6ème sens Festival 2019		-			
KIDIJOU : subvention annuelle	408.00	428.40	428.40	471.24	428.40
Comice Agricole (0,47€/population)	1 638.89	1 734.77	1 734.77		1 879.06
Maison familiale rurale	-	-			
ADMR (61cts en 2014, 62 en 2016, 64 en 2018/population municipale)	2 289.00	2 289.00	2 395.92	2 900.74	3 198.40
Association Musique Rock Val d'Ille	100.00	105.00			
Association Katz	100.00	105.00	105.00		
				Subvention de 2020	Subvention de 2021

Associations	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Total (compte 6574)</b>	<b>45 466.09</b>	<b>46 773.98</b>	<b>42 352.38</b>	<b>48 506.03</b>	<b>47 635.05</b>
<b>Total avec autres subventionnements</b>	<b>45 466.09</b>	<b>46 773.98</b>	<b>42 352.38</b>	<b>48 506.03</b>	<b>47 635.05</b>
<b>Caritatives</b>	<b>730.00</b>	<b>766.50</b>	<b>490.35</b>	<b>609.85</b>	<b>659.40</b>
France ADOT 35	63.00	66.15	66.15	72.77	66.15
Union des donneurs de sang	110.00	115.50	115.50	127.05	115.50
Paralysés de France	61.00	64.05		70.46	64.05
Secours catholique			105.00	115.50	105.00
Papillons blancs - ADAPEI 35	63.00	66.15			
Ensemble (CMP Adultes)	179.00	187.95			
Croix rouge		-			
Prévention routière	78.00	81.90	81.90	90.09	81.90
FNATH	116.00	121.80	121.80	133.98	121.80
SOS Amitié					105.00
ACSE 175		-			
Saint Aubin Tiers-monde		-			
Alcool assistance - La Croix d'or		-			
Pupille de l'enseignement		-			
Agriculteurs en difficulté		-			
Sclérose en plaques		-			
Ligue contre le cancer	60.00	63.00			
<b>Autres subventionnements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Amicale des Sapeurs pompiers - Sainte Barbe (règlement de 50% de la facture repas avant) c/6257					
ACSE 175 (versée en tant que cotisation avant) c/6281)					
CCAS (pas d'association cette année là) c/657362					
Club Arlequin - Transport piscine					
Comice agricole - c/6281					
<b>Exceptionnel</b>	<b>619.75</b>	<b>-</b>	<b>120.50</b>	<b>9 619.60</b>	<b>201.98</b>
Aide Haïti					
ANACR exposition résistance					
Club Arlequin - Subvention exceptionnelle					
Jardins d'antan chantier international					
A l'aise 4L					
Union des commerçants - Exceptionnelle				9 519.60	
KOPOCEP - subvention exceptionnelle					
Athlétique club - Subvention exceptionnelle championnats du monde					
Comité des fêtes - Exceptionnelle remorque				100.00	
Amicale des Sapeurs pompiers -Subvention exceptionnelle 150 ans					
KIDIJOU - constitution du fonds de jeux					
Amicale cyclotouriste - Circuit de VTT					
Union des commercants (La boîte à métiers) : subvention exceptionnelle					
Jardin d'antan (dépenses forum asso)					201.98
Club Arlequin - 50 ans			120.50		
Ouragan IRMA					
CUMA - 60 ans					
UNC-AFN Drapeau	619.75				
				Subvention de 2020	Subvention de 2021

LIBELLE	Reliquats 2022	PPI 2023	PPI 2024	PPI 2025	PPI 2026	Coût d'opération 2023-2026
<b>OPERATIONS ENGAGEES AU MOMENT DU BUDGET (Montants TTC)</b>						
<b>101-105-106-107-108</b>	<b>26 732</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Affaires foncières						0
- Mobiliers et équipements des bâtiments	5 257					0
- Patrimoine bâti	21 475					0
- Equipements informatiques	0					0
- Equipements des services techniques	0					0
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		0	0	0	0	0
<b>103 - Equipements sportifs et aires jeux</b>	<b>4 512</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Terrain de football synthétique	468					0
- Sol amortissant école maternelle	4 044					0
<b>104 - Voirie, réseaux et espaces verts</b>	<b>69 483</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Maîtrise d'œuvre						0
- Travaux	69 483					0
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		0	0	0	0	0
<b>203 - Centre bourg</b>	<b>10 064</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Maîtrise d'œuvre	10 064					0
- Travaux						0
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		0	0	0	0	0
<b>206 - Extension du restaurant scolaire</b>	<b>12 245</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Maîtrise d'œuvre RAR	8 864					0
- Etudes						0
- Travaux	3 381					0
- Réseaux						0
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		0	0	0	0	0
<b>208 - Réhabilitation de l'église</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Maîtrise d'œuvre						0
- Travaux	0					0
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		0	0	0	0	0
<b>209 - Construction d'une salle des sports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Maîtrise d'œuvre	0					0
- Equipements	0					0
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		0	0	0	0	0
<b>210 - Extension école élémentaire</b>	<b>1 312 062</b>	<b>48 150</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>48 150</b>
- Maîtrise d'œuvre	47 309					0
- Travaux Bâtiment RAR	1 264 752.98					0
- Mobilier		45 000				45 000
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		3 150	0	0	0	3 150
<b>SOUS-TOTAL (Opérations engagées au moment du budget)</b>	<b>1 435 099</b>	<b>48 150</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>48 150</b>

[Retour « 2<sup>de</sup> P/II/A/3-b-De nombreux projets structurants »](#)

LIBELLE	Reliquats 2022	PPI 2023	PPI 2024	PPI 2025	PPI 2026	Coût d'opération 2023-2026
<b>OPERATIONS RETENUES AU MOMENT DU BUDGET (Montants TTC)</b>						
<b>203 - Centre bourg</b>	<b>0</b>	<b>64 200</b>	<b>69 283</b>	<b>1 529 677</b>	<b>672 577</b>	<b>2 335 737</b>
- Etude réseaux eaux pluviales						0
- Etude réseaux eaux pluviales						0
- Réseaux phase 1 - Centre Est				128 750		128 750
- Réseaux phase 2 - Centre Ouest					59 777	59 777
- Réseaux phase 3 - Rue de Rennes						0
- Réseaux phase 4 - Rue St Médard Est						0
- Réseaux phase 5 - Rue St Médard Ouest						0
- Etudes préalable (consultation habitants)		60 000				
- MOE phase 1 - Centre Est		0	62 864	62 864	0	125 728
- MOE phase 2 - Centre Ouest		0	0	27 392	27 392	54 784
- MOE phase 3 - Rue de Rennes						0
- MOE phase 4 - Rue St Médard Est						0
- MOE phase 5 - Rue St Médard Ouest						0
- Travaux phase 1 - Centre Est				1 128 533		1 128 533
- Travaux phase 2 - Centre Ouest					488 068	488 068
- Travaux phase 3 - Rue de Rennes						0
- Travaux phase 4 - Rue St Médard Est						0
- Travaux phase 5 - Rue St Médard Ouest						0
- Divers						0
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		4 200	6 418	182 138	97 340	290 096
<b>Etude naturaliste sentier pédagogique étang</b>		<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>
		20 000				20 000
<b>Toilettes place des Justes</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
		0				0
<b>Rénovation et modernisation de l'éclairage public</b>		<b>96 300</b>	<b>66 126</b>	<b>68 110</b>	<b>70 153</b>	<b>300 689</b>
- Travaux		90 000	60 000	60 000	60 000	270 000
- Divers						0
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		6 300	6 126	8 110	10 153	30 689
<b>Equipements sportifs</b>	<b>0</b>	<b>506 962</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>506 962</b>
- skate park / street park		173 340				173 340
- vestiaire multi-fonctions bd du stade		12 840				12 840
- boulodrome		11 556				11 556
- terrains de tennis ext		276 060				276 060
- Salle tennis						0
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		33 166	0	0	0	33 166
<b>Bibliothèque</b>	<b>0</b>	<b>25 188</b>	<b>291 274</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>316 462</b>
- Maîtrise d'œuvre RAR		23 540				23 540
- Acquisition			66 340			66 340
- Travaux			197 950			197 950
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		1 648	26 984	0	0	28 632
<b>Sécurisation voirie parking</b>	<b>0</b>	<b>11 330</b>	<b>206 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>217 330</b>
- travaux		11 000	200 000			211 000
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		330	6 000	0	0	6 330
<b>Stationnement centre bourg - création</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- acquisition						0
- travaux						0
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		0	0	0	0	0
<b>Cimetière - extension</b>	<b>0</b>	<b>72 100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>72 100</b>
- travaux		70 000				70 000
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		2 100	0	0	0	2 100
<b>Programme Ad'AP (Accessibilité)</b>	<b>0</b>	<b>50 757</b>	<b>38 658</b>	<b>26 545</b>	<b>0</b>	<b>115 960</b>
- Prestations intellectuelles						0
- Travaux		12 360				12 360
- Travaux		35 077	35 077	23 384		93 537
Actualisation des prix (7% à N+1 et 3%/an à compter de N+2)		3 321	3 581	3 161	0	10 063
<b>SOUS-TOTAL (Opérations retenues au moment du budget)</b>	<b>0</b>	<b>826 837</b>	<b>671 340</b>	<b>1 624 332</b>	<b>742 730</b>	<b>3 865 239</b>
<b>TOTAL GENERAL (Montants TTC)</b>	<b>1 435 099</b>	<b>874 987</b>	<b>671 340</b>	<b>1 624 332</b>	<b>742 730</b>	<b>3 913 389</b>

## Période 2023-2026

*Hypothèse d'évolution de la section de fonctionnement au fil de l'eau (uniquement avec projets engagés avant le budget 2022)*

### Hypothèse d'évolution de la section de fonctionnement au fil de l'eau (uniquement avec projets engagés avant le budget 2023)

#### Recettes réelles de fonctionnement

Hypothèses  
d'évolution

	2022		2023	2024	2025	2026
Produits des serv. du domaine	341 105.61	2.50%	365 105.61	374 233.25	383 589.08	393 178.81
Contributions directes	1 552 828.00	3.20%	1 705 662.52	1 772 243.72	1 828 955.52	1 887 482.10
Autres impôts et taxes	376 978.78	Stable + DMTO +	381 760.00	357 196.00	378 375.60	347 373.16
DGF	1 063 192.00	2.00%	1 105 719.68	1 127 834.07	1 150 390.76	1 173 398.57
Autres dot., subv. et part.	314 970.46	1.00%	327 470.46	330 745.16	334 052.62	337 393.14
Atténuations de charges	99 397.50	(1.5% du 012)	70 000.00	29 998.50	31 148.21	31 926.92
Autres produits de gestion	103 049.40	1.00%	104 000.00	101 640.00	102 656.40	103 682.96
Reprises sur amortissements et provisions	1 331.75					
<b>Recettes de gestion des services</b>	<b>3 852 853.50</b>		<b>4 059 718.27</b>	<b>4 093 890.71</b>	<b>4 209 168.18</b>	<b>4 274 435.66</b>
Produits financiers	-	fixe	-	-	-	-
Produits exceptionnels	12 572.38	fixe	5 232.00	5 232.00	5 232.00	5 232.00
<b>Recettes totales de fonctionnement</b>	<b>3 865 425.88</b>		<b>4 064 950.27</b>	<b>4 099 122.70</b>	<b>4 214 400.18</b>	<b>4 279 667.65</b>

#### Dépenses réelles de fonctionnement

	2022		2023	2024	2025	2026
Charges à caractère général	931 207.33	2.69%	1 044 319.77	1 067 277.47	1 095 987.24	1 125 469.29
Charges de personnel	1 816 274.50	2.50%	1 947 121.85	1 999 899.90	2 076 547.40	2 128 461.08
Atténuation de produits	1 671.00	1.00%	1 687.71	1 704.59	1 721.63	1 738.85
Autres charges de gestion courante	366 899.25	1.00%	379 966.23	383 765.89	387 603.55	391 479.58
Provisions	-					
<b>Dépenses de gestion des services</b>	<b>3 116 052.08</b>		<b>3 373 095.56</b>	<b>3 452 647.85</b>	<b>3 561 859.81</b>	<b>3 647 148.81</b>
Charges financières hors intérêts		0.00%	-	-	-	-
Intérêts des emprunts	38 560.13	selon dette	48 542.00	38 414.00	29 762.00	26 454.00
Charges exceptionnelles	2 882.83	0.00%	3 467.83	3 467.83	3 467.83	3 467.83
<b>Dépenses totales de fonctionnement</b>	<b>3 157 495.04</b>		<b>3 425 105.39</b>	<b>3 494 529.68</b>	<b>3 595 089.65</b>	<b>3 677 070.64</b>



Dépenses : Opérations engagées au moment du budget	Années					Totaux
	2023	2024	2025	2026	2027	
101-105-106-107-108			-	-	-	-
103 - Espaces de loisirs extérieurs	4 512.00	-				4 512.00
104 - Voirie, réseaux et espaces verts	69 483.43	-	-	-	-	69 483.43
105 - Patrimoine bâti	21 475.01	-				21 475.01
106 - Mobilier et équipements des bâtiments	5 257.29	-				5 257.29
107 - Informatique communication	-	-				-
108 - Matériel des services techniques et matériel roulant	-	-				-
203 - Centre bourg	10 064.00	-	-	-	-	10 064.00
206 - Extension du restaurant scolaire	12 245.47	-	-	-	-	12 245.47
208 - Réhabilitation de l'église	-	-	-	-	-	-
209 - Construction d'une salle des sports	-	-				-
210 - Extension école élémentaire	1 312 062.09	48 150.00				1 360 212.09
						-
<b>Totaux</b>	<b>1 435 099.29</b>	<b>48 150.00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 483 249.29</b>

Recettes : Répartition des subventions propres aux programmes	Années					Totaux
	2023	2024	2025	2026	2027	
101-105-106-107-108						-
107 - Informatique communication	-					-
203 - Centre bourg	-					-
206 - Extension du restaurant scolaire	111 839.85					111 839.85
208 - Réhabilitation de l'église						-
209 - Construction d'une salle des sports	-					-
210 - Extension école élémentaire	315 543.00					315 543.00
						-
						-
						-
						-
<b>Totaux</b>	<b>427 382.85</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>427 382.85</b>



## Période 2023-2026

*Hypothèse proposée : PPI avec équipements sportifs 2023, bibliothèque 2024 et centre-bourg 2025*

Dépenses : Répartition des programmes PPI		2023	2024	2025	2026	Totaux
203 - Centre bourg		64 200	69 283	1 529 677	672 577	<b>2 335 737</b>
Rénovation et modernisation de l'éclairage public		96 300	66 126	68 110	70 153	<b>300 689</b>
Equipements sportifs		506 962	-	-	-	<b>506 962</b>
Cimetière		72 100	-	-	-	<b>72 100</b>
Sécurisation abords collège		11 330	206 000	-	-	<b>217 330</b>
Bibliothèque		25 188	291 274	-	-	<b>316 462</b>
ALSH - Agrandissement		-	-	-	-	<b>-</b>
Stationnement centre bourg - création		-	-	-	-	<b>-</b>
Programme Ad'AP (Accessibilité)		50 757	38 658	26 545	-	<b>115 960</b>
Etude naturaliste sentier étang		20 000	-	-	-	<b>20 000</b>
	<b>Totaux</b>	<b>846 837</b>	<b>671 340</b>	<b>1 624 332</b>	<b>742 730</b>	<b>3 885 239</b>

Recettes : Répartition des subventions propres aux programmes		2023	2024	2025	2026	Totaux
203 - Centre bourg				50 000	70 000	<b>120 000</b>
Rénovation et modernisation de l'éclairage publique						<b>-</b>
Equipements sportifs		253 481		-	-	<b>253 481</b>
Cimetière		-	-	-	-	<b>-</b>
Sécurisation abords collège		-	68 667	-	-	<b>68 667</b>
Bibliothèque	DRAC		110 762			<b>110 762</b>
Stationnement centre bourg - création						<b>-</b>
Programme Ad'AP (Accessibilité)						<b>-</b>
	<b>Totaux</b>	<b>253 481</b>	<b>179 428</b>	<b>50 000</b>	<b>70 000</b>	<b>552 909</b>

**Tableau synthétique : capacité d'épargne**

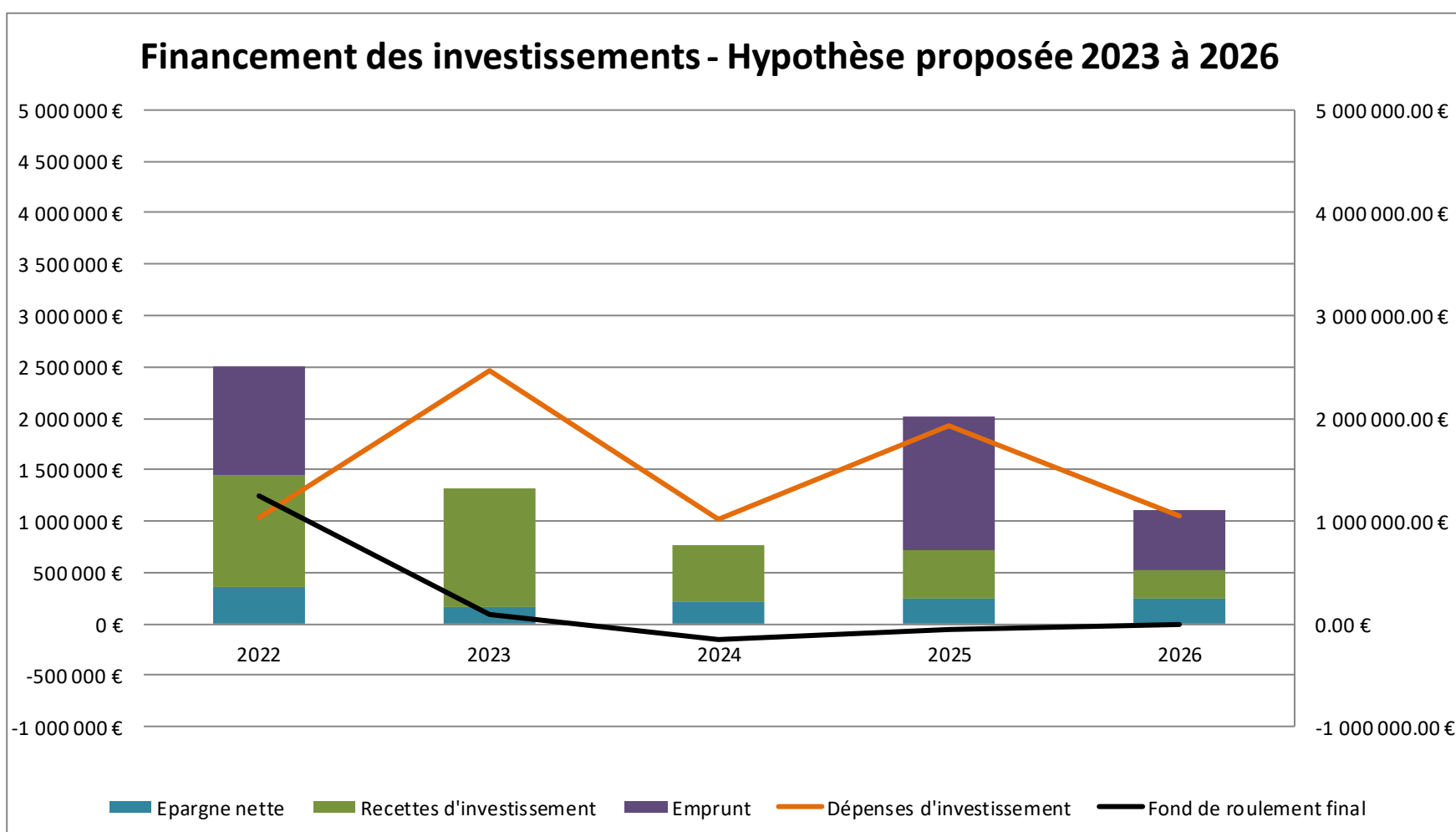
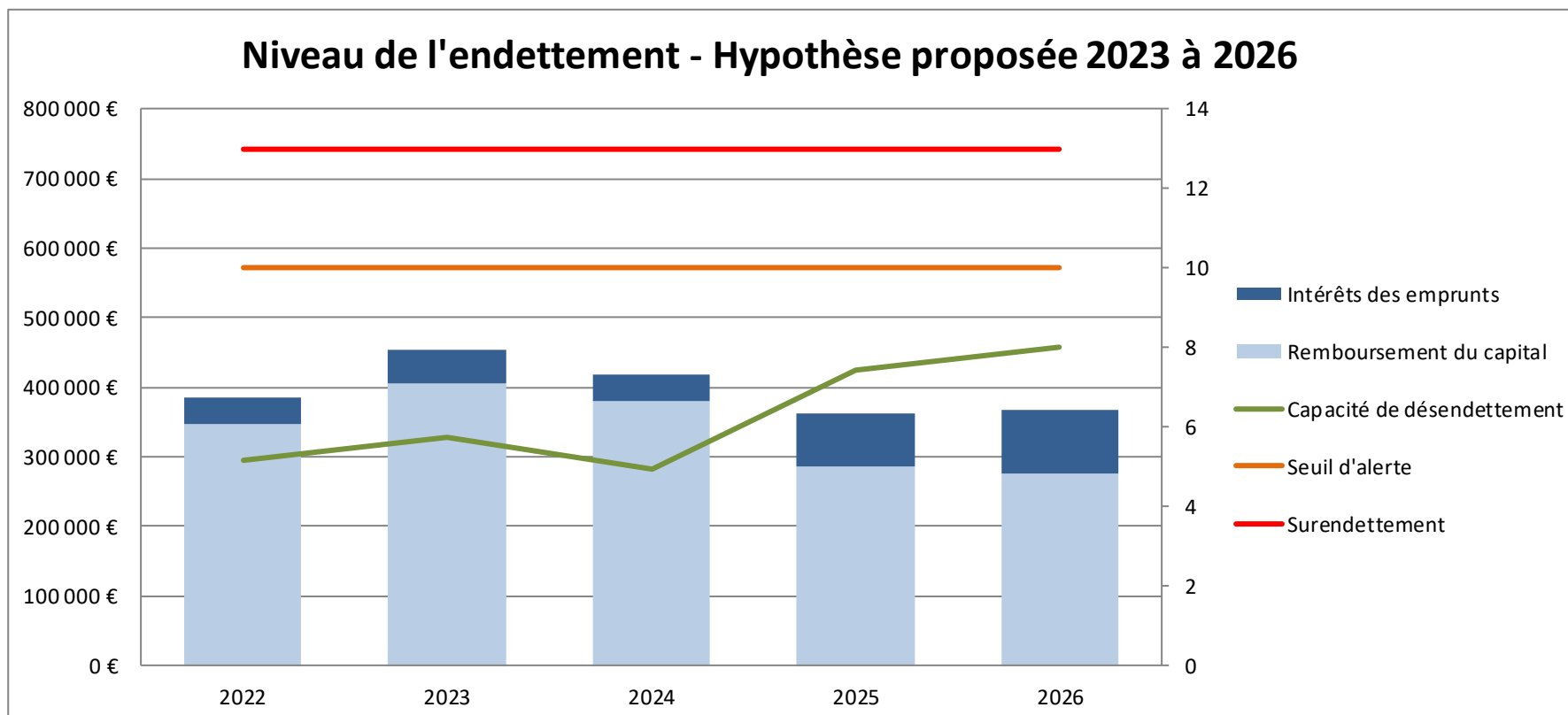
Exercices (CA)	2022		2023	2024	2025	2026
Recettes de gestion (1)	3 852 853.50		4 093 890.71	4 209 168.18	4 274 435.66	4 380 634.31
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>3 865 425.88</b>		<b>4 099 122.70</b>	<b>4 214 400.18</b>	<b>4 279 667.65</b>	<b>4 385 866.31</b>
Dépenses de gestion (2)	3 116 052.08		3 452 647.85	3 561 859.81	3 647 148.81	3 734 567.64
Coût induit des investissements Hypothèse (3) (Uniquement sur Bibliothèque et école)		(1,5% et 1%/an)	24 930.93	25 558.06	30 182.75	30 484.58
<b>Épargne de gestion (A = 1-2-3)</b>	<b>736 801.42</b>		<b>616 311.93</b>	<b>621 750.31</b>	<b>597 104.10</b>	<b>615 582.10</b>
Charges financières (4)	38 560.13		48 542.00	38 414.00	75 262.00	90 995.07
Charges financières hors intérêts	-		-	-	-	-
Intérêts des emprunts	38 560.13		48 542.00	38 414.00	29 762.00	26 454.00
Intérêts des emprunts nouveaux Hypothèse			-	-	45 500.00	64 541.07
Charges exceptionnelles (5)	2 882.83		3 467.83	3 467.83	3 467.83	3 467.83
<b>Épargne brute (B = A'-4-5)</b>	<b>707 930.84</b>		<b>569 534.09</b>	<b>585 100.47</b>	<b>523 606.26</b>	<b>526 351.19</b>
Remboursement de capital (7)	347 172.80	selon dette	404 377.00	378 873.00	240 008.00	206 610.00
Remboursement de capital des emprunts nouveaux Hypothèse (8)	-		-	-	45 969.40	68 441.36
<b>Épargne disponible (B-7-8)</b>	<b>360 758.04</b>		<b>165 157.09</b>	<b>206 227.47</b>	<b>237 628.86</b>	<b>251 299.82</b>
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>1 040 638.82</b>		<b>2 461 935.90</b>	<b>1 019 490.46</b>	<b>1 924 332.13</b>	<b>1 042 730.12</b>
Entretien du patrimoine	-	Estimation	180 000.00	300 000.00	300 000.00	300 000.00
Programmes commencés	1 040 638.82		1 435 099.29	48 150.00	-	-
Nouveaux programmes Hypothèse	-	Cf. onglet	846 836.61	671 340.46	1 624 332.13	742 730.12
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>1 093 819.76</b>		<b>1 152 201.93</b>	<b>563 131.97</b>	<b>475 978.11</b>	<b>265 545.11</b>
Subventions	587 753.79		437 382.85	-	-	-
Subventions liés aux nouveaux programmes Hypothèse	-	Cf. onglet	253 480.86	179 428.30	50 000.00	70 000.00
Cessions	-		-	-	-	-
Cessions Hypothèse			20 000.00	180 000.00		
FCTVA	422 550.00		371 338.22	151 203.67	261 660.09	53 829.73
FCTVA lié aux nouveaux programmes	-	Proportionnel			123 118.03	99 279.38
TLE ou TA	58 938.17		70 000.00	52 500.00	41 200.00	42 436.00
PVR	24 577.80		-	-	-	-
Besoin de financement de l'exercice	413 938.98		- 1 144 576.89	- 250 131.02	- 1 210 725.15	- 525 885.19
Emprunt nouveau hypothèse	1 050 600.00		-	-	1 300 000.00	590 000.00
Résultat de l'exercice (ou variation du fonds de roulement)	1 464 538.98		- 1 144 576.89	- 250 131.02	89 274.85	64 114.81
Résultats antérieurs (n-1)	- 222 445.88		1 242 093.10	97 516.21	- 152 614.81	- 63 339.96
<b>Fonds de roulement final</b>	<b>1 242 093.10</b>		<b>97 516.21</b>	<b>- 152 614.81</b>	<b>- 63 339.96</b>	<b>774.85</b>

**Tableau prospectif d'évolution des principaux ratios**

Exercices	2022		2023	2024	2025	2026
<b>Endettement</b>						
Encours de la dette au 1/1	2 958 259.06		3 661 086.26	3 256 709.26	2 877 836.26	3 891 858.86
Encours de la dette au 31/12	3 661 086.26		3 256 709.26	2 877 836.26	3 891 858.86	4 206 807.50
<b>Capacité de désendettement</b> : Elle mesure le nombre d'années théoriques nécessaire au remboursement intégral de la dette si la collectivité y consacrait toute son épargne brute (encours/épargne brute) Seuil d'alerte : 10 ans, surendettement : 15 ans	5.17		5.72	4.92	7.43	7.99
<b>Capacité d'épargne</b>						
<b>Taux épargne brute</b> : Il indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette. Il est admis qu'un ratio entre 8 et 15% est satisfaisant. Il doit néanmoins être apprécié en tendance et l'objectif est de veiller à sa stabilité (épargne brute/RRF, atténuations déduites)	18.81%		14.00%	13.99%	12.33%	12.10%
<b>Taux épargne nette ou épargne disponible</b> : Il indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir. (épargne nette/RRF, atténuations déduites)	9.58%		4.06%	4.93%	5.60%	5.78%
<b>Marge de manœuvre et fonds de roulement</b>						
<b>Marge d'autofinancement courant</b> : [(Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement du capital des emprunts) / Recettes réelles de fonctionnement] Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée. Un ratio supérieur à 100 exprime que la charge de la dette n'est pas totalement financée par les recettes de fonctionnement, et nécessite donc de puiser dans ses ressources propres d'investissement (cela peut conduire au surendettement) Seuil d'alerte >100% pendant deux exercices consécutifs	90.42%		95.69%	94.86%	94.33%	94.16%
<b>Ratio de rigidité structurelle</b> : Il indique la proportion des charges obligatoires et incompressibles de la collectivité par rapport à ses ressources (Charges de personnel nettes+annuité de la dette)/ (RRF, atténuations déduites) Seuil d'alerte DGCL : 58%	55.86%		59.57%	58.89%	57.88%	57.80%
<b>Structures de fonctionnement</b>						
<b>Charges de personnel réelles/Charges de fonctionnement réelles</b> : Il indique la part des charges de personnel dans les charges de fonctionnement de la collectivité	56.17%		56.48%	57.01%	56.37%	56.22%

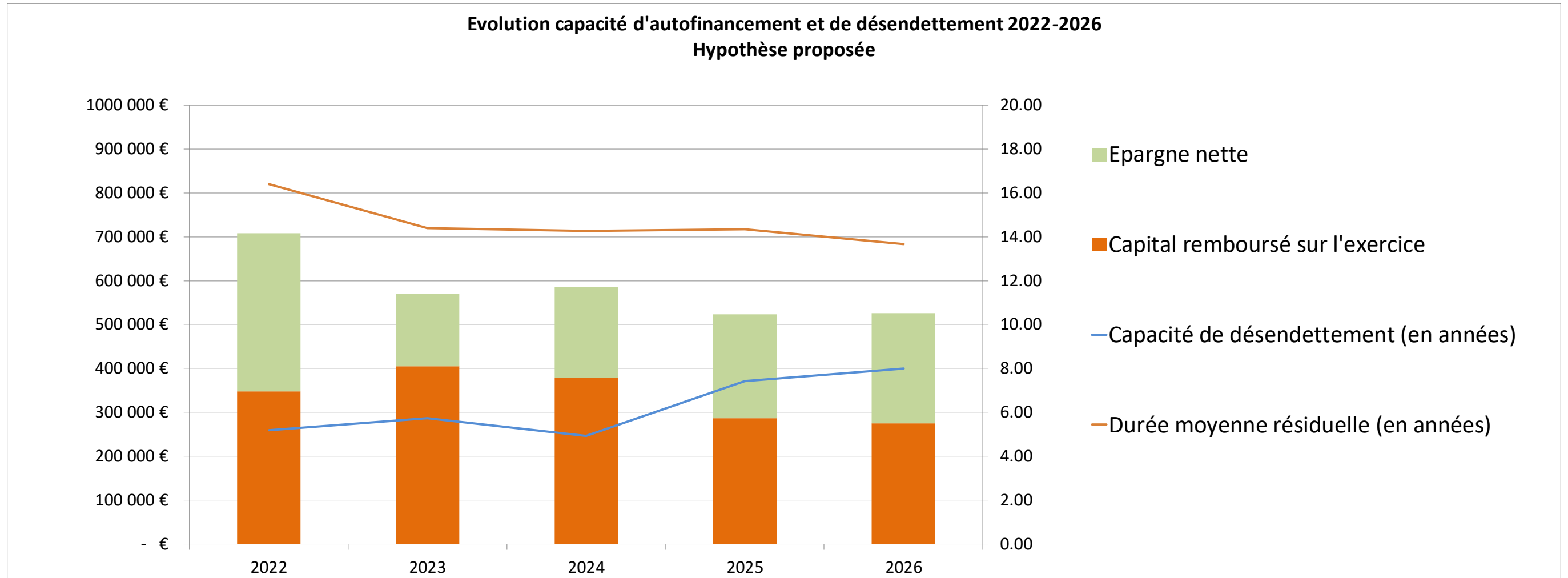
## Période 2023-2026

*Hypothèse proposée : PPI avec équipements sportifs, bibliothèque et centre-bourg*



[Retour « 2<sup>nde</sup> P/II/A/4/b-c-Evolution de la dette »](#)

Graphiques dette 2022-2026



[Retour « 2<sup>nde</sup> P/II/A/4/b-c-Evolution de la dette »](#)

